

I.E.D.E.S.

Institut d'Etude du Développement Economique et Social

TEXTE DE RECHERCHE N°22

**LE MEXIQUE ET LES RECETTES NEOLIBERALES
VOUS AVEZ DIT "MIRACLE"?**

Enrique VALENCIA

Arturo ANGUIANO

David BARKIN

Luis M.FERNANDEZ ORTIZ

María TARRIO GARCIA

César RAMIREZ MIRANDA

María del Carmen DEL VALLE RIVERA

Mai 1993



**CENTRE D'ETUDES COMPARATIVES
SUR LE DEVELOPPEMENT**

I.E.D.E.S.-C.E.C.O.D. - Université de Paris I
162, rue Saint Charles, 75740 PARIS Cedex 15



DÓNADO POR
Inf. del Comercio del Valle
05-07-93

**LE MEXIQUE ET LES RECETTES NEOLIBERALES
VOUS AVEZ DIT "MIRACLE"?**

- Mai 1993 -

TABLE DES MATIERES

Maxime HAUBERT

Marguerite BEY :

Introduction

Enrique VALENCIA :

L'image du Mexique dans "Le Monde" et "Libération"

Arturo ANGUIANO :

México : Une transición política bloqueada

David BARKIN :

Salinastroïka and other novel ideas

Arturo ANGUIANO :

Volkswagen de México : une reestructuración salvaje

Luis M.FERNANDEZ ORTIZ, María TARRIO GARCIA :

Estado, empresarios y campesinos en la modernización del campo mexicano : una estrategia

César RAMIREZ MIRANDA :

Las contradicciones de la modernización neoliberal en la agricultura mexicana

Maria del Carmen DEL VALLE RIVERA :

La producción de leche ante los nuevos retos

INTRODUCTION

Maxime HAUBERT
Marguerite BEY¹

Dans un contexte où le modèle néolibéral tend à devenir hégémonique, le Mexique fait de plus en plus figure de "bon élève" du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale : n'entend-on pas dire un peu partout que l'application des recettes néolibérales y a produit une sorte de "miracle", ce pays qui, il y a dix ans, paraissait s'enfoncer dans la banqueroute financière, la récession économique, l'explosion sociale et l'instabilité politique s'engageant d'un pas ferme et rapide vers une exemplaire "sortie du sous-développement"?

Il nous a paru utile à cet égard de donner la parole à des chercheurs mexicains qui, d'une façon ou d'une autre, sont en relation étroite avec l'Institut d'Étude du Développement Economique et Social (IEDES) et son laboratoire de recherche en sociologie, le Centre d'Etudes Comparatives sur le Développement (CECOD) : soit par leur participation comme étudiants ou enseignants-chercheurs à notre formation doctorale, soit par leur participation aux enseignements et aux recherches de la Universidad Autónoma Metropolitana - Unidad Xochimilco (Mexico), avec laquelle l'IEDES vient de signer une convention de coopération scientifique (le présent texte de recherche étant donc un des premiers produits de cette coopération).

La France n'est certes pas le dernier pays où sont exaltés les progrès considérables qu'aurait réalisés le Mexique sous la conduite avisée du président Carlos Salinas de Gortari. Enrique Valencia montre que des quotidiens aussi sérieux et bien informés que "Le Monde" et "Libération" n'échappent pas à cet enthousiasme pour le modèle mexicain et que cela les conduit à présenter une vue pour le moins déformée de la réalité économique, sociale et politique que subissent les masses mexicaines.

Au niveau politique et social, la Révolution de 1910 a donné naissance à un Etat qui s'est exprimé dans un régime semi-corporatif. Celui-ci s'est structuré sur la base d'un encadrement politico-bureaucratique des secteurs sociaux organisés. Il faut retenir que la démocratie n'est pas une tradition au Mexique. Cependant, après un déclin apparent du présidentialisme (sous le gouvernement de Miguel de la Madrid), le processus de démocratisation est désormais soumis à un contrôle autoritaire de la part de l'Etat. Les fortes pressions exercées par les masses pourraient

1. Centre d'Etudes Comparatives du Développement (CECOD) de l'IEDES, Université de Paris I.

bien modifier les règles du jeu. Cet aspect fondamental et complexe de la vie politique mexicaine est décrit par Arturo Anguiano.

Le boom pétrolier des années soixante-dix a pu laisser croire à un décollage économique que certains ont qualifié de "miracle économique mexicain". Pourtant, les années quatre-vingt ont vu se gonfler démesurément la dette extérieure du pays, aggravée par la fuite de capitaux nationaux. La réforme néolibérale du Président Salinas est nommée ironiquement par David Barkin "salinastroïka". Cependant, les politiques de stabilisation financière n'ont pas réussi à freiner la chute du pouvoir d'achat des Mexicains et les importations massives de produits de base ont fait basculer le modèle de substitution des importations, en vogue dans la décennie de 1970.

La situation des travailleurs mexicains est illustrée avec le cas de l'entreprise Volkswagen par Arturo Anguiano. En 1992, cette grande entreprise a mis fin aux acquis sociaux et salariaux du syndicat des travailleurs, suscitant la discorde au sein du syndicat. Cette issue ne peut être comprise qu'à partir d'un changement qualitatif dans les rapports de forces entre les acteurs sociaux en présence et en considérant le poids décisif de l'intervention de l'Etat.

Que devient le secteur agricole dans ce contexte néolibéral? L'objectif de modernisation atteint les campagnes par le biais du Plan National de Développement (1989-1994), décrit par Luis Fernandez Ortiz et María Tarrío García. En devenant "une société principalement urbaine", le Mexique attend de son secteur agricole de participer à un indispensable "changement structurel". La modernisation signifie: "souveraineté, démocratie, croissance et bien-être". Les structures économiques nationales doivent s'adapter aux exigences d'une intégration au marché concurrentiel international. A cet effet, on assiste à l'ouverture du marché de la terre, y compris celle des "ejidos". L'association des petits producteurs avec des entrepreneurs est fortement encouragée dans le but d'augmenter les investissements productifs dans l'agriculture. Une étude régionale des effets de cette modernisation néolibérale nous est présentée par César Ramírez Miranda. María del Carmen del Valle Rivera, quant à elle, illustre la complexité et les enjeux de la politique agricole à partir du secteur de production laitière.

Peut-on concevoir que l'entrée du Mexique dans le Traité de Libre-échange avec le Canada et les Etats-Unis constituera un atout pour l'agriculture mexicaine? Beaucoup de spécialistes pensent au contraire que le pays ne compte pas sur une économie assez forte pour pouvoir se mesurer à ces géants du Nord. Pour David Barkin, ce traité va certainement favoriser une croissance de la production et la création d'emplois, mais il va aussi aggraver les écarts productifs et la polarisation sociale.

"Miracle mexicain"? N'oublions tout de même pas qu'officiellement 17 millions de Mexicains vivent dans une pauvreté extrême.

NOTE SUR LES AUTEURS

Enrique VALENCIA

Servicios Informativos Procesados, SIPRO (ONG, Mexico-DF)
Universidad Iberoamericana (Mexico-DF)

Arturo ANGUIANO

Enseignant-chercheur à la Universidad Autónoma Metropolitana
(Mexico)

David BARKIN

Professeur d'Economie, Département de Production Economique,
Universidad Autónoma Metropolitana - Unidad Xochimilco.

Luis M.FERNANDEZ ORTIZ

Enseignant-chercheur à la Universidad Autónoma Metropolitana
(Mexico), Doctorado en Ciencias Sociales.

María TARRIO GARCIA

Enseignant-chercheur à la Universidad Autónoma Metropolitana
(Mexico), Maestría de Desarrollo Rural.

César RAMIREZ MIRANDA

Centros Regionales de la Universidad Autónoma Chapingo. Secteur de
Développement Agro-alimentaire du Doctorat en Sciences Sociales de
l'Universidad Autónoma Metropolitana (Mexico).

Maria del Carmen DEL VALLE RIVERA

Chercheur, Institut de Recherches Economiques, Universidad Nacional
Autónoma de México. Programme de recherche sur les produits de
base au Centre de Recherches Interdisciplinaires en Humanités de
l'UNAM.

**L'IMAGE DU MEXIQUE
DANS "LE MONDE" ET "LIBERATION"**

Paris, le 30 Juin 1992

Par Enrique Valencia
Avec la collaboration de
Bernarda Pérez Cárdenas

Les journaux français, et tout particulièrement "Le Monde" et "Libération", sont généralement considérés comme des moyens d'information sérieux, compétents, bien informés; comme des médias de première catégorie. Nous avons même entendu dire qu'ils racontaient parfois des faits dont nous, au Mexique, ignorions l'existence.

C'est pour cela que la première fois que nous avons lu des informations inexactes, nous avons pensé que c'était dû au hasard. La deuxième fois nous avons fait la part des "coquilles", inévitables dans toute rédaction, mais nous avons commencé à nous inquiéter. La troisième fois, face aux choses fantastiques qui nous lisions, nous nous sommes dit que c'était trop. Nous avons alors commencé à lire d'une façon plus systématique et attentive.

Ce travail est le résultat de huit mois de lecture des informations sur le Mexique parues dans "Le Monde" et "Libération". Nous y avons trouvé à la fois des articles, à notre avis, très professionnels... mais aussi de véritables monuments à la méconnaissance de la réalité mexicaine.

Le service "Le Mexique dans la presse internationale" de la Bibliothèque de la Maison du Mexique (Cité Internationale Universitaire de Paris), a recensé un peu plus de 120 articles et nouvelles sur le Mexique dans Le Monde et dans Libération, entre octobre 1991 et mai 1992. L'économie semble être leur principal centre d'intérêt : près de 25% des notes du Monde et 40% de celles de Libération ont traité des questions économiques ; la vie culturelle reçoit également une attention spéciale avec un peu moins de 20% des textes dans les deux cas. L'aspect politique est traité dans plus de 10% des articles, tandis qu'à peu près 15% s'occupe des catastrophes (particulièrement de l'accident de Guadalajara). Pour ce qui est du trafic de drogues, Le Monde y consacre 10% de ses notes et Libération seulement 7%.

Pendant la période analysée, nous avons été très surpris de constater que 20 articles sur le Mexique (c'est à dire, près de 15% du total du parution) présentent de sérieuses déficiences. Plus grave encore : sur 49 articles (1) à caractère économique ou politique (y compris ceux qui parlent des catastrophes ou du trafic de drogues), dans lesquels le Mexique se trouve au centre de l'information, nous avons repéré 15 articles ayant des problèmes d'information élémentaire (6 du Monde et 9 de Libération), ce qui représente plus du quart des articles analysés! Et ceci sans tenir compte, encore, des appréciations contenues dans le

(1) Nous n'avons tenu compte ni des notes de quelques mots dans lesquelles on parle, par exemple, du nouveau taux d'inflation au Mexique, ni des dépêches annonçant une catastrophe quelconque.

message principal. Et, fait encore plus surprenant: une bonne partie des erreurs d'information que nous avons retrouvées, servaient de base à l'image que les journalistes voulaient transmettre. Négligence? Confusions? Ou seulement des problèmes de frappe? Examinons tout cela en détail.

Notre document est divisé en trois parties: a) une liste des erreurs (2) que nous avons trouvées, b) l'image centrale du Mexique véhiculée par l'information et c) les sources utilisées par les journalistes.

Nous voudrions insister sur le fait que ce document n'est pas une analyse exhaustive. Nous avons voulu mettre en relief les trois aspects signalés plus haut. Nous sommes loin de vouloir affirmer que toute l'information transmise soit erronée; au contraire, nous avons trouvé d'excellents articles contenant beaucoup d'informations sérieuses. Ce que nous avons voulu souligner dans ce document, c'est que, dans une grande mesure, les erreurs ont un lien étroit, voire même trouvent leur logique, dans l'image du Mexique que les journalistes veulent transmettre. Ce qui, à notre avis, soulève des doutes à propos de la justesse d'une telle image.

1. LES ERREURS

Nous savons bien que les coquilles jouent parfois de mauvais tours à la presse quotidienne; il est même possible qu'elles soient responsables de certaines des erreurs analysées plus loin. Mais il y a des erreurs où les coquilles ne sont pour rien et qui semblent être l'expression fidèle de la pensée de l'auteur. En tous cas, tant qu'il n'y a pas d'erratum explicite, pour nous c'est le résultat qui compte, c'est-à-dire, la qualité de l'information transmise.

a) Le Mexique et le Traité de Libre-Echange (TLE ou NAFTA)...

Dans ces informations sur le Mexique, Le Monde a réservé une place importante à l'accord de libre-échange de l'Amérique du Nord. Entre octobre 1991 et mai 1992, nous avons repéré, dans les diverses publications du Monde, 18 notes dans lesquelles on parle du TLE ou NAFTA.

En dépit de l'intérêt manifeste pour le thème et de l'excellente information fournie, l'accord de libre-échange de l'Amérique du Nord est donné dans trois articles comme étant déjà signé :

- Le 14 mars 1992, Le Monde indiquait que d'après un rapport du GATT, cet accord pourrait compliquer le commerce international et mentionnait le TLE comme étant "l'accord de libre-échange négocié" (sic).

- Dans un article capital sur les échanges commerciaux internationaux, paru dans "Le Bilan économique et social 1991" ("Echanges au ralenti mais...", janvier 1992), Eric Le Boucher affirmait tout net: "Le renforcement des trois 'blocs' que sont la CEE,

(2) Il a été impossible de vérifier toute l'information contenue dans les articles.

l'Amérique du Nord (avec l'accord de libre échange conclu (sic) entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada) et l'Asie (comme arrière-cour du Japon) devrait accélérer les échanges à l'intérieur d'une même région" (page 25).

- Carole Petit est allée encore plus loin dans un article sur le marché du café, où elle parle des difficultés que pourrait rencontrer le Mexique pour appuyer le retour des quotas sur le café : "Notons par ailleurs que les Etats-Unis viennent de créer (sic) avec le Canada et le Mexique une zone de libre-échange" (Le Monde, 10-11 mai 1992)

En réalité -c'est dommage de préciser- comme Le Monde lui-même en a informé ses lecteurs, le Traité de libre-échange n'a pas encore été signé. Il a même été dit, toujours dans Le Monde, que le gouvernement mexicain craignait que la signature soit retardée pour cause d'élections aux Etats-Unis (Le Monde, 4 avril).

b) L'honnêteté des élections de 1991.

Dans un article publié fin novembre 1991 ("Le Mexique à l'heure continentale", 24-25 nov), l'ancien directeur du Monde André Fontaine, après son passage par San Miguel de Allende, Guanajuato, écrit à propos des élections d'août 91 : "On n'aurait pas l'audace de prétendre qu'elles n'ont été entachées d'aucune fraude, mais tout le monde (sic) s'accorde à dire qu'elles ont été parmi les plus honnêtes que le pays ait jamais connues".

Le très célèbre journaliste est donc passé par Guanajuato, l'un des Etats où des élections régionales avaient eu lieu, et chose extraordinaire, il n'a pas parlé du fait que quelques jours après les "honnêtes" élections d'août, Ramón Aguirre, le gouverneur soi-disant élu de cet Etat et candidat du PRI, avait dû démissionner, à cause d'une inculpation de fraude colossale attribuée au PRI. On a du mal à reconnaître ce "tout le monde" dont parle M. Fontaine.

Considérons, par exemple, la déclaration du Conseil National du Parti Action Nationale (détenteur d'environ 18% des voix d'après les sources officielles): "Une minorité autoritaire continue à l'évidence à refuser de se soumettre au jugement et à la sanction des Mexicains. Elle a manifesté de diverses manières son refus à ce qu'au Mexique le vote soit pris en compte et normalement comptabilisé" (dans l'hebdomadaire "Proceso", 16 septembre 1991). On se souviendra également que le leader d'un autre parti d'opposition, le Parti de la Révolution Démocratique, Cuauhtémoc Cardénas, a considéré que ces élections étaient parmi les plus truquées de l'histoire récente du Mexique.

Un mois avant la publication de l'article cité plus haut, Le Monde avait publié une interview, par André Fontaine, du Président Carlos Salinas de Gortari. Dans cette interview, le journaliste avait posé une question concernant justement la récente démission des gouverneurs de Guanajuato et de San Luis Potosí (l'autre Etat où le PRI avait été accusé de truquer les élections de façon trop évidente). Ce qui veut dire que M. Fontaine était, bien évi-

demment, informé de la question. Où a-t-il trouvé ce "tout le monde"? Les citoyens de Guanajuato, visités par André Fontaine, qui ont protesté contre la fraude électorale, seraient-ils d'accord pour être inclus dans ce "tout"?

c) Renégociation de la dette (1990).

Pascal Riché, journaliste de Libération, en informant ses lecteurs sur des idées du directeur du FMI sur le cas mexicain, écrit : "le Mexique connaît depuis (la renégociation de la dette) un boom économique sans précédent" (sic) (Libération, 11 octobre 1991). Que veut-il dire par "boom sans précédent"? L'expression transmise par le journaliste n'est pas claire du tout: s'il veut parler du boom d'investissements étrangers, l'expression est correcte; mais s'il tient compte d'autres indicateurs économiques plus généraux, par exemple le PIB, elle est tout à fait incorrecte (de 1940 à 1970, le rythme moyen de croissance du Mexique était de 6% par an; après la renégociation de la dette, il n'a été que de 4%. Il est vrai que pendant les années 80 il n'y a pratiquement pas eu de croissance).

D'après Eric Fottorino (3): "Si on ajoute la réduction de 20% (sic) de la (sic) dette externe, obtenue début 1990, l'économie mexicaine est effectivement un malade en voie de guérison" (Bilan économique et social, page 153).

On note une certaine exagération des données vis-à-vis des résultats réellement obtenus. Ainsi, d'après le rapport annuel de la Banque Mondiale pour 1990, le montant renégocié a été de 48.900 millions de dollars, ce qui représente moins de la moitié de la dette externe mexicaine. Sur ce montant: a) la réduction réelle a été de 35% sur 18.700 millions de dollars (c'est à dire, à peu près 6 500 millions) et b) l'allègement d'intérêts (le taux d'intérêts a été fixé à 6,25%) est allé jusqu'à 28% sur 22.800 millions de dollars. C'est pour cela que la Banque Mondiale parle d'allègement de 20%, ce pourcentage étant la moyenne pondérée des trois options de renégociation. Il faut donc souligner que la réduction nominale stricto sensu a été de près de 6.500 millions de dollars, c'est à dire, à peu près le 7% de la dette totale. Très loin du 20% indiqué par Fottorino.

d) Exportations pétrolières ou manufacturières?

Le correspondant de Libération, Stephan Sberro reprend une des idées stéréotypées sur le Mexique pétrolier : "la bonne tenue des prix de pétrole - qui représente près de 70% (sic) de ses recettes à l'exportation" (15 mai 1992). Il avait déjà dit en mars dernier : "Le pétrole fournit plus de la moitié (sic) des ressources du pays" (6 mars). Ce qui semble clair, c'est que M. Sberro n'est pas très précis dans la manipulation des chiffres (4). En tout cas, il

(3) L'article est signé E.F. Nous pensons qu'il s'agit d'Eric Fottorino.

(4) Encore un exemple : le 15 mai il écrivait que le déficit commercial du Mexique avait atteint 13.500 (sic) millions de

est frappant de constater qu'un correspondant sur place en 1992, continue à maintenir l'idée du "Mexique pétrolier" de la première moitié des années 80.

Par contre, André Fontaine du Monde, laisse entendre que c'est grâce à la politique de Carlos Salinas (renégociation de la dette et discussion du TLE) que les exportations de produits manufacturés sont devenues plus importantes que le pétrole : "D'ores et déjà (sic), les exportations de produits finis ont pris largement le pas, dans le commerce extérieur mexicain, sur celles du pétrole" (24-25 novembre 1991). En réalité, cette transformation était déjà évidente depuis 1986, d'après les World Tables de la Banque Mondiale, information que l'on peut corroborer dans les statistiques nationales.

e) L'hyperinflation mexicaine.

Le 24 janvier 1992, faisant preuve d'une incohérence remarquable, S. Sberro écrivait : "Le Mexique connut l'hyperinflation (dans les années 80), les prix doublant chaque mois (sic) : ainsi, ce qui valait 100 pesos en 1980 en coûtait 27 574 en 1991". Il ajoutait : "Cette année (1991) l'inflation a été officiellement (sic) de 13%." Néanmoins, Libération lui-même avait signalé dans son édition du 11-12 janvier, que d'après la Banque du Mexique l'inflation avait été de 18.8% (5). La différence est quand même importante!

Il est vrai que l'inflation a été un sérieux problème au Mexique ces dernières années; mais elle n'a pas atteint, entre 1980 et 1991, les chiffres évoqués par Sberro ("les prix doublant chaque mois"). D'après les Statistiques Financières Internationales du FMI, c'est uniquement pendant les années 1983, 1987 et 1988 que l'inflation a été supérieure à 100% mais par an, pas par mois. D'autre part, si les prix avaient doublé tous les mois, il aurait suffi de 8 ou 9 mois pour atteindre les chiffres indiqués par Sberro ("27574 en 1991").

dollars -près de 74 milliards de francs-, en 1991, alors qu'en réalité il avait été de 11.181 millions de dollars.

(5) Nous avons repéré quelques problèmes de cohérence - comme dans cet exemple- entre l'information utilisée par Libération à Paris et celle utilisée par son correspondant à Mexico. Voici encore un exemple : le 27 février, J.P. Génés affirmait que "alors que depuis longtemps le Mexique détenait le monopole sud-américain (sic) de la production d'amapola (pavot) dans la région de Culiacán, fournissant 30% de la consommation d'héroïne nord-américaine, cette culture est en phase d'extension accélérée, notamment dans les zones frontalières entre le Mexique et le Guatemala et, plus récemment, dans la région colombienne de Cauca". Au contraire, le même jour, Sberro signale que le Mexique "a su pourtant éviter de se trouver trop en première ligne. Il se contente pour l'instant de servir d'escale aux avionnettes du cartel de Medellín"; mais le journaliste dit encore que les choses pourraient devenir pires -"le trafic de drogue pourrit déjà la vie politique" -"le Mexique devenant un pays producteur" (27 février). Y a-t-il production ou pas?

f) Les réformes à l'article 27 de la Constitution Mexicaine.

Dans la préface du "Bilan économique et social", le directeur de la publication Michel Boyer, confond propriété ejidal et propriété collective et affirme : "Le tabou de la terre - propriété collective (sic) - a été levé en Russie comme au Mexique, alors qu'en Argentine le péronisme, dirigiste et populiste, était vidé de son contenu" (page 9). Plus loin, Jean-Claude Buhner définit les ejidos comme des "terres communautaires (sic) en principe inaliénables" (page 91).

Même l'envoyé spécial et ancien directeur du Monde André Fontaine n'a pas pu échapper à la difficulté d'expliquer le terme 'ejido'. Dans l'article déjà cité, M. Fontaine en parle comme de "ces exploitations collectives (sic) où vivent trois millions de familles payannes, qui seront autorisées à louer à des exploitants privés leur terre ou leur force de travail (sic)". Contrairement à ce que laisse entendre cette information, la nouveauté consiste dans l'autorisation de louer la terre; louer la force de travail n'était pas interdit.

S. Sberro n'arrive pas non plus à comprendre la situation agraire du Mexique. Il écrit "le gros des privatisations est achevé, du moins en ce qui concerne la Bourse, puisque le Mexique est en train de 'décollectiviser' (sic) son agriculture". (Libération, 15 mai 1992)

Pendant le mandat du Président José Lopéz Portillo (1976-1982) une Loi avait été approuvée qui permettait l'association des ejidatarios avec d'autres producteurs. Ceci passe quelque peu inaperçu pour Martine Jacot du "Monde" qui dans une note (en général assez précise, il faut le dire) affirme: "Une importante réforme agraire va être entérinée par le Congrès mexicain": "autorisation sera donnée aux ejidatarios de vendre leur terre transformée en propriété privée, de la donner en usufruit ou de s'associer avec d'autres propriétaires (au sein de coopératives par exemple), ce qui était tout aussi impossible jusqu'à présent (sic)" (17 décembre 1991).

De toute évidence il y a une confusion entre "ejido", "propriété collective" et "exploitation collective". L'ejido est une portion de terre donnée en usufruit, pas en propriété, par l'Etat à un groupe de personnes qui en a fait la demande. Chaque personne a le droit d'exploiter le lopin lui revenant de façon individuelle; il existe au Mexique des ejidos où une exploitation collective a été organisée par les ejidatarios, mais ce n'est pas la règle. L'ejido n'est donc ni exploitation collective ni propriété collective et en toute logique on ne peut pas "décollectiviser" ce qui n'est pas collectif. D'ailleurs, Martine Jacot elle-même explique l'ejido correctement : "les paysans ont reçu des parcelles en usufruit, qu'ils pouvaient transmettre à leurs descendants mais ne pouvaient ni vendre, ni louer, ni hypothéquer pour obtenir des prêts bancaires, n'en étant pas propriétaires".

g) Les réformes constitutionnelles et les relations entre l'Eglise et l'Etat.

Stephan Sberro, essaye d'expliquer au public français l'importance des modifications apportées à la Constitution en ce qui concerne les rapports entre les églises et l'Etat, tout en faisant l'éloge de Carlos Salinas qui d'après lui, tente de mettre fin au conflit avec l'Eglise et gagne des points sur la scène politique nationale et internationale. Le plus troublant dans cet article, ce sont les références historiques: "Lorsque dans les années trente (sic), le président Elias Calles avait voulu faire appliquer la Constitution à la lettre, et empêcher les prêtres de faire main basse sur l'éducation, il s'était ensuivi une véritable guerre civile, la Cristiada, causant des milliers de morts à travers toute (sic) la République. Le plus haut représentant (sic) du clergé, le padre Pro, avait alors été fusillé. Il a depuis été canonisé" (Libération, 17 janvier 1992).

Tout d'abord, Calles n'était pas président dans les années 30, mais du 1 décembre 1924 au 1 décembre 1928; ensuite, la période la plus intense de la Cristiada eut lieu non pas dans les années 30, mais de 1926 à 1929 et bien que cette guerre ait été aussi meurtrière que significative dans l'Histoire mexicaine, elle ne s'est pas étendue à tout le territoire national; enfin, le prêtre Miguel Agustin Pro, qui a en effet été fusillé en 1927, n'était pas "le plus haut représentant du clergé", mais un prêtre jésuite parmi d'autres. Fusillé à 36 ans, M.A. Pro n'avait reçu l'ordination que deux ans auparavant, ainsi il pouvait difficilement avoir eu le rang que lui attribue S. Sberro (à propos de la Cristiada, voir les importants textes de l'historien français Jean Meyer qui, d'ailleurs, habite au Mexique et qui aurait pu être consulté par Sberro).

h) Changements dans la diplomatie mexicaine.

Le correspondant de Libération a écrit que le Mexique "entretenait des relations très chaleureuses avec l'URSS et était l'un des piliers des non-alignés", alors que ce pays ne faisait même pas partie du mouvement: il n'en était qu'observateur (Libération, 7-1-1992).

Il a également affirmé que le Mexique n'avait eu "aucune réaction à l'invasion de Panama", alors que la diplomatie mexicaine avait émis le communiqué suivant: "Le gouvernement du Mexique exprime sa plus ferme condamnation de l'usage de la force armée comme moyen de résoudre un conflit international, et plus encore pour résoudre les problèmes intérieurs d'un pays à partir d'un autre. Ces actions vont à l'encontre de nos principes, lesquels émanent de notre propre histoire... Le Mexique a exprimé son désaccord avec la décision du gouvernement des Etats-Unis d'intervenir militairement". On pourrait dire que cette réaction n'était pas suffisante, qu'il fallait faire quelque chose de plus; mais de là à affirmer qu'il n'y avait eu "aucune réaction" il y a un pas important...

f) La Commission Nationale des Droits de l'Homme et le cas de Norma Corona.

D'après Sberro, l'image de la police et de l'armée "désastreuse dans le pays comme à l'étranger, a encore été ternie ces dernières semaines (sic) par deux scandales: l'assassinat commandité d'une avocate spécialisée dans la défense des droits de l'homme, Norma Corona, et les présomptions de complicité de l'armée dans le trafic de drogue vers les Etats-Unis" (6 décembre 1991).

A lire ce texte, on pourrait croire que l'assassinat de Norma Corona avait été perpétré "ces dernières semaines", alors qu'en réalité cela s'était passé un an et demi plus tôt en mai 1990. Le 2 juillet de cette année là, un mois et demi à peine après l'assassinat, le cas avait été clos par les autorités avec l'arrestation de trois individus; néanmoins ce dénouement rapide n'avait pas convaincu grand monde (l'identité des instigateurs n'avait pas été clairement établie), y compris l'organisation Americas Watch qui avait dénoncé l'impunité de ce crime dans un rapport largement diffusé aux Etats-Unis. C'est alors que la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) avait accéléré ses recherches: en septembre 1991, quelques jours avant l'arrivée du président mexicain en visite officielle aux Etats-Unis, le commanditaire, un ancien commandant de la Police Judiciaire Fédérale, a été inculpé. L'hebdomadaire Proceso a consacré à cette affaire un article: "Dans le cas de Norma Corona, le Procureur de la République et la CNDH ont mis en cause uniquement ceux qui se trouvent en bas de l'échelle" (7 octobre 1991).

En dépit de tout cela, Sberro ajoute: "Du coup, les Mexicains reprennent espoir: la Commission des droits de l'homme devrait d'ailleurs bientôt être inscrite dans la Constitution et servir de médiateur entre les citoyens et leurs autorités trop souvent abusives" (6 décembre 1991). D'ailleurs, le concept de "médiateur" n'est sans doute pas le mieux adapté quand on parle de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, étant donné que celle-ci est un "organisme officiel", comme l'avait prudemment indiqué dans un autre article (le 11 décembre 1991) S. Sberro lui-même.

j) Pluie d'idées fantastiques

Historiques

S. Sberro a offert à ses lecteurs un bijou d'inexactitude historique en écrivant que Benito Juárez était "le père de l'indépendance mexicaine (sic) et de la Révolution de 1910 (sic)". (17 janvier 1992).

Benito Juárez, né en 1806, est mort en 1872. Quand la guerre d'indépendance a éclaté, en 1810, il n'avait que 4 ans, ce qui est quand même trop jeune pour un "père de l'indépendance". La révolution a éclaté en 1910, 38 ans après la mort de Juárez. Ce n'est certainement pas son âme en peine qui a provoqué cet événement de l'histoire mexicaine...

Brigitte Ollier, dans un intéressant article sur le photographe Manuel Alvarez Bravo écrit: "Le jour, Manuel travaille, de 1927

à 1930, il sera ainsi employé à la Trésorerie générale de la nation, sous les ordres d'Emiliano Carranza (sic), futur président de la République (sic)" (Libération, 10 avril 1992).

Il faut dire qu'aucun président de la république ne portait ce nom : il y eut un Carranza, mais son prénom était Venustiano, il fut président de 1917 à 1920; il y eut également un Emiliano dans l'Histoire du Mexique, mais il s'appelait Zapata, leader paysan de la Révolution mexicaine, assassiné en 1919, à l'époque où Carranza était président. De leur vivant ils étaient des ennemis irréconciliables. Ils n'auraient sans doute pas apprécié de voir leurs noms mélangés. C'est un peu comme si on parlait de Maximilien Danton... ou de Georges-Jacques Robespierre...

Chicanos et hispaniques:

Dominique Dhombres (Le Monde 6 mai 1992) en écrivant à propos des émeutes à Los Angeles elle donne une définition très particulière des "hispaniques": "c'est-à-dire d'origine mexicaine (sic), qui ne sont pas considérés, aux Etats-Unis, comme des Blancs à part entière".

Il faut rappeler que l'on appelle "hispaniques" aux Etats-Unis tous les immigrés (ou leur descendants) qui parlent espagnol, qu'ils soient Cubains, Portoricains, Salvadoriens, Colombiens... ou Mexicains. Ceci étant dit, il n'est pas clair non plus de voir pourquoi E. Izralewicz fait savoir que, selon les autorités mexicaines, G. Bush aurait intérêt à parvenir à un accord de libre échange avec le Mexique "pour satisfaire les populations hispaniques, nombreuses dans les Etats du Sud des Etats-Unis" (Le Monde, 4/4/92). On a du mal à comprendre en quoi le Traité de libre échange avec le Mexique pourrait satisfaire, par exemple, les Dominicains résidents aux Etats-Unis. D'autant plus que dans Le Monde lui-même, Jean-Michel Caroit consacre un article aux "Craintes Caraïbes", dans lequel il cite Frédéric Eman-Zade, directeur du Centre dominicain de promotion des investissements, qui considère qu'à cause du TLE "Les avantages comparatifs dont bénéficient vingt-quatre pays de la Caraïbe et d'Amérique centrale au titre de l'initiative pour le bassin des Caraïbes... vont disparaître" (15 octobre 1991).

Dans un article intéressant qui malheureusement comporte quelques inexactitudes (6), Eric Fottorino considère que la question de l'immigration "soulève avant tout un problème politique à Washington: à quel rythme va-t-il intégrer les 15 millions de Chicanos (Mexicains -sic- vivant en Amérique), déclarés (sic) ou sans papiers (sic), qui forment une main-d'oeuvre flottante, indispensable dans les Etats du Sud" (Bilan Economique et social, page 153).

A propos de la confusion de Fottorino: on appelle 'Chicano' fondamentalement les citoyens des Etats-Unis d'origine mexicaine, certains d'entre eux ne parlent même plus l'espagnol. Etant des citoyens à part entière, ils ne sont pas obligés de déclarer leur résidence. Il ne peut donc pas y avoir, en ce qui concerne les questions migratoires, de chicano illégal dans son propre pays! D'autre part, on parle par extension de chicano pour désigner la communauté mexicaine résidente aux Etats-Unis. Et si le chômage est important parmi les chicanos, on ne peut pas parler de tous comme main-d'oeuvre flottante. Par ailleurs, il y a des Mexicains illégaux appelés "mojados" (mouillés) parce que beaucoup d'entre eux traversent une rivière pour émigrer: ils sont effectivement "flottants"

De Guadalajara

L'accident d'avril à Guadalajara était déjà assez spectaculaire pour se passer d'exagération journalistique, et pourtant...: "Et un cinquième de la ville (sic), un joyau architectural, est tout ou en partie détruit" (Stephan Sberro, Libération, 24 avril 1992). La superficie de Guadalajara est de 154 kilomètres carrés (et nous ne parlons pas de la grande région métropolitaine de la ville de Guadalajara, mais strictement du municipale). L'explosion a détruit 8 Km. linéaires, ce qui est quand même trop si l'on considère que cela aurait pu être évité, mais (fort heureusement!), ils sont loin de représenter "un cinquième de la ville".

Il semblerait que S. Sberro n'a pas bien lu le rapport du Procureur de la République dont il parle dans un article. Il affirme: "Les premières conclusions du rapport du procureur général de la République mexicaine, rendues publiques hier, sont formelles: c'est une fuite dans le gazoduc (sic) de la compagnie nationale des pétroles, la PEMEX, qui est à l'origine de la catastrophe de Guadalajara" (27 avril). Rappelons que selon ce rapport, les explosions ont eu leur origine dans une importante quantité d'essence répandue dans les égouts. Dans le rapport officiel du Procureur Général on lit: "La présence de l'essence est due à la fuite de ce carburant par un orifice provoqué par des éléments corrosifs de la tuyauterie d'une conduite d'eau potable, installée sur l'oléoduc de PEMEX". (Rapport publié le 26 avril). Où S. Sberro a-t-il lu le mot gazoduc?

2. L'IMAGE DU MEXIQUE.

a) Le message central.

Nous trouvons ce message explicite dans près de la moitié des articles analysés. Dans 13 d'entre eux, le message central consiste à affirmer que le Mexique est un "exemple", "un miracle", un pays en plein "boom" grâce à la gestion de sa politique économique. Dans ce contexte, Carlos Salinas de

(6) Ainsi par exemple, il indique que "le déficit extérieur (est) estimé à 3 milliards de dollars". Est-ce qu'il fait allusion au déficit commercial? En tout cas, celui-ci a été de plus de 11 milliards de dollars en 1991 et il sera certainement supérieur à ce chiffre en 1992.

Gortari doit être considéré comme un président modèle -dans 2 des 13 articles cités et dans 11 autres-, une espèce de Gorbatchev, un réformateur.

Il est intéressant de signaler que le correspondant de Libération semble franchement enthousiasmé par le modèle mexicain et son président (13 notes), tandis que dans Le Monde ce sont les envoyés spéciaux et les journalistes qui se trouvent à Paris qui semblent impressionnés, mais en aucun cas le correspondant.

Regardons, par ordre chronologique, quelques phrases fondamentales qui expriment cette image:

Le Mexique "modèle" dans Le Monde (7 articles):

Novembre 1992. Au Mexique il y a un "climat transformé" et un "boom" d'investissements étrangers; "le temps de la grande déprime est révolu" et "on peut vraiment parler aujourd'hui du Mexique comme d'un pays en voie de développement au sens étymologique du terme" (André Fontaine, 24-25 novembre 1991).

Janvier 1992. Dans l'article "Santé retrouvée", "l'économie mexicaine est effectivement un malade en voie de guérison" (Eric Fottorino, Bilan économique, page 153).

"Les performances économiques du Mexique sont telles que les mesures mises en oeuvre dans les années 80 font aujourd'hui référence". Et encore "Le Mexique a même été cité en exemple pour attirer des capitaux, car ses résultats s'accompagnent d'un retour spectaculaire de la confiance" (Economiste de la BNP, Philippe Aroyo, 28 janvier).

Avril 1992. "Comme de nombreux observateurs, M. Balladur a d'ailleurs été très favorablement impressionné par l'ampleur de la réforme économique engagée à Mexico (Erik Izraelewicz, 4 avril).

Le Mexique est classé par le BID parmi les pays qui ont pratiqué de véritables politiques d'ajustement (Note du 7 avril).

P. Aroyo consacre un élogieux article au Mexique sous le titre "Un nouveau miracle?" Il écrit: "Dix ans plus tard, le Mexique est devenu l'exemple que l'on cite volontiers à tous les pays -de l'Est notamment - qui cherchent à attirer les investisseurs étrangers, l'amélioration spectaculaire des performances économiques s'accompagnant d'un retour indéniable de la confiance" (28 avril).

Le Mexique "modèle" en Libération (6 articles):

Octobre 1991. Eric Jozsef affirme que "la plupart des Etats (d'Amérique Latine) tentent d'imiter le modèle de développement chilien", mais il considère que le Mexique suit cet exemple avec un programme de

stabilisation; à la différence de l'Argentine et du Brésil, "le Mexique accumule les succès" (10 octobre).

D'après Pascal Riché, pour le directeur du FMI, après la renégociation de la dette, le Mexique vit un "boom économique sans précédent" et il parle même d'un "enchaînement vertueux" (11 octobre).

Novembre 1991. Les investisseurs français parient sur le Mexique, "modèle de développement 'néo-libéral' et, à ce titre, grand choucho du FMI", d'après le journaliste. "Le Mexique jouit depuis deux ans d'une santé économique qui, après la "décennie perdue" des années quatre-vingt, tient du miracle" (Stephan Sberro, 9-10 novembre).

Décembre 1991. Marie-Ange Rodeaud parle de la croissance du PIB mexicain, de la réduction de l'inflation et de l'équilibre budgétaire pour 1992. "ce qui constituerait le premier exercice budgétaire équilibré du Mexique moderne". Ainsi, "Le Mexique est en plein virage économique" (30 décembre).

Janvier 1992. Par rapport à la réforme monétaire: "Puisqu'il renoue avec la prospérité économique, le Mexique va se débarrasser du souvenir des années noires de l'hyperinflation en époussetant sa monnaie" (S. Sberro, 24 janvier).

Mars 1992. La situation est telle, d'après le correspondant de Libération que "Aujourd'hui, il est presque ridicule au sud du Rio Grande de mettre en doute les bénéfices du futur traité (TLE)... Aux réfractaires, qui objectent qu'il ne s'agit que de prévisions, il est facile de répondre par les chiffres (6 mars).

Carlos Salinas, président modèle dans Le Monde (3 articles)

Novembre 1991. D'après A. Fontaine, Carlos Salinas a décidé de "secouer vigoureusement les colonnes du temple" (24-25 novembre).

Janvier 1992. Dans le Bilan Economique, le journaliste dit que le président fort "de l'amélioration obtenue depuis qu'il a pris en mains les rênes du pays", s'est lancé dans une "réforme agraire" après avoir "relevé les défis" de la renégociation de la dette et des privatisations (Buhrer, page 91).

Février 1992. L'envoyé spécial au "Sommet anti-drogue" à San Antonio, Texas: George Bush "a réservé un traitement de faveur au président Carlos Salinas de Gortari, convié jeudi matin à un petit déjeuner de travail. Le Mexique est déjà, il est vrai, un partenaire virtuel du futur marché commun nord-américain" (Marcel Niedergang, 28 février).

Carlos Salinas, président modèle dans Libération (10 articles).

Le correspondant S. Sberro ne manque pas d'adjectifs pour faire l'éloge des activités du président réformateur, qui apparaît en général dans ses articles en train de faire face aux conflits de la meilleure façon: le président est courageux, déterminé, aime négocier, il est franc, réformateur (confronté à une tâche titanique), recherché par les dirigeants du monde industrialisé, écouté aux Etats-Unis, habile, appuyé par la plupart des Mexicains...

Octobre 1991. "Le président de la République, Carlos Salinas de Gortari, vient en effet d'annoncer dix mesures qui font passer le pays de l'état de cancre à celui de meilleur élève de la classe dans le domaine de la protection des animaux marins" (1 octobre).

Face au conflit électoral de San Luis Potosi et dans le contexte des négociations du TLE: "Le président de la République a pris la décision qui s'imposait: une sortie négociée avec comme offrande la tête du gouverneur élu mais contesté" (11 octobre).

A propos de la rencontre des présidents de la Colombie, du Mexique et du Venezuela avec Fidel Castro: le régime castriste espère compter sur l'appui de l'Amérique-latine pour entamer à l'ONU un débat sur la légalité du blocus imposé à Cuba par les Etats-Unis: "L'appui du président du Mexique, très écouté aux Etats-Unis, n'est pas à négliger" (24 octobre).

Décembre 1991. Dans un contexte que le journaliste situe "à quelques mois de la signature d'un accord de libre échange avec le voisin du Nord", le président, "à qui revient le mérite de la création de l'organisme des droits de l'homme" a répété que "les policiers, soldats et autres officiels, ne devaient plus désormais compter sur l'impunité systématique. Le gouvernement est bien décidé à ne plus fermer les yeux" (6 décembre).

Après le massacre de policiers perpétré par des militaires et dans le contexte de la négociation du TLE: "Le Président a, finalement, préféré prendre le taureau par les cornes et crever l'abcès. Le véritable motif du massacre n'est toujours pas éclairci... les conclusions de l'enquête sont peut-être préjudice à un grand nettoyage dans l'administration mexicaine" (11 décembre).

Janvier 1992. "Engagé depuis trois ans dans la rénovation du pays, le président Salinas a justement voulu faire cesser l'hypocrisie" en ce qui concerne les relations entre l'Eglise et l'Etat (17 janvier).

Février 1992. Le président Salinas "a engagé son pays dans une titanique réforme économique et politique" (27 février).

Mars 1992. "D'ailleurs, les investisseurs et politiciens américains, européens et japonais ne se bouscoulent-ils pas pour rencontrer le président Salinas?"

"Dans ce bras de fer (c'est-à-dire, la négociation du TLE), il semble que la majorité des Mexicains fassent confiance à leur Président, qui a déjà fait preuve de courage et d'habileté" (6 mars).

Après la catastrophe de Guadalajara. Avril 1992: "Carlos Salinas, le président de la République, s'est rendu sur les lieux jeudi et paraît décidé à tirer les conséquences du drame... Les coupables de négligence seront, dit-il, punis dans toute la sévérité de la loi" (25 avril).

Mai 1992. Le journaliste parle de façon explicite à propos des efforts du président pour changer l'image du pays: "Même si cette explication reste un raccourci, la catastrophe du 22 avril peut ruiner les efforts de l'équipe du Président Salinas pour changer l'image du pays, qui essayait même d'accéder à l'OCDE". Il parle également de "la politique énergique menée par le président pour moderniser le pays" (15 mai).

b) Les prudences...

Plusieurs des journalistes enthousiasmés par le modèle saliniste essayent de montrer que leur jugement est prudent et équilibré à travers des phrases typiques de "réserve", aux derniers paragraphes de leurs articles, pour nuancer leur optimisme (voir en particulier ceux qui parlent de questions économiques). Ceci ne concerne pas certains articles (7) qui transmettent des informations carrément contrastantes. Cela dit, on constate que le thème des catastrophes (la pollution de Mexico, l'accident de Guadalajara) est celui qui a permis de publier des informations contenant des critiques sévères (on y a touché pudiquement l'image présidentielle) et où l'on trouve parfois même l'opinion des opposants à la politique gouvernementale (dans 4 articles sur 5). Par contre, le modèle économique apparaît franchement protégé: ainsi par exemple, on ne fait pas mention des analyses de la politique économique élaborées par des spécialistes mexicains qui ne coïncident pas avec les officielles. Et pourtant, ces analyses indépendantes existent bel et bien!, émanant soit d'intellectuels, soit d'hommes politiques, soit de chefs d'entreprises. Dans deux articles (un de chaque journal analysé) on parle aussi pudiquement des "experts" ou des "observateurs" qui émettent des doutes importants...

On peut trouver un modèle de structure en plusieurs articles du Monde et un autre dans ceux qui sont rédigés par le correspondant de Libération: dans les premiers, on présente le cas exemplaire mexicain et, à la fin, quelques "sauf" ou "mais"; dans les seconds, on montre d'abord bon nombre de problèmes du Mexique (trafic de drogue, catastrophes, tortures, conflits, etc...), cependant on souligne qu'il y a des solutions et un président décidé, capable de les trouver...

(7) Voir par exemple l'article du chercheur Zaki Laidi.

Prudences dans le terrain économique

Le Monde (5 articles).

Le Monde met une touche de prudence à ses opinions en nuancant ses affirmations optimistes au dernier moment:

André Fontaine a consacré une toute petite partie de son article à dire que tout n'est pas encore gagné au Mexique, puisque des millions d'enfants vivent encore dans la misère et que la bureaucratie essaye de freiner les transformations (24-25 novembre 1991).

Les auteurs du Bilan Economique et Social ont mis, eux aussi, une touche de prudence à la toute dernière minute. Bührer: "Mais d'autres experts restent plus prudents, estimant que le gouvernement gonfle un peu son succès"; cependant l'auteur avait déjà signalé les problèmes suivants: la réduction de 42%, depuis 1988, du pouvoir d'achat des salariés; 17 millions de Mexicains vivent dans l'extrême pauvreté; le déficit commercial pourrait atteindre les 13 milliards de dollars en 1992 (page 91).

Fottorino pour sa part, affirme: "Les économistes qui entourent M. Salinas semblent cependant se préoccuper peu de secteurs fragilisés par la mise en oeuvre de leur doctrine", et donne comme exemple les secteurs agricole et textile. Il ajoute: "La chute de moitié des revenus depuis 1982 touche de plein fouet les classes moyennes" et parle aussi de "la pauvreté qui explose chez les déracinés de Mexico, le quart-monde du tiers-monde, un 'pas-grand-chose' absent des agrégats surveillés avec fièvre par les économistes en place" (page 153).

L'économiste de la BNP Ph. Aroyo a de son côté parlé des problèmes extérieurs: "une certaine prudence reste nécessaire, car le retour à une croissance soutenue exacerbe la contrainte extérieure" (Le Monde, 28 janvier 1992). Et quelques mois plus tard: "cependant, cette forte croissance de l'activité s'accompagne d'une non moins vive dégradation des 'soldes extérieurs' Ainsi le déficit courant a dépassé 10 milliards de dollars en 1991". "Toutefois, et sans remettre en cause les performances réalisées, une certaine prudence reste de mise car la confiance est volage..." (Le Monde, 28-IV-1992).

Libération (un article):

Après l'accident de Guadalajara, S. Sberro a mis en relief deux problèmes: le déficit commercial et le caractère spéculatif des capitaux à la Bourse Mexicaine de Valeurs (BMV): "A été mis en évidence ce qui constitue sans doute le problème numéro un de la Bourse de Mexico: son caractère hautement spéculatif et l'extrême volatilité des capitaux qui viennent s'y placer. Une caractéristique qui assombrit le tableau idyllique dressé par les autorités boursières mexicaines..." "Reste alors que la BMV a

crû de 100% en 1991 alors que l'inflation n'était plus que de 20% environ". Néanmoins, d'après le journaliste, le plus grave est le doute qui hante certains "observateurs": "la grande question est de savoir comment les Mexicains vont pouvoir limiter leur déficit commercial. Celui-ci a atteint 13,5 milliards de dollars (environ 74 milliards de francs) en 1991 et devrait monter à 15 milliards de dollars en 1992 tandis que l'inflation resterait supérieure à 12%"... (15 mai 1992).

Prudences dans le terrain politique

Trois articles seulement (2 dans Libération et 1 dans Le Monde) font mention soit d'une image du président soit d'une image politique centrale du Mexique, différentes de celle indiquée plus haut. Dans cette section on distingue nettement le correspondant du Monde et un analyste de Libération, quoique S. Sberro exprime aussi ses doutes à propos de la démocratisation mexicaine.

Le Monde:

B. de la Grange, dans un article signé à Guadalajara, met l'accent sur certaines opinions particulièrement critiques de la politique gouvernementale: "Les autorités mentent sur toute la ligne, et plus particulièrement sur le nombre des victimes. D'après notre recensement, il y aurait eu 1 400 morts", affirme péremptoirement la jeune porte-parole des sinistrés, Silvia Gómez". Un des médecins-légistes: "Les organisations de sinistrés ne se trompent pas en disant qu'il y a plus de mille morts, mais les autorités ne le reconnaîtront jamais, car le coût politique d'un tel aveu serait énorme". "Comme tous les fonctionnaires qui osent remettre en question la version officielle, notre interlocuteur préfère conserver l'anonymat pour éviter les représailles. Car les enjeux politiques de la tragédie de Guadalajara sont tels pour la formation au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), que les autorités ont eu recours aux grandes moyens pour imposer leur version - y compris la censure des stations de radio - et empêcher l'enquête de remonter jusqu'aux véritables responsables. Quitte à sacrifier des cadres moyens de PEMEX, le maire de Guadalajara et peut-être même le gouverneur de l'Etat de Jalisco, Guillermo Cosío..."

"Les neuf détenus sont des boucs émissaires", s'insurge la revue Proceso, un des rares organes de presse qui ne cèdent pas aux pressions du pouvoir au Mexique. "Avec leur arrestation, poursuit Proceso, il s'agit de protéger trois proches collaborateurs du président Salinas (celui-ci a été chahuté lors d'une visite à Guadalajara, vendredi dernier): le directeur de PEMEX, Francisco Rojas, le ministre de l'écologie et du développement urbain, Luis Colosio, et son prédécesseur, Patricio Chirinos" (23 mai).

Deux autres articles du Monde donnent aussi une information contrastante: a) Tout de suite après l'accident de Guadalajara, Bertrand de la Grange avait informé ses lecteurs, depuis San José Costa Rica, des

craintes exprimées par H. Aridjis: "que les autorités ne cherchent à cacher le bilan réel de Guadalajara. Il y aura au minimum six cents morts et peut être mille, dit-il, car c'est une zone très peuplée..." (24 avril 1992). b) Par ailleurs Le Monde avait noté, à propos de la réunion d'un groupe de travail de l'ONU qui rassemblait à Genève des représentants de 40 Etats, qu'un projet de déclaration sur la protection des personnes contre les disparitions forcées avait été adopté. Le Mexique, "pour des raisons politiques évidentes, avait vainement tenté d'en atténuer la portée" (Isabelle Vichniac, Le Monde, 13 novembre 1991). Mais la journaliste n'explique pas à ses lecteurs ces "raisons politiques évidentes".

Libération:

Stephan Sberro a signalé à propos des conflits électoraux à San Luis Potosi: "Pourtant, ces désordres parfois violents, ces remplacements de gouverneurs décidés par la présidence et non par les électeurs, la cacophonie de l'élection du 18 août - ni Zapata (candidat du PRI), ni le docteur Mava (sic) n'ont pu fournir de preuve incontestable de leur victoire - jette une ombre sur la démocratisation à la mexicaine" (11 octobre 1991).

Zaki Laïdi, chercheur du Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, a écrit un article où l'on peut lire la conclusion suivante: "Le résultat provisoire peut être résumé de la sorte: le régime mexicain a modernisé son économie et ses structures autoritaires sans avoir réussi ou voulu démocratiser la société. La modernisation de l'autoritarisme a au fond consisté à mettre toute la machine politique-clientéliste au service de la réforme économique" (25 octobre 1992).

Information sur l'Ecologie:

Nous présentons cette rubrique à cause du point de vue offert par les journalistes, très contrastant aussi à l'égard d'autres questions. Les mesures gouvernementales contre la pollution sont insuffisantes, voici l'idée centrale répétée par plusieurs personnages. On remarque ici une différence par rapport aux autres problèmes (corruption, fraudes électorales, tortures) où l'optimisme est de mise et plusieurs des journalistes ont tendance à affirmer que ce sont des problèmes en voie de solution. Autre point à remarquer à propos des informations sur l'écologie: l'opposition fait son apparition, certains de ses membres sont, même, cités nommément.

Le Monde (3 articles)

Face aux records catastrophiques de pollution à Mexico: "Les écologistes estiment que ces mesures sont tout à fait insuffisantes et

préconisent le déplacement de certaines usines à l'extérieur de la capitale"; (...) "un ingénieur réputé, M. Heberto Castillo, a commencé à travailler sur un projet original: l'installation d'une centaine de ventilateurs géants qui disperseraient les polluants en créant artificiellement des vents de 20 km/heure" (Bertrand de la Grange, 28 mars 1992).

L'accident de Guadalajara a réveillé dans Le Monde les "prudences" écologiques. En particulier, Bertrand de la Grange a mis en relief les points de vue des écologistes et de l'hebdomadaire *Proceso*: "Quelle que soit l'origine de la tragédie, les mouvements écologistes, de plus en plus actifs au Mexique, soulignent la responsabilité des autorités dans cette affaire. La politique du gouvernement mexicain consiste à fermer les yeux à propos de la présence d'industries utilisant des substances dangereuses dans les zones densément peuplées, s'insurge l'écrivain Homero Aridjis, membre du Groupe des cent (organisation écologiste réunissant des intellectuels mexicains)" (24 avril). Un mois plus tard il écrivait "La tragédie a confirmé la vétusté des équipements de la plus grosse entreprise du pays, entraînant une véritable psychose dans de nombreuses villes et obligeant les autorités à fermer plusieurs installations" (23 mai).

Libération (2 articles):

Le correspondant de Libération mentionne lui-aussi les écologistes et exprime, sèchement, une critique: "Pas question en revanche de décentralisation ou de contrôle démographique. Les nouvelles mesures ne seront probablement qu'un cautère sur une jambe de bois". "Homero Aridjis (sic), poète et président d'un groupe d'intellectuels luttant contre la pollution, souligne la timidité, l'incohérence et la démagogie des nouvelles mesures" (11 février 1992). Sberro propose même: "Il sera donc très efficace de prendre enfin des mesures structurelles pour stopper la croissance effrénée de la ville la plus grande du monde" (18 mars 1992).

3. LA LOGIQUE DES ERREURS DANS LE CONTEXTE DE L'IMAGE CENTRALE.

Si nous regardons avec attention les erreurs mises en relief dans le premier chapitre et si nous les comparons à l'image centrale portée sur le Mexique, nous pouvons trouver une logique hypothétique, une explication du sens profond de ces erreurs: elles dessinent un trait qui sépare le Mexique d'avant Carlos Salinas de celui de Carlos Salinas. Dans certains cas - et pas des moindres- 'l'avant' est exagéré dans un sens négatif tandis que le 'de' est magnifié dans un sens positif. Ainsi, on pourrait construire le tableau suivant:

LE MEXIQUE AVANT SALINAS

- Pas de Traité de Libre Echange
- Des fraudes électorales.
- Endettement
- Hyperinflation : 100% par mois
- Exportations fondamentalement pétrolières
- Terres collectivisées (ejidos.)
impossibilité pour les producteurs de s'associer
et de louer leur force de travail
- Conflit avec l'Eglise
- Ami de l'URSS et bastion des
Non-alignés

LE MEXIQUE DE SALINAS

- TLE déjà signé.
 - Août 1991: l'une des élections
les plus honnêtes du Mexique
 - Boom économique sans précédent.
Diminution de 20% de la dette en 1990.
 - Contrôle de l'inflation
seulement 13% en 1991.
 - Exportations surtout manufacturières
 - Privatisation de l'ejido
autorisation de louer la force de travail
et de s'associer
 - Fin du conflit et de l'hypocrisie
 - Virage de 180° dans la politique extérieure :
rapprochement avec les Etats-Unis (8)
-

(8) Dans certaines notes, le rapprochement avec les Etats-Unis peut inclure des qualificatifs pas tout à fait positifs.

On voit donc apparaître un Mexique d'avant Salinas plutôt chaotique (endetté et avec une inflation très importante) collectiviste, proche de l'URSS, avec d'énormes conflits avec l'Eglise; par contre, dans le Mexique de Salinas il y a des élections honnêtes, un rapprochement et des accords avec les Etats-Unis, une libéralisation de l'agriculture, une diminution considérable de la dette et le règlement du conflit avec l'Eglise. Et si on regarde le détail ou le contexte de l'information, ces bienfaits sont l'oeuvre, justement, de l'actuel gouvernement. Au fond, cette logique semble plutôt apologique.

D'après notre hypothèse, cet ensemble de déficiences dans l'information (cf. premier chapitre), a un sens : renforcer l'image centrale. Attention! Nous ne voulons pas affirmer qu'il y a un complot pour déformer l'image du Mexique. Nous pensons, tout simplement, que nous sommes en face d'une très classique idée préfabriquée, préconçue, devant laquelle la critique rend facilement ses armes: la politique actuelle mexicaine est un modèle et cela ne se discute pas. En fin de compte, on dirait qu'il faut des explosions dans une ville comme Guadalajara pour accepter de mettre en question cette image préconçue.

Certains des articles cités ici sont très francs et présentent le Mexique actuel comme un exemple pour attirer l'investissement étranger; d'autres soulignent que l'économie mexicaine est le "chouchou" du FMI, lequel défend la politique d'ajustement à la mexicaine. C'est vrai! Le FMI et la Banque Mondiale parlent de l'exemple mexicain. Ces dernières années, l'investissement étranger au Mexique a considérablement augmenté, l'inflation a diminué et -selon certaines statistiques- les finances publiques abandonnent déjà les déficits. C'est tout à fait vrai! Mais, de là à affirmer que cette économie a miraculeusement retrouvé "la santé" et "la prospérité", il y a un pas qui a été trop vite franchi.

La réalité est bien plus complexe. Par exemple, le déficit commercial bat les records de l'Histoire mexicaine (curieusement ce record n'est pas mentionné!). Certains auteurs signalent timidement le problème: que fera-t-on face au déficit? D'où l'économie nationale va-t-elle sortir 15 milliards pour combler le déficit? Ce problème, se poursuivra-t-il? Le TLE, remède à tous les maux, réussira-t-il à en trouver une solution? Voici un thème auquel on fait allusion, mais éludé dans l'information. Par ailleurs, est-ce que la dette est déjà un problème surmonté? Ainsi, sans rien dire de plus?

Les mêmes auteurs font allusion à d'autres indicateurs économiques qui auraient pu les amener à tirer d'autres conclusions moins optimistes: ils parlent de la chute du salaire réel et de la pauvreté. En cherchant un peu plus -ou en diversifiant leurs sources d'information ou, encore, en analysant plus en détail même les informations officielles- ils auraient découvert que la baisse du pouvoir d'achat du SMIC se poursuit, en général, depuis déjà 15 ans et qu'elle dépasse largement 50%. En conséquence, la concentration du re-

venu s'est accentuée entre 1983 et 1989 (en pleine application de la politique bien connue "modèle" d'ajustement), de sorte que le taux d'accaparement du 10% le plus riche du pays est passé de 33,6% à 37,9% du revenu total, tandis que le 40% le plus pauvre est resté à 12,8%, d'après les derniers chiffres officiels sur les revenus et les dépenses des ménages. Il est fort probable que cette situation se soit aggravée entre 1989 et 1992. Même les statistiques officielles reconnaissent que près de la moitié de la population (41 millions) ne satisfait pas ses besoins les plus essentiels et que 17 millions vivent dans une pauvreté extrême. Qu'est-ce que cela signifie pour l'économie nationale et n'importe quelle économie? Où se trouve la santé économique? Et la prospérité? La prospérité de qui? En toute simplicité: est-ce qu'une situation pareille peut garantir la stabilité sociale?

Nous préférons qu'on parle avec beaucoup de franchise: il n'y a pas d'autre possibilité, c'est le modèle à suivre, c'est l'exemple...La voie en est la chute du pouvoir d'achat d'une génération, la concentration de la richesse, le fait d'attirer des capitaux dans de telles conditions... Il est préférable de le dire comme cela, carrément, au lieu de jongler avec des idées et des informations partielles qui permettent d'apercevoir la prospérité là où il y a une situation d'extrême pauvreté, ou de parler de miracle économique là où la moitié de la population ne satisfait pas ses besoins les plus élémentaires.

4. LES SOURCES D'INFORMATION.

D'où les journalistes des deux quotidiens recueillent-ils leur information?

Les rédacteurs de Libération et Le Monde produisent leurs articles spécialement à partir de l'information que, très probablement, les autorités mexicaines présentent elles-mêmes (à peu près dans 70% des articles analysés: c'est-à-dire, 23 de Libération et 10 du Monde) (1) et, secondairement, à partir de celle des fournisseurs d'opinions contrastantes (20% des articles: 5 de Libération et 4 Le Monde) vis-à-vis de celle-là. Dans 5 articles (3 Libération, 2 Le Monde), on transmet l'information d'organismes internationaux; seulement 4 fois, d'autres médias sont mentionnés: en deux occasions l'hebdomadaire Proceso et une fois Washington Post et la revue de l'industrie "maquiladora" Twin Plants. Malheureusement pas une seule ONG n'apparaît comme source d'information: et pourtant...elles existent!

Dans plus de la moitié des nouvelles (14 Libération et 11 Le Monde) apparaissent

(1) Nous avons tenté de corroborer ces pourcentages en vérifiant les sources d'information des notes brèves et des dépêches; nous en avons trouvé 20: 13 dans Libération et 7 dans Le Monde. Dans 65% des cas, l'information vraisemblablement est officielle, ce qui concorde assez avec notre pourcentage d'information officielle dans les articles.

d'autres sources. On remarque notamment: le gouvernement des Etats-Unis, 6 fois (4 Le Monde et 2 Libération), d'autres gouvernements, 6 (5 Libération et 1 Le Monde), divers organismes ou chefs d'entreprises, 7 (4 Libération et 3 Le Monde), le milieu intellectuel, 5 (3 Libération et 2 Le Monde), 4 personnes de différentes villes (2 Libération et 2 Le Monde).

Plus important encore: quand l'opposition politique apparaît dans les informations, elle le fait de façon marginale, à l'exception de deux articles du correspondant du Monde sur l'accident de Guadalajara et d'un article de Libération sur les élections à San Luis Potosí. Mais, chose curieuse pour les "effets du sens", les représentants de l'opposition sont mentionnés à deux reprises, par le correspondant de Libération, avec des fautes dans leurs noms, ce qui ne se produit jamais quand il s'agit de noms des fonctionnaires publics: par exemple, le Dr. Nava -un des leaders les plus connus de l'opposition- est appelé Mava (sic) quatre fois, ce qui confirme que c'est bien une erreur et pas une coquille. En plus, Heberto Castillo est présenté par Bertrand de la Grange simplement comme "un ingénieur réputé", sans que son bien connu militantisme politique dans l'opposition transparaisse.

On peut dire que ce sont des points de détail sans importance. En ce qui nous concerne, tout cela nous amène à la conclusion suivante: en général, les sources d'information privilégiées, ce sont les autorités, tandis que les sources critiques ou d'opposition sont négligées. Notre conclusion est confirmée par une citation du correspondant de Libération: "Aux réfractaires" au TLE "il est facile de répondre par les chiffres" (6 mars 1992). 4 chiffres, un point c'est tout...d'après lui. Mais qu'est ce qu'ils disent, les réfractaires?, à quoi s'opposent-ils?, qu'est-ce qu'ils proposent? Qui sont ils? D'ailleurs, celui qui répond avec "des chiffres", est-il crédible dans l'utilisation...des chiffres?

Nous ne proposons ni de faire l'apologie des opposants ou des critiques ni de ne pas tenir compte de l'information officielle. Il ne s'agit pas non plus de ne pas parler des réussites de Carlos Salinas ni d'adopter dans l'information une position uniquement contestataire. Pas du tout. Nous sommes, simplement, arrivés à la conclusion que dans les articles analysés de Libération et du Monde -sauf les quelques exceptions citées- il n'y a pas d'équilibre dans les sources d'information sur le Mexique. L'information est remarquablement étatisée. Ceci a, bien évidemment, une incidence dans la qualité de l'information transmise.

Et pourtant, les sources d'information alternative existent: des analystes indépendants, des membres de l'opposition, des secteurs officiels peu convaincus de la politique actuelle, des ONG qui sont en plein essor ou des chefs d'entreprises.

Le correspondant du Monde lui-même, Bertrand de la Grange, a affirmé à propos de l'hebdomadaire Proceso: il est "un des rares organes de presse qui ne cèdent pas

aux pressions du pouvoir au Mexique" (23 mai 1992). Donc, si telles "pressions" sont connues, au moins doit-on essayer sérieusement de chercher l'information alternative. Les ONG mexicaines, dont le centre d'attention sont les droits de l'homme, peuvent fournir un exemple important.

Si les articles étudiés mentionnent spécialement le Mexique comme un succès, comme un modèle, et fondamentalement transmettent les informations officielles, le risque est qu'ils restent, notamment, dans le rôle de diffuseurs singuliers, apologistes ou propagandistes du discours officiel. Alors, demeure un risque: que des catastrophes comme Guadalajara soient nécessaires pour montrer du doigt que les choses ne marchent pas aussi bien qu'on le dit...

MÉXICO: UNA TRANSICIÓN POLÍTICA BLOQUEADA

Arturo Anguiano¹

1. Cambio de época

Si existe algo que expresa como ningún otro la situación de cambio de época en México es precisamente el fin de la estabilidad que disfrutó hasta fines de los años sesenta. Nada lo distinguió más de los otros países latinoamericanos que esa larga estabilidad que permitió realizar un proceso de desarrollo económico que transformó a México en uno de los países semiindustrializados más fuertes. El ocaso de la estabilidad anuncia entonces, desde el comienzo de los setenta, el desgaste primero, y luego la crisis, del régimen político de la revolución mexicana.

Veinte años después de 1968, verdadero revelador de la declinación del régimen de la revolución mexicana, todo mundo percibió en las elecciones del 6 de julio el inicio de un cambio de época, el inicio de un periodo de transición histórica. ¿Transición hacia dónde? Nadie lo sabe. Pero existe el clamor social y político de que sea una transición hacia la democracia.

¹ El presente artículo sistematiza y desarrolla algunas de las ideas que, durante el mes de abril de 1992, expuse en el seminario "Crisis y modernización del Estado en México", impartido en el Institut d'Étude du Développement Économique et Social/Université de Paris I.

Pero si se habla de un fin de época no es sólo porque haya concluido la estabilidad del régimen político. Se trata más bien de un cambio de fondo de las condiciones económicas y sociales que estuvieron en la base del régimen político semicorporativo.

El Estado había sido un instrumento poderoso para impulsar tanto el desarrollo de la economía, como para incidir en la configuración y fortalecimiento de las clases sociales, incluso en su organización y, respecto a los de abajo, su participación política organizada.

De hecho, México había sido una sociedad a dos velocidades, yendo siempre por delante el Estado, quien jalaba y hasta arrastraba a la sociedad. Cuando, por la maduración de la sociedad, parecía que al fin el Estado y la sociedad irían a un mismo ritmo y sentido, el Estado comenzó a perder velocidad, fuerza y capacidad para mantener la hegemonía. Hasta los sesenta el Estado siempre fue más rápido que la sociedad. A partir de los setenta e incluso antes, la sociedad comenzó a rebasar al Estado. Más tarde, lo que al inicio fue cierto desfase, se fue convirtiendo en una brecha de más en más grande y cada vez más difícil de superar².

Curiosamente, en el sentido profundo de las transformaciones económico-sociales que el Estado encabezó e hizo posible, está la razón decisiva de su crisis histórica. El Estado mexicano había puesto en práctica un proyecto modernizador, incluso civilizatorio, promovió la organización y fortalecimiento de la sociedad y ésta actividad, paradójicamente, cambió la suerte del Estado, pues la sociedad acabó planteándose la necesidad de transformar y limitar su papel. Fue tal la fuerza y la capacidad de iniciativa del Estado, que éste sustituyó a la sociedad, o mejor, aprisionó a la sociedad, la encuadró, le dictó sus reglas, la subordinó. Hoy la sociedad clama por liberarse y rehacer más libremente sus organizaciones y su vida.

² Cfr. Octavio Paz, "Ante un presente incierto, historias de ayer", *La Jornada*, 10, 11 y 12 de agosto 1988).

La modernidad alentada por el régimen de la revolución mexicana cambió decisivamente a México. De hecho, aún desde los primeros años del auge industrializador de los sesenta ya había concluido la supremacía del México rural sobre el urbano. Las grandes ciudades crecieron de manera explosiva. El desarrollo estabilizador transformó y desplegó la economía del país hasta topar con sus propios límites. Las clases, antes débiles, poco configuradas, pero maduras bajo la protección estatal, se fortalecieron y diferenciaron como nunca. Una burguesía asociada surgió y se fortaleció internamente con el apoyo fundamental del capital externo. Un nuevo proletariado y capas amplias de trabajadores urbanos aparecieron en nuevos sectores productivos y económicos y de hecho escaparán de la red corporativa del Estado³.

Todas las relaciones cambian entonces o comienzan a cambiar. Primero que nada la relación capital trabajo, pero también las relaciones internas de cada clase o sector; sus relaciones con el Estado y su aparato corporativo; las relaciones entre la ciudad y el campo determinadas por procesos de capitalización que transformarán tanto el medio rural como el urbano. También cambian las relaciones entre el Estado y el capital extranjero y, más globalmente, las relaciones entre el Estado mexicano y Estados Unidos, entre la nación y el imperio.

Nuevas clases, nuevos sujetos sociales. Comienzan a actuar, a movilizarse, a diferenciarse y autonomizarse del Estado. Durante más de diez años -desde el inicio de los setenta-, estimulados por la crisis económica, se desplegaron amplios procesos de recomposición social y reorganización de los distintos sectores sociales. Huelgas y movilizaciones entre los trabajadores, invasiones y reivindicaciones de tierra y crédito en el campo, ocupaciones ilegales de predios y luchas por su regularización y por servicios públicos de los pobres de las ciudades, fueron manifestaciones de la irrupción de las masas en la escena política nacional. El

³ Cfr. Héctor Aguilar Camín. *Después del milagro*, Cal y Arena, México, 1988.

aumento de la actividad social y política de los de abajo desquició la maquinaria corporativa priista y evidenció su desgaste y declinación⁴.

Nuevas exigencias, nuevas demandas, nuevas posibilidades de participación ante las que el Estado no sabrá responder o lo hará como antes, dirigiéndose a subordinados, a dominados desprovistos de fuerza e iniciativa, anhelantes de protección y ayuda. Los vasos comunicantes se estrellarán, se reventarán en ocasiones, la comunicación se bloqueará o dificultará.

El Estado y su régimen político se divorcian de la sociedad. La sociedad no querrá vivir más bajo la sombra del Estado, bajo su ala protectora de padre autoritario pero benevolente. Es pues la *crisis política de fondo*, estructural, acicateada por lo demás -y complicada- por el agotamiento del patrón de acumulación, por el fin del famoso milagro económico de los sesenta. En adelante, la larga crisis económica irá de la mano de la larga inestabilidad política. Ambas se retroalimentan y agravarán los alcances históricos de la crisis combinada del capitalismo mexicano y del régimen de la revolución mexicana, o sea, de la dominación corporativa.

Desde un principio, sin embargo, el Estado buscó recomponer, revitalizar el régimen político, la dominación de clase. Esto lo intentará al mismo tiempo que, junto con el capital, tratará de crear las condiciones para relanzar un nuevo periodo de acumulación del capital. Los planes de estabilización económica y las reformas políticas se sucederán y combinarán en la búsqueda de la salvaguarda de las ganancias y el mantenimiento y reafirmación de la dominación política y la legitimidad estatal en declive.

⁴ Sobre los procesos de recomposición y reorganización social véase Jorge Basurto, *En el régimen de Echeverría: rebelión e independencia*, Siglo XXI Editores, México, 1988. Serie La clase obrera en la historia de México núm. 14; Raúl Trejo Delarbre, *Crónica del sindicalismo en México (1976-1988)*, Siglo XXI, México, 1990; Juan Manuel Ramírez Saiz, *El movimiento urbano popular en México*, Siglo XXI, México, 1986; Graciela Flores Lúa, Luisa Paré y Sergio Sarmiento, *Las voces del campo. Movimiento campesino y política agraria, 1976-1984*, Siglo XXI, México, 1988.

En la crisis se inicia un largo periodo de transición, una verdadera *transición histórica*, cuyo desenlace aún no avistamos. Es un periodo de desgastes, contradicciones, conflictos y búsqueda de salidas de la crisis. Es la inestabilidad, pero también la hora de los cambios bruscos, inesperados. Hacia adelante puede estar la recomposición del régimen dominante y de las alianzas de clase hegemónicas, pero también posiblemente la falta de salidas, la descomposición, el caos. Nada está escrito. Todo es posible, sí, aunque sobre un terreno muy específico y condiciones y relaciones que no dejarán de determinar, o condicionar, los cambios, las salidas.

A pesar de su debilitamiento, el Estado pretende continuar dirigiendo los cambios, y de hecho aún puede hacerlo, así sea limitadamente. La reestructuración económica y la reorganización del régimen político los presenta como una transición hacia la modernización, hacia la democracia.

2. La dominación corporativa de la sociedad

El Estado dió forma a un régimen político semicorporativo que se estructuró sobre la base de un encuadramiento político burocrático de sectores sociales organizados. Control vertical, parcelado, cuya cabeza era el presidente de la república y su cuerpo el partido oficial, el PRI. Una maquinaria articulada con jerarquías y mandos, apoyados en lealtades personales, reglamentaciones legales y constricciones económicas y políticas, incluso represivas. Todo engrasado con la ideología colaboracionista y el pluriclasismo de la revolución mexicana.

Tradiciones populistas y revolucionarias, nacionalismos y reformas sociales -efectivas primero, luego cada vez más ilusorias o estrechas-, mitos y memorias enturbiadas, estuvieron en la base de ese régimen político que alcanzó niveles totalizantes, totalitarios.

En el campo las organizaciones campesinas integradas a la CNC y luego las agencias gubernamentales e incluso los ejidos entendidos en su dimensión económico-social y hasta política; en fábricas, empresas estatales y sector público, dondequiera que existieran pues asalariados, los sindicatos y centrales sindicales, incorporados principalmente en la CTM, y luego cuando se diversifican los controles, el Congreso del Trabajo como la cumbre centralizadora; entre pequeños propietarios y vendedores, profesionistas y políticos de profesión y alguno que otro empresario, asociaciones múltiples que darían forma a la CNOP. Todas ellas fueron instancias organizativas estructuradas en la base de la sociedad y que expresando de entrada intereses sociales parcializados, se convirtieron en piezas de una compleja y sofisticada maquinaria de control corporativo en manos del Estado. Organos de representación, sí, pero fundamentalmente órganos de dominación. De hecho acabaron regimentados desde la cima del Estado.

Durante muchos años, en su ascenso y consolidación, la jerárquica red corporativa creada por el Estado lo abarcó casi todo, su carácter inclusivo se fue estirando como un enorme manto sobre la sociedad, hasta que ésta le fue quedando grande. Los nuevos sectores sociales subordinados, en distintos niveles sociales y regiones del país, surgieron y se fortalecieron en gran parte ajenos a la red corporativa, incluso a veces a su pesar, ya que por mucho tiempo el manto era protector y por fuera sólo quedaba la interperie, para usar una expresión de Aguilar Camín⁵. Por lo demás, los sectores sociales privilegiados nunca fueron incorporados por la maquinaria corporativa, por más que el Estado se hubiera afanado por impulsar asimismo su propia organización y su acción común. Se entiende, pues el universo encuadrado era el de los sectores sociales subordinados social y políticamente, cuya autonomía había sido quebrada y sus iniciativas y particularidades suprimidas. Más bien, desde un principio, la relación de los empresarios y el Estado había sido siempre, si no de

⁵ Loc. cit

iguales, sí de colaboración y de más en más los intereses particulares de este sector privilegiado (muy especialmente de la burguesía asociada al capital trasnacional) determinaron las políticas estatales.

La red corporativa sólo tenía una cabeza, el presidente de la república. Debajo de él, encargado de estructurar y articular el dominio totalitario sobre los de abajo, el PRI, denominado por los estudiosos y por la oposición partido de Estado⁶, pero que en realidad es más bien un brazo político del Estado, dirigido por ello por el propio presidente. Burocracias de todo tipo surgieron y se consolidaron para hacer funcionar ese aparato, esa red jerárquica cimentada en lealtades personales jerarquizadas. Pero además de mantener el orden en la base organizada de la sociedad, el PRI asumió igualmente la tarea de legitimar al propio régimen político y al Estado y sus políticas. Para ello creó el gobierno un aparato electoral para organizar elecciones que poco o nada elegían, pero que en cambio contribuían a alimentar el consenso social del Estado. Por eso convirtió al PRI también en una agencia de reclutamiento de los cuadros políticos necesarios para el enorme y diversificado aparato estatal. Cuando dejó de funcionar, el propio aparato estatal siguió con tal función.

3. El presidencialismo aplastante

Por la Constitución y a pesar de la Constitución que definió un régimen republicano y federal, se desarrolló en México un presidencialismo aplastante que se ha vuelto intolerable para la sociedad. Presidencialismo autoritario, sin controles de ningún tipo, omnipotente y omnipresente, rodeado incluso de un halo cuasimístico. Es la cúspide de la pirámide del poder de donde parten -o al menos ahí tienen que legitimarse- todas las decisiones, todas las políticas. Su arbitrio no tiene límites. El Estado y el

⁶ Vid. Pablo González Casanova, *El Estado y los partidos políticos en México*, Era, México, 1981, especialmente pp. 28-82 y Luis Javier Garrido, "Un partido sin militantes", en Soledad Loaeza y Rafael Segovia, *La vida política mexicana en la crisis*, El Colegio de México, México, 1987, pp.61-76.

aparato estatal en su conjunto se redefinen cada seis años a partir del presidente; por esto es que los propios gobiernos buscan diferenciarse unos de otros -sobre todo respecto al precedente-, destacando su originalidad, sobreponiendo a la continuidad de fondo que prevalece una discontinuidad políticamente conveniente, interesada⁷.

La centralización sin medida del poder presidencial maniató todos los otros poderes, reales o ficticios. Dirigente del PRI, del gobierno y del Estado, representante de la nación, en el presidente se mezclan tradiciones premodernas que le dan un carácter patrimonial a su función decisiva, que envuelve todas las relaciones al interior del aparato estatal y del Estado con la sociedad. La cultura patrimonial se difundió por todos lados, reproduciéndose de manera ampliada en todos los poros de la sociedad. El interlocutor privilegiado, el hacedor y último recurso para todo es siempre el presidente. De ahí que el clientelismo sea como una segunda piel del presidencialismo, la base perversa de su legitimación.

4. El Estado patrimonialista

Al Estado mexicano lo define una relación clientelar de favores y supeditaciones aparentemente personales, mezcla de tradiciones caciquiles y relaciones burocráticas en extremo personalizadas. El favoritismo, y su contraparte el servilismo, como base de promoción y subsistencia social y política. Relaciones jerarquizadas estrictamente, bajo lealtades y supeditaciones sostenidas en relaciones personales, pero también relaciones provenientes de los distintos roles que se ocupan por cada quien. Relaciones personales que se entremezclan y confunden con las relaciones profesionales, relaciones de supeditación política. Un Estado que descansa en relaciones, formas y condiciones extrainstitucionales, dictadas por favores y lealtades que se sobreponen o condicionan a las relaciones y supeditaciones que normalmente

⁷ Sobre la concepción del presidencialismo véase por ejemplo Arnaldo Córdova, Arnaldo Córdova, *La revolución y el Estado en México*, Era, México, 1989, especialmente pp. 268-299.

suscita una relación de trabajo o relaciones de supeditación política; mezcla de relaciones premodernas y modernas, mercantiles y caciquiles. Relaciones colectivas marcadas por roles dispares, jerarquizados, ausencia de relaciones igualitarias. Relaciones reglamentadas por la ley y por costumbres muchas veces extralegales o que entran en contradicción con las relaciones legales y las formas y condicionamientos legales. Un medio que tiene como cemento la corrupción.

La corrupción como cultura, *como modo de vida*. En todas partes y niveles, en todas las relaciones. En el Estado, del Estado con la sociedad, de la sociedad con el Estado, de la sociedad. La corrupción como forma de la violencia que atraviesa la nación.

En última instancia todas las posibilidades de promoción, de beneficio, de inclusión e incluso de castigo, de exclusión, vienen de arriba, en una jerarquía escalonada que se remonta a la cúspide y que no es otra que el presidente de la república. De aquí viene todo, los frutos y las maldiciones, los premios y las condenas. En esta cultura, casi siempre se acaba por recurrir al presidente que será siempre el padre generoso aunque autoritario. Incluso una divinidad, provista de un poder omnisciente y omnicomprendivo. Si hay un mito arraigado en México es el de la supuesta función tutelar del Estado, y en particular del presidente, que vela o transfigura su verdadera vocación, el autoritarismo sostenido en jerarquías, supeditaciones y desigualdades.

5. Estado partido

En México ha existido todo el tiempo una confusión entre el Estado, el gobierno y el partido oficial. Esa confusión proviene de la manera como se estructura y representa el régimen político, todo el sistema mexicano. El presidente aparece no solamente como el jefe del Estado, sino igualmente del gobierno y aún como el dirigente indiscutible e indisputado del propio partido, éste último imposible de comprenderse

(concebirse) autónomamente. El PRI, así, no aparece solamente como un partido político dominante en el poder -como ahora se le comienza a llamar en los medios académicos-, sino que es resultado de una fusión que popularmente se identifica como PRI-gobierno y que hoy ve como un régimen de partido de Estado.

Pero en los hechos resulta muy difícil definir al PRI como un auténtico partido, lo que de por sí vuelve frágil e inconsistente su caracterización como partido de Estado. Los propios dirigentes del PRI lo definen como partido oficial -fue notable la tesis de Carlos Salinas en la madrugada del 7 de julio de 1988, a unas horas de las elecciones presidenciales, cuando afirmó que concluía el régimen de partido prácticamente único- y destacan su peso y preponderancia en la escena política nacional. Empero, realmente ha sido imposible encontrar alguna elaboración convincente al respecto.

En el juego de apariencias y sombras típico del régimen mexicano, el PRI aparece como órgano de representación de los sectores sociales corporativizados e instrumentador de las campañas electorales. Es el mecanismo dirigido a reproducir el consenso social del Estado, pero también -aunque cada vez en menor medida- para cooptar al personal político profesional del aparato estatal. Pero su actividad, decisiva para la reproducción de la dominación estatal, se realiza sin ninguna autonomía respecto al gobierno y el Estado. Sus políticas son dictadas por el presidente de la república y sus fines también. El reciente giro hacia el "liberalismo social" y la forma como el PRI lo asumió no es sino un ejemplo.

Así como el jefe del Ejecutivo puede reorganizar a su libre arbitrio el gobierno y el sector paraestatal, él decide igualmente la organización, funcionamiento y destino del PRI. El presidente ejerce un poder sin controles sobre el Estado y todas sus derivaciones y actúa de igual manera en relación al PRI.

Entre el PRI y los diversos órganos y mecanismos del Estado, sea a nivel nacional, regional o local, se establecen u operan vasos comunicantes regidos todos por el poder presidencial. El partido "casi único" había sido siempre el único encargado de

realizar centralizadamente las tareas políticas de control social y representación de intereses dirigidas a mantener y reproducir no sólo la dominación corporativa sobre las clases sociales subalternas, sino igualmente su subordinación ideológica, el consenso social del Estado. Para ello el PRI contó siempre con todos los recursos administrativos, jurídicos, políticos y económicos del Estado. La cultura política que predomina en México fue sin duda determinada y condicionada por las prácticas priistas, pero si así fue se debió a que detrás del PRI estaba siempre el Estado. O si se quiere, no era el PRI sino el propio Estado el que actuaba.

Si no ha sido posible diferenciar al PRI del Estado y si después de 1988 se ha convertido en una demanda social ampliamente deseada el fin del partido de Estado, del PRIgobierno, como se dice, es porque se refiere a uno de los más notables, característicos y abusivos rasgos del sistema político mexicano. Pero si justamente es aquí donde todas las propuestas oficiales de reforma política se estrellan y anulan, se debe a que el PRI no es un partido del que podría prescindir el Estado, sustituyéndolo por otros partidos o formas de representación y control social. El PRI es parte del Estado, es el *vertebrador* de la dominación corporativa sobre la cual se estructuró y organizó el régimen político de la revolución mexicana. No es un partido que se haya apoderado del Estado, como sucedió en los otrora países del socialismo real. Más bien es el Estado quien mantiene en su poder a un instrumento de su hechura mediante el cuál organizó su dominio político social. Por ello es imposible desaparecer al PRI sin desmontar al régimen político dominante en México desde los años treinta.

El PRI vive en su decadencia el desgaste profundo del régimen político prevaleciente, condensa todas sus contradicciones y debilidades. Pedir que desaparezca el partido de Estado es lo mismo que exigir la disolución del Estado partido. Por consiguiente, la reforma efectiva del PRI es inconcebible sin un cambio a fondo del propio Estado y

del régimen corporativo, para asegurar la reproducción de la dominación de clase en México.

Presidencialismo, corporativismo, PRI, son todos componentes que solamente pueden comprenderse en su articulación específica. Probablemente podrían armarse de otra manera, pero la naturaleza de su función y su carácter se trastocarán entonces. Hasta ahora son las piezas más desgastadas, pero también las que todavía garantizan la dominación de los de abajo y la hegemonía de las clases privilegiadas. Si un Estado y un régimen no se construyen ni consolidan de la noche a la mañana, tampoco entran en crisis y se desechan de un día para otro. Por esto las transiciones de un régimen a otro son siempre transiciones históricas.

No significa esto que considere incapaz de autoreforma al Estado mexicano y a las clases privilegiadas que se fortalecieron al amparo del régimen de la revolución mexicana. Pero si todas las reformas políticas que no han dejado de ensayarse después del gran quiebre de 1968, no han podido hasta ahora siquiera sentar las bases de un nuevo régimen acorde con los cambios económicos, sociales y políticos que volvieron caduco al de la revolución mexicana, es precisamente porque ellas no han apuntado al desmantelamiento del régimen corporativo vertebrado por el PRI.

La propuesta de vaciar al PRI de su contenido corporativo, esto es de su función de dominio en la base diferenciada pero organizada de la sociedad, seguramente podría ser el inicio de una verdadera reforma política de fondo en México. Aquí sí podría arrancar sobre bases firmes la transición democrática. Pero no podría contenerse ahí, sin que las fuerzas centrífugas que liberaría terminarían por desarticular, desquiciar y arrastrar tras de sí toda la sofisticada maquinaria con que el Estado creó las condiciones para la reproducción de la dominación sobre las clases desposeídas.

A pesar de contradicciones, debilidades y requerimientos de cambios decisivos, el régimen político mexicano sigue apareciendo como un *régimen de Estado-partido*, más que uno de partido de Estado. Es el Estado, y en particular el jefe de éste, es

decir el presidente, quien decide no sólo la política del PRI, sino quien determina las condiciones y reglas del régimen prevaleciente. Estas últimas no podrán cambiar de manera radical, si no se desmantela en su totalidad el régimen político priista, camisa de fuerza poderosa que maniató todas las reformas, todos los cambios.

De hecho, *el Estado actúa como partido*, de ahí su actividad profundamente ideologizada. De ahí también su carácter cada vez más excluyente e intolerante respecto a otras opciones políticas independientes. Por eso el presidente y el Estado parten en campaña cuando así lo amerita la situación (especialmente cuando se trata de las elecciones difíciles). Este estado de cosas tan singular limita o maniató incluso la capacidad de maniobra del Estado, condicionada por lo demás por los intereses de clase que representa primero que ningunos otros. El Estado-partido aparece descarnadamente como lo que es, un Estado-clase, o si se prefiere un *Estado de clase*, un Estado capitalista. Con esto no sólo se devela una naturaleza clasista por mucho tiempo oculta tras la mistificación ideológica, sino que también aparece mucho más restringida y condicionada una autonomía estatal que se pretendía ilimitada, por encima de las clases e intereses particulares.

6. La democracia regimentada

El régimen político semicorporativo y el Estado apuntalado por un presidencialismo aplastante no dejan lugar a la democracia. La democracia, de hecho, jamás ha sido una tradición en México, pues casi siempre fue reemplazada por verticalismos patrimonialistas que desmontaron, corrompieron o acabaron por la violencia todos los ensayos democráticos de las masas⁸. En la resistencia del régimen a dar su lugar a la

⁸ Vid. mi trabajo "Crisis política, modernización y democracia", en A. Anguiano, coordinador, *La modernización de México*, UAM-X, México, 1990, pp.387-405, así como Lorenzo Meyer, "La democracia política: esperando a Godot", *Nexos*, núm. 100, abril 1986, pp.39-46.

democracia y a un pluralismo efectivo, residen al mismo tiempo su fortaleza y su debilidad para conservar, readecuar y rehabilitar al régimen en forma duradera.

Durante el gobierno de Miguel de la Madrid (1982-1988) y luego desde el inicio del gobierno actual de Carlos Salinas de Gortari, se ponen en práctica proyectos gubernamentales de fondo dirigidos a reestructurar la economía y el régimen político prevaleciente. Se plantean por parte del Estado y los grupos empresariales como proyectos factibles y apremiantes de modernización nacional, insoslayables en el contexto de los cambios mundiales y la globalización económica internacional. Modernización de la economía y primero que nada del Estado, pero también de la sociedad y de todas las relaciones sociales y políticas. Se plantea cerrar la brecha abierta entre el Estado y la sociedad, pero también redefinir el rol del Estado, sus relaciones con las distintas clases e igualmente las relaciones entre y de las distintas clases.

La modernización es vista pues como la vía para adelantar el reloj nacional al tiempo de los cambios mundiales. Pero para eso hace falta no sólo preparar las condiciones para un nuevo periodo duradero de acumulación, sino también, prioritariamente, recobrar la legitimidad del régimen, recomponer su base social.

La vieja dominación, en especial la maquinaria burocrática corporativa, resultó a la postre muy costosa y pesada. Propició privilegios, cotos de poder, relaciones, hábitos e inercias que lastraron al aparato productivo nacional con ineficiencias y corrupciones que terminaron por devorarlo. Hoy no es el mecanismo más adecuado para revitalizar el consenso social del Estado ni mucho menos para garantizar la productividad, sustento indispensable para la modernización del capitalismo mexicano. Además de estar completamente desacreditada y concentrar el rechazo de la población, su *modus operandi* y su desgaste pusieron en entredicho el dominio corporativo tanto como la producción y gestión de la economía, las que cayeron en el marasmo.

Por eso es que la modernización política se entiende primero que nada como el *restablecimiento de la autoridad patronal y el orden en la empresa* como condición para el mejoramiento de la productividad y la eficiencia de la economía. De ahí se parte para, desde esa base, reorganizar y reestructurar los mecanismos y relaciones de dominio.

En la práctica, ante el desgaste y desbordamiento de la maquinaria corporativa, el Estado interviene cada vez más directamente en los conflictos sociales con el fin de encauzarlos y restablecer el orden. Por supuesto ha tenido que echar mano del aparato represivo, particularmente del ejército, pero sobre todo se ha esmerado en readecuar las reglamentaciones legales a las nuevas prácticas y objetivos que se van imponiendo en los hechos. La reforma laboral de 1980 trató de limitar y condicionar mayormente el derecho de huelga⁹. Desde finales de esa década se plantea un cambio más radical y generalizado de la legislación laboral con el fin de dar libre juego a la empresa, incluso en detrimento de derechos, usos y costumbres establecidos desde hace mucho tiempo. Estos se consideran precisamente la causa de la rigidización de las relaciones laborales y de la falta de libertad de la empresa para gestionar a su antojo el espacio del trabajo. En consecuencia, la reestructuración del orden laboral se plantea como la desreglamentación de las relaciones de trabajo. La flexibilización plena aparece como la vía para lograr esa desreglamentación. La entienden como el *libre arbitrio empresarial*: libertad para contratar personal, para fijar la duración de su contrato, para distribuir cargas de trabajo y mover de un puesto a otro a los trabajadores, para determinar las condiciones de trabajo y fijar de manera individualizada los salarios¹⁰.

Esa flexibilización laboral se dirige a generalizar la individualización de las relaciones de trabajo, buscando acorralar, desvirtuar, e incluso anular a los sindicatos. Por esto es

⁹ José Othón Quiroz y Luis Méndez, "Corporativismo, modernidad y autonomía obrera", *Sociológica*, año 6, núm. 15, enero-abril 1991, p. 176.

¹⁰ Vid. por ejemplo Enrique de la Garza, "Reconversión industrial y cambio en el patrón de relaciones laborales", en A. Anguiano, coordinador, *La modernización...*, cit., pp. 303-314.

que ni siquiera se admite la intermediación de direcciones sindicales supeditadas políticamente al Estado o a las propias empresas. Por esto también el corporativismo carece de futuro.

Antes de que la gran reforma laboral se inscriba en las leyes, por todas partes está cambiando en los hechos el mundo del trabajo¹¹. Los conflictos laborales de los últimos años y los retrocesos contractuales y sindicales en que invariablemente han desembocado, describen el itinerario del restablecimiento de la autoridad patronal y de la disciplina del trabajo.

De esta forma, se van abriendo camino nuevas relaciones y mecanismos de dominación en la base productiva de la sociedad. Tal vez puedan existir muchas mediaciones entre lo que sucede ahí y las posibilidades de reorganización de la dominación política a nivel del conjunto de la sociedad, pero hasta ahora nada autoriza a pensar que el sentido y carácter de la reforma política del régimen vayan a ser distintos y hasta contrarios a los que se están imponiendo en el mundo del trabajo¹².

Los ensayos de reforma política han precedido a la reforma laboral que está dejando sin razón de ser al eje estructurador del régimen político corporativo. Pero, como apuntaba anteriormente, cualquier reforma de fondo del régimen prevaleciente es inconcebible sin cambiar de fondo todas las piezas que lo componen. Por esto es imposible dejar de ver que se trata de procesos convergentes o que concluirán por converger, por influenciarse mutuamente.

No obstante, el Estado presenta la reforma política como un verdadero proceso de democratización no sólo del régimen político, sino también del Estado y la sociedad, de todas las instancias institucionales y relaciones. Resulta extraño, pero los propósitos de la democratización se centran en poner en práctica los distintos

11 Sobre la reforma laboral vid Graciela Bensusán y Carlos García, coordinadores, *Modernidad y legislación laboral*, UAM-X/FES, México, 1989, y de los mismos coordinadores *Relaciones laborales en las empresas paraestatales*, Fundación Friedrich Ebert, México, 1990.

12 Este punto lo he desarrollado en mi citado trabajo "Crisis política...", cit.

elementos republicanos establecidos desde 1917 en la Constitución nacional: equilibrio de poderes, federalismo, descentralización, autonomía municipal, sufragio efectivo, etcétera. En especial, se insiste el establecimiento de un régimen de partidos. Después de las elecciones de 1988, se comenzó a plantear de la separación del PRI y el gobierno.

En el fondo, más que democratizar, la reforma política estatal ha tratado de reformular las reglas del juego político en el país. Lo reduce a un juego electoral maniatado y fraudulento, más "concertado" (o mejor "negociado") que libre, al tiempo que prosigue la despolitización de los conflictos y en general de los espacios sociales. Por esto es que en gran medida todas las reformas, desde 1977, aparecen como simples reformas electorales y no como reforma de las distintas piezas y mecanismos del régimen político, de manera que abrieran los cauces de la politización y participación en todos los terrenos y sentidos.

Además, si las reformas políticas parciales se han producido en el terreno electoral, se debe por supuesto a ser éste el terreno privilegiado sobre el cual el Estado intenta revitalizar su legitimidad. Pero también por el hecho de haberse producido aquí la más tumultuosa y generalizada ruptura de masas: la insurrección ciudadana del 6 de julio de 1988, como se llamó a la inesperada votación masiva contra el PRI, la cuál condensó luchas y resistencias sociales de muchos años, así como reclamos de participación democrática por parte de una ciudadanía trunca. Fue una llamada de atención, una alarma roja, para el Estado y las clases privilegiadas sobre la acumulación de resentimientos sociales y la posibilidad de estallidos incontrolados.

El proceso de democratización en México pareciera sencillo pues formalmente es una república democrática. Pero el régimen priista, con el presidencialismo aplastante y la dominación corporativa, alimentó una cultura patrimonialista que no dejó lugar a la democracia. Por eso los recelos contra la democracia se observan dondequiera. Por eso el Estado acepta de mala gana libertades, pero las mantiene lo más ceñidas

posibles, bajo vigilancia. Son libertades bajo sospecha, susceptibles de suprimirse en cualquier momento.

Vivimos un proceso de democratización controlado desde arriba, sujeto a concesiones, negociaciones y prevenciones. Es una democratización a medias *regimentada* por el Estado, o si se quiere, por el presidente, quien guarda todas las llaves, quien puede dosificar todas las libertades, todos los cambios, hasta las aspiraciones. Durante el gobierno de Miguel de la Madrid se creó la ilusión de que el presidencialismo declinaba, se autolimitaba, pero Salinas ha roto todos los récords del presidencialismo desmesurado. En lugar de "acotarlo", lo ha rehabilitado y reforzado¹³.

Es un proceso de democratización sujeto a la permanencia de los controles autoritarios. Se trata así de una democracia regimentada en la que parece que los ciudadanos continuarán sin la posibilidad efectiva de elegir libremente a sus representantes¹⁴, de los municipios (o los sindicatos y organizaciones sociales de base) a la presidencia de la república. Una democracia con un sinnúmero de elecciones que no eligen, llevadas a cabo por ciudadanos que no tienen plenos y reales derechos. Existe por ello una ciudadanía trunca, maniatada y parcializada. En gran medida ficticia, secuestrada por el Estado.

Las presiones de abajo pueden violentar las reglas y ritmos de ese proceso maniatado. De hecho representan presiones desarticuladoras, pero hasta ahora el Estado sigue dirigiendo y dosificando el proceso. La democratización, entonces, no parece apuntar hacia una verdadera modernización de relaciones, formas y condiciones. De aquí pueden derivarse contradicciones e incongruencias, retrocesos

13 En especial Héctor Aguilar Camín planteó la tesis del paso "del presidencialismo absoluto al presidencialismo constitucional" (Op. cit.).

14 Sobre el sentido de las elecciones en México véase por ejemplo Rafael Segovia, "El fastidio electoral", en Loaeza y Segovia, op. cit., pp. 13-23 y Soledad Loaeza, *El llamado a las urnas*, Cal y Arena, México, 1989, pp. 273-292.

o fugas hacia adelante. Por eso la transición mexicana es tan compleja, lenta e impredecible.

La reforma política autoritaria quiere cambiar todo para que todo siga igual. Quiere poner al régimen político a la hora de la modernización, pero teme que la modernización política no tenga contemplaciones con uno de los regímenes premodernos que más tiempo ha sobrevivido y que difícilmente sobrevivirá a la tormenta democratizadora que recorre el planeta. Aunque la ausencia de alternativas creíbles y la disgregación entre los de abajo tal vez prolongue su existencia. A falta de estallidos que catalicen las recomposiciones y transformaciones, a la mejor el Estado y las clases dominantes aseguran la transición del corporativismo a una dictadura abierta, sin afeites.

SALINASTROIKA AND OTHER NOVEL IDEAS

Dedicated to Guillermo Bonfil Batalla (rip)¹

David Barkin**

Mexico has become the *wunderkind* of the Western world, a showcase of neo-liberal economic reform. But behind the quantitative success are the unmistakable signs of economic decline and social neglect. In its foolhardy immersion into the heady waters of global economic integration, Mexico and its people are being buffeted by a profound series of changes in virtually every dimension of life.

Transcending the narrow limits of economic policy, a new group of "científicos"² broadened the State's scope of action by initiating a series of social and technological innovations which are changing relations among social groups and transforming space in Mexico. Structural imbalances, social polarization, and personal hardship are swept under a pile of self-aggrandizing felicitations from the national and international press. An inner circle of Mexican financiers has been handsomely rewarded for its support of his radical model which so thoroughly disregards the needs of the Mexican people. The current administration also has been generous in facilitating foreign participation, converting "distant neighbors"³ into active partners for restructuring the Mexican economy. In return, the international financial community has joined the celebration, channeling new funds to Mexico in spite of its own rules and practices which should limit such transfers to reduce their risks, given the fragility of the present situation.

In a seemingly magical succession of events, structural imbalances and social dislocations have been transformed into propagandistic victories:

1) in spite of its continuing growth, the large international debt, once the pretext for a draconian stabilization program, has apparently ceased to be a threat because the international banking community is again supporting the Mexican government;

2) the specter of hyperinflation continues to be conjured up in the political and economic discourse, permitting the maintenance of selective wage controls and bountiful profits for privileged producers in spite of sharply lower rates of inflation;

3) an unprecedented balance of payments deficit, heralded as evidence of internal vigor, is financed by foreign capital which is handsomely rewarded for prolonging the life of the overvalued peso and for creating the facade of a successful economic reform package;

4) as the decline in domestic purchasing power and competition from cheap imports have been decimating domestic manufacturing for more than a decade, the regime has rewarded select groups of consumers with attractively priced international consumption products previously unavailable locally;

5) although stabilization polices are swelling the ranks of the poor and hoards of itinerant small merchants crowd out established businesses in the market and on the sidewalks, the government boasts of its anti-poverty program which is effectively structured to purchase political support and defuse dissent in marginal areas;

6) the centralization of control over the nation's productive and financial resources was accelerated by the widely acclaimed privatization of parastate enterprises and banks; and

¹This epilogue to the Japanese edition of my book *Distorted Development: Mexico in the world economy* (Boulder, Co: Westview 1990) is based on a detailed reading of the Mexican economy during the 1990-1992 period. Unfortunately, there is virtually no critical academic literature available, because of the very same problems mentioned as a serious cause for concern in the present analysis. We have made extensive use of the periodic publications of economic statistics by the government and numerous private consulting firms that are promoting the present development effort.

**Professor of Economics, Departamento de Producción Económica, Universidad Autónoma Metropolitana, Unidad Xochimilco. Personal address: Apartado 33E, 58020 Morelia, Michoacán MEXICO. Bitnet and InterNet: dbarkin@igc.org.

7) a complex and onerous package of tax reforms which is depressing economic activity and reducing the social wage —a package described as fiscal terrorism by both workers and businesses— is officially a success story since the budget is in surplus and the bureaucracy is shrinking.

In the two years since the original manuscript of this book was finished, the Mexican government has adeptly forged an alliance of forces —domestic and international— which also glorifies its contribution to reshaping international economic relations in the western hemisphere. The cornerstone of its international economic policy has been the official initiative to recast North America by extending the Canada-United States free trade area to include Mexico and then to permeate the rest of the Latin American economic space.⁴

The North American Free Trade Area (NAFTA), under negotiation since 1990, is an essential instrument in this restructuring. This concerted effort by the executives of the three countries to irreversibly modify productive and social structures, has evoked a remarkable groundswell of opposition from new trilateral (Canada-US-Mexico) alliances of grassroots groups from many different sectors as well as broad national coalitions. As the negotiations advanced, this grassroots opposition has found unaccustomed allies: joining the fray against the trade agreement, Mexican business groups from a broad range of industries are beginning to realize that the hardships faced by the Canadian counterparts probably offer a taste of things to come in Mexico; similarly, the recent decision by the US Supreme Court to vindicate the abduction of a Mexican citizen by US police forces acting extraterritorially reinforces the fears of human rights groups in the three countries. In the light of recent history, the NAFTA's promise of higher incomes, greater employment and cleaner environments seems more like a utopian pipedream, or a politician's campaign rhetoric, than an achievable goal. In this epilogue to the Japanese edition of my book, I propose to explain why the Mexico of the nineties is becoming more like Huxley's *Brave New World* than King Arthur's *Camelot*.

Salinastroika

Shortly after his inauguration, Carlos Salinas de Gortari undertook a series of bold moves which galvanized Mexican society and sparked the imagination of the leaders of the world's capitalist nations. Attempting to throw off the cloud tainting his claim to electoral victory, the new president unseated several despotic leaders of Mexico's most corrupt industrial unions; ordered important business leaders jailed for fraud, and underwrote a new social pact which contributed to the precipitous decline of living standards of Mexico's workers and the compression of purchasing power of its middle class whose expectations are still bolstered by a cultural barrage promoting consumerism.

In the spirit of the times, "Salinastroika" was compared favorably with Gorbachev's earth-shaking reform program. *Perestroika* injected a burst of fresh air into the global search for new solutions to the world's problems in the mid-eighties. While offering a profound critique of the existing system, the Soviet premier offered a program of radical changes for a stagnating society and economy. This program, which Gorbachev claimed was the logical extension of the high ideals of the October Revolution of 1917, sparked a series of far-reaching political and economic transformations.

Unfortunately, it seems more appropriate to compare the Mexican situation with the economic decline and social chaos of the post-Gorbachev era, rather than with the principles in this political program. While the western world rejoiced in the triumph of capitalism, foreign entrepreneurs joined a privileged few in the former Soviet republics to begin restructuring society for their own benefit, eliminating the multiplicity of autocratic processes which rigidly constrained individual initiative and creativity. The revelers promised that in a short period of time, they would unleash the vast natural wealth and extraordinary human potential locked up behind the iron curtain. The serious concerns expressed by some thoughtful sectors of Soviet society were dismissed; the reformers began unraveling the vast array of social institutions which offered a safety net, guaranteeing every segment of society some minimal level of access to food, shelter, and social

services, and protecting them from the social horrors of destitution caused by unemployment, illness, or old age.

Similarly, the Mexican stabilization program reshaped the government apparatus and unleashed individual initiative. The results were apparent almost immediately. With the drop in inflation as a result of lower government spending and declining real wages, interest rates plunged, and the federal budget went into surplus. Investor confidence rose as the administration offered guarantees and jumped headlong into the negotiations for the free trade agreement. Mexico offered spectacular returns on financial investments, and a thriving consumer demand from the upper layers of society offered a ready domestic market; foreign franchisers and retailers joined with local entrepreneurs and established chains to cater to this special but numerous segment of Mexico (ca. 15 millions among the industrial labor force, established merchants, commercial farmers, professional groups and financial interests). Export oriented foreign investment and industrial modernization further stimulated the domestic market, while the automobile industry also thrives on its privileged position in policy circles. But most Mexicans still cannot participate: real wages for the majority are still declining and absolute poverty is spreading, official spending on education, medical care and other social services is woefully inadequate, while formal employment opportunities are inadequate.

After the political debacle of the 1988 Mexican elections, the chief executive embarked on a program of democratization. The official party —PRI— attempted to provide more opportunity for local autonomy while the election laws were modified to assure some modicum of participation by opposition parties in the legislative process. Some minimal safeguards and external checks and balances opened the campaigns and voting ceremony to scrutiny and debate. A National Human Rights Commission was founded and proved more independent than its creators might have dreamed, while a growing political debate stimulated more grassroots organizing and participation than the country has witnessed in its recent history.

Democratization, however, is not easily achieved. The continuous program of regional political battles during the past three years demonstrates that the mere emplacement of the trappings does not guarantee the substance of democracy. The Mexican State, and its system of overlapping provincial elites, is very much concerned with defending its control of the nation's wealth and power. The economic reorganization offers too many opportunities for individual enrichment, for existing groups to voluntarily share their privileged access to the nation's vaults and resources. In only a few instances has the State begrudgingly ceded its control to the moderate opposition; it staunchly defends its hegemony against the populist left PRD (Democratic Revolutionary Party), led by the son of President Lázaro Cárdenas, who forged a populist and socialist tradition by nationalizing the nation's oil reserves and implementing a massive agrarian reform (1934—1940). To protect its hegemony, the official party mobilized the entire panoply of government institutions and resources to persuade the populous of the bountiful rewards that would be heaped upon them in return for its support on the ballot. The key 1992 gubernatorial elections reflected the effective exercise of political power to purchase a political weal.

The impact of the economic reform program

Since 1982, the Mexican economy has been profoundly reorganized. The López Portillo government was forced to devalue the peso sharply after the western industrial nations successfully forced down the price of petroleum. Unfortunate investment decisions and poorly conceived economic policies further aggravated the country's problems, forcing it to declare a suspension of its foreign debt service, precipitating in large measure the world debt crisis. The apparent signs of successful correction —an early surplus on current account and strong retrenchment in the public sector— proved to be insufficient and short lived remedies to the profound problems facing the country.

A mid-term (1985) change in public policy firmly positioned the De La Madrid administration on the path of neo-liberal reconstruction. Instead of reviewing the complex array of policies adopted to implement this new strategy, we will examine some of the most salient features of the new society which the program is creating.

1) A changing incomes policy. The devaluation of 1982 and the inflation of the ensuing years contributed to a dramatic decline in the real purchasing power of wages. With the imposition of the Economic Stabilization Pacts in 1987 (see chapter 7), this decline was slowed somewhat, but by mid-1992, the value of the minimum wage had lost about 65% of its 1960 purchasing power, to some 25% of its 1976 zenith. Of course, because of this decline, the minimum wage itself acquired a new social significance: it no longer fulfills its legal mandate of "covering the basic needs of an average family", and therefore cannot be a yardstick against which to measure worker well-being. Throughout the whole formal economy, wage settlements were agreed to in multiples of this politically established floor, and the Social Security Institute reported that average wages in the industrial sector during the early nineties averaged about 1.8 minimum wages; similarly, workers in many commercial agricultural regions were earning about 1.5 times the minimum. The basic market basket of consumption goods required for a typical worker's family cost about 4.78 times this benchmark in 1988, while a total family income of about 3 times the minimum (2.72) was required to not be classified as living in extreme poverty. The 1990 census reports that 60% of the households in Mexico received less than this standard; 72.4% earned monetary incomes below 4 times the minimum.⁹

2) Differential sectoral growth in industry. With the changes in the wage structure, the internal market contracted dramatically. As part of the adjustment process, the new policy explicitly promotes export production rather than goods for the local market. The major beneficiaries of this new approach were the automobile and computer industries and the maquiladora or export platform assembly plants.

The maquiladora industry grew dramatically from 1982 to 1992, taking advantage of special legislation bestowing privileged tax treatment on certain exports to the US. By 1992, more than 2,000 plants with about 480,000 employees were in operation; their growth was slowed in the last year by the recession in the United States.

Automobile production, however, soon became the mainstay of Mexican industry. Emerging from the doldrums of a stagnant or declining local market, the industry was repositioned to play a dynamic role in the US market; during the 1980s the large auto makers decided to reorient production of cars and auto parts towards export. Maquila production of automobile parts also expanded. Existing assembly operations were modernized and automated while a showcase plant was built in the mid-eighties by the Ford Motor Company in a joint venture with the Toyo company of Japan; this plant soon was able to achieve the second highest level of labor productivity in the world automobile industry because of its design, the technology employed and the level of worker training.

By the end of the decade, the government provided an additional stimulus for the industry, stimulating domestic demand in a number of ways. Perhaps the most important was the ready credit policy which induced people to purchase new vehicles by offering special bank facilities, credit pools, and mutual self-financing schemes. Environmental considerations in Mexico led to a program for the rapid replacement of over-aged private taxis and collective transport vehicles (e.g., minibuses and VW vans), while the imposition of the program of "one day without a car" led many people to acquire another vehicle to circumvent the intent of reducing automobile circulation in Mexico City. Foreign investment and the spread of new marketing systems also contributed to increased demand.

The electronic equipment industry in general, and computers in particular, also enjoyed dynamic growth. For years, the maquila sector had been exporting parts for electronic apparatuses and consumer appliances. After the onset of the crisis, specific support was offered for integrating the production of finished products in Mexico. An important signal was sent out to foreign manufacturers when the government approved IBM's application for 100% ownership of a new installation, a policy change which was soon to be extended to many other industrial sectors. The government stimulated internal demand through credit and training plans which offered users easier access to new equipment and encouraged businesses to begin to seriously consider integrating electronic data processing and even production control techniques into

their operations. Government itself also became a leading purchaser of electronic equipment as part of its modernization and streamlining programs.

In contrast to these dynamic sectors, traditional manufacturing industries stagnated or declined. With the drastic fall in purchasing power of the middle and working classes and the dramatic opening of consumer markets to imports, many producers of non-durable consumer goods and some durables were displaced by imports; inexpensive imports from lower-cost producers flooded the mass consumption markets, while upscale shopping centers offered their affluent consumers the opportunity to acquire in Mexico goods for which they formerly made pilgrimages to the elite malls of California or Texas.

On balance, the industrial sector employs fewer people now than it did a decade ago. Although about 600,000 new jobs were created in the growth sectors, almost an equal number became redundant in declining industries and in sectors which underwent a thorough restructuring.

3) Balance of payments. Traditionally, the balance of payments is a leading indicator of the health of the Mexican economy. The growing deficit at the beginning of the 1980s was as worrisome as the surplus following the 1982 devaluation was a cause for celebration. As the cumulative difference between inflation in Mexico and the United States grew faster than the peso was devalued, the early undervaluation of the peso turned into a worrisome overvaluation by mid-1992. With the change in the international position of the peso during the past decade, the relatively rapid growth of the deficit on current account has been a subject of sharp debate among Mexican policy makers and analysts.

Official economists repeatedly assert that the growing trade deficit is no cause for concern. Their evidence: 1) imports of intermediate and capital goods have grown; 2) the public sector is generating a surplus on current account and private imports are financed by the banking system; 3) non-traditional exports from the manufacturing sector are quite dynamic; 4) inflows of private investment funds are more than adequate to finance the deficit; and 5) foreign exchange reserves in the Bank of Mexico are at an all time high.

Independent analysts, however, counter that many of these same features should be a cause for concern. Among their arguments: 1) a substantial part of the import bill (including intermediate goods) is for an affluent few, or to substitute mass consumption production by Mexican industries which have been driven out of business; 2) much of the growth of non-traditional exports has been in the auto industry, but on the whole this industry has been generating a deficit, as the value of parts imports incorporated into finished products exceeds export earnings; 3) mobile foreign capital imports were channeled into high yielding government paper and the Mexican stock exchange which can easily be taken out of the country, should rates fall, investors lose confidence, or other countries offer better terms (witness the fall in the Mexican stock market in June 1992 and the resulting capital flight); 4) foreign exchange reserves are sufficient to cover less than one-half year's imports and are insignificant in the context of the threat of capital flight.

The Mexican foreign capital market is in serious disarray. Massive inflows of speculative private foreign capital are temporarily financing the trade deficit and bolstering the central bank's reserves. But this outside assistance is very costly: real returns on foreign financial investments in Mexico are more than double those available in the USA or other financial centers, while long term foreign claims on domestic resources auger ill for the ability of the Mexican economy to finance its foreign sector without continuing peso devaluations, domestic inflation, and depressed living standards.

The dependence on foreign direct investment is also troublesome. In a rare public speech, the chief economic advisor to the President, Jose Cordoba, warned in mid-1992 that Mexico will require more than \$15 billion each year over the next decade in order to maintain the present momentum. He was not sanguine about the chances of sustaining a flow of this magnitude, given the dynamics of the Mexican economy and the competing opportunities for investment in the world economy in the coming years. The implication is

that Mexican financiers will have to begin transferring resources from speculative and commercial investments to productive projects, and that the very high propensity to import will have to be reduced. Both of these changes would require profound changes in policy and behavior, changes which are contrary to commitments evolving out of the negotiations for the NAFTA.

4) Employment. The Mexican government boasts of low unemployment rates. Its periodic surveys show national rates of less than 3% while few individual cities report more than 5%. In a country where poverty is increasing, nutritional standards are declining and migration is a permanent feature of the labor market, such reports may seem unrealistic. Some details from the surveys help put this information into perspective: more than one-quarter of the labor force works less than 35 hours a week, and a surprising 5% of the employed reports that it labored without spending any time on the job! Low unemployment rates are also the product of a social system which offers no welfare or unemployment insurance system, and any who are unemployed must fend for themselves to survive.

In Mexico, people are eking out an existence in the burgeoning service and commercial sectors, where poor and unproductive rejects from the rest of the economy must compete. The restructuring of industrial and agricultural production forces people into the service sector and the migratory labor force in agriculture within Mexico and to a broad range of jobs in the United States. The ranks of itinerant and semi-fixed merchants in the urban areas are now so large that these groups are now a major political force, often displacing established commercial interests. While the struggles between these groups exacerbate urban problems, the Ministry of the Treasury is (perhaps) inadvertently strengthening the position of these newcomers, developing new systems to incorporate them into the formal economy by developing simplified systems for them to report their activities and pay taxes.

The rural employment picture is much more complex. On the one hand, many regions report an actual labor shortage to continue traditional agricultural activities, because off-farm employment has grown to such an extent that during peak labor demand periods (for preparing the land and harvesting), people can no longer easily take a leave to attend the demands of the farm, and then return to their jobs. As a result, although vast tracts of rain-fed land are no longer cultivated, farmers without access to capital to improve traditional methods cannot raise yields sufficiently to warrant people risking their jobs to assure the harvest. In contrast, temporary employment opportunities abound in commercial, export-oriented fruit and vegetable production. Brigades of "swallows", as the 4 million migratory workers are called, travel from region to region in search of work as different crops mature, earning only a precarious existence and exposing themselves and their relatives to the worst horrors of agrochemical and gastrointestinal poisoning.

Each year, many millions of Mexicans decide to risk their lives attempting to cross the US border in search of work. Although the Immigration Reform and Control Act of 1986 enabled more than 2 million Mexicans to legalize their residence in the USA and was supposed to control the flow of undocumented workers, as many as 5 million Mexicans are now estimated to be working in the USA. This outlet for the more adventuresome workers provides an escape valve, providing an important supplement to individual incomes and reducing social tensions in all parts of Mexican society; for the country it represents a net inflow of about \$5 billion dollars a year in foreign exchange. Although it is a continuing source of irritation in bilateral relations, this part of the labor market has become an essential ingredient in the Mexican government's domestic economic stabilization planning process.

5) Privatization. The international financial community has joined its Mexican counterparts to redistribute public sector holdings among themselves. Certainly there was great need for rationalizing the public sector, which had grown to elephantine proportions during the preceding two decades; the state built basic industries and services to promote industrialization, and during the 70s salvaged troubled private enterprises. In addition, it created other businesses through various public programs to stimulate entrepreneurship among grassroots organizations. Through the decades, growth and stability were more important than profitability.

Privatization in Mexico has become famous for its rapid pace and broad scope. During the past decade more than 430 public sector enterprises have been sold, with most of the proceeds going into a "Fondo de Contingencia". The funds are being used to repurchase some of the country's outstanding public debt at a discount and to retire part of the sizable internal debt, offering the government the opportunity to further reduce the internal constraints on public sector spending. The international press frequently notes the generosity with which the winners have been treated.

Among the most notable successes of these privatization sales were the telephone company (Telmex) and the commercial banking system. Telmex's sale to a group headed by a wily entrepreneur, Carlos Slim, together with Southwestern Bell Telephone Company and the France Cable and Radio Company is a saga yet to be fully revealed. This company not only is among the most profitable in the world (\$1.1 billion profits on a net worth of \$3.9 billion in 1991), but has become the most heavily traded of the Mexican companies on the New York Stock Exchange. The banks were divvied up among the financial groups of Mexico's richest and most prominent families, and since the transfers of ownership, they have been strengthened by a series of measures to increase the number of customers and bank deposits.

Privatization touches virtually every aspect of life in Mexico, reflecting the pervasiveness of government intervention in the economy on the eve of the crisis. The heavy public subsidies to productive activities were an explicit part of the development strategy, since they permitted substantial profits in other sectors where private businesses bought inexpensive goods and services from public enterprises. Privatization, then, permitted and even obliged a sharp rise in the prices of these goods, seriously afflicting less privileged industries and consumers. The cost of local telephone service increased dramatically with the introduction of measured service, while the nation's burgeoning private toll road system is among the most expensive per kilometer in the world. With the sale of the food processing and distribution agency CONASUPO, many supermarkets in working class and marginal areas were closed, some inexpensive goods ceased to be available while others increased sharply in price. Throughout the society, the privatization process, which is also extending throughout the rural economy (see below) and even to the heretofore sacrosanct petroleum industry, is providing an opportunity for private entrepreneurs to further amass unprecedented economic and political control over the domestic economy.

6) The concentration of capital. The rewards to the Mexican beneficiaries of the new development and international integration strategy are fabulous. In Chapter 6, I pointed out that labor's participation in Mexican personal income had declined from 36% in the mid 1970s to 25% in 1988; by 1992, this had fallen even further to 23%. The data from the Mexican Stock Exchange offer an even more vivid picture: less than 8,000 accounts, including about 1,500 owned by foreigners, control more than 94% of the total value of shares in public hands.

This centralization of wealth aroused the admiration of the international press. *Business Week* identified (29/VII/91) five members of a "protected plutocracy", President Salinas' "cronies" as the article called them, who have benefitted handsomely from the neo-liberal reform package. More recently, *Forbes* (20/VII/92) placed them and two other Mexicans among the 289 richest people in the world, whose family worth is greater than \$1 billion each. Increasingly, however, questions are being raised both at home and abroad about growing social and economic polarization in Mexico.

7) The Mexican stock exchange and the role of foreign capital. This new elite is very proud of its role in internationalizing Mexican capital and the players in the Stock Exchange (BMV). In mid-1992, 20% of the total value of securities is held in a very small number of foreign accounts.

The BMV currently plays a very special role in Mexican economic affairs. In spite of the fact that so few people can afford to invest in the market, the government has attached a great deal of importance to fluctuations in share prices, and the state development bank, Nacional Financiera, plays a major role in attempting to assure an orderly market, through transactions executed by its Mexico Fund. As more shares are cross listed on the NY Stock Exchange (American Depository Receipts), the influence of international

political events and the political uncertainty surrounding the free trade agreement add an air of instability to the market, which makes investment even more speculative and unpredictable.

Foreign capital plays an increasingly dominant role. Government figures show that foreign investment is increasing by leaps and bounds; most investment, untied to any particular investment project. Even the directly productive investment is concentrating in the commercial and service sectors, propagating various types of franchise operations and implanting US styles of merchandising which are destroying local businesses. Outside of the computer and automobile industries very little is directed to new productive facilities in manufacturing.

Foreign investors are well rewarded, especially when they do not make productive investments! During 1991, almost \$20 billion took advantage of Mexico's new opening to feed a spectacular boom of stock prices; the Mexican environment was particularly congenial, not simply because the index doubled during the year, but also because there is no effective capital gains reporting or taxation mechanism. In mid-1992, when stock prices began to stagnate, domestic interest rates for passive investments were still almost three times the prevailing prime rate in the US.

8) The restructuring of the public sector. The trimming down of the public sector and the redirection of its programs to promote the interests of capital are prime objectives of the present regime. Many state firms that operated at a deficit were eliminated, public services were cut back, and user charges raised substantially. On the revenue side, tax collection is being reinforced and new groups drawn into the ranks of taxpayers; the changes in regulations are so frequent and complex, that a new insurgent taxpayer movement charges the government with "fiscal terrorism".

The cutbacks in the bureaucracy and in public services for the working class and peasantry are not simply measures to deliver the existing social wage more efficiently; they represent deep cuts in service levels and a deterioration in quality. The changes have been so profound that privileged employees throughout the economy (including the government) are being offered supplementary private sector health insurance, educational and other benefits. The other substantial change on the expenditure side has been the important reduction in the costs of servicing the debt, both internal and foreign, as domestic interest rates fell, and part of the principal was retired or renegotiated. On the revenue side, the surprising result of the changes is that taxes as a proportion of gross domestic product have not varied substantially over the past decade; nor has the government been willing or able to impose heavy taxes on the main sources of personal enrichment since the policy changes of the 1980s. On balance, then, the government has forcefully reoriented its entire program to benefit the rich and shelter their incomes from taxation.

9) The reorganization of rural Mexico. Rural Mexico is a special bastion of traditionalism, a particularly important sector if the Salinas modernization program were to proceed. During the first few years of the reform program, the administration concentrated on channeling resources to the private farmers and those ejidatarios who were willing to reorganize their land holdings so that might be cultivated efficiently using new technologies to produce export crops. At first, the government explicitly abandoned its commitment to food self-sufficiency, but later modified its position as food imports rose to an alarming \$5 billion and the popular outcry became widespread; but here again, supports for maize and bean production were systematically channeled to the nation's richest farmers in the irrigation districts and the fertile plains of the north, rather than to the peasant farmers of the center and south who traditionally sowed these crops on rainfed lands.

The rural scene was dramatically transformed in late 1991 when President Salinas unveiled his amendments to Article 27 of the constitution. The new plan, which was ratified in less than two months by the Congress and the legislatures of all 31 states, proposes to reorganize land holdings and inject corporate capital into farming, modernizing rural production in a way that a corrupt and underfinanced bureaucracy has not been able to do for almost a half century. By permitting ejidal title holders to enter into a wide variety of commercial contracts, the private sector is expected to finance the land improvements and

cultivation. Many observers consider that the new program will probably be very effective in integrating a select group of farmers into a new vibrant agricultural export model. The remaining millions of farmers, whose plots are too small and/or whose land is of marginal quality, will find themselves increasingly isolated from the institutional and financial supports which allowed them to continue in the face of unfavorable market conditions (including heavy export subsidies for grains by the advanced countries). The Undersecretary of Agriculture predicts that more than 13 million people will be forced to emigrate from poor farming communities during the next decade.

To many thoughtful critics, the country can ill afford the effects of a narrowly defined program like the one presently being implemented.⁶ The environmental and social problems which another massive rural-urban migration would occasion are beyond the capabilities of the system to manage in either economic or political terms. It also seems particularly unfortunate that at the very moment when Mexico is beginning to negotiate more equitable terms for the export of its fruits and vegetables, the government is forcing a very productive sector of farmers to cultivate grains rather than more profitable fruits and vegetables.⁷

10) The anti-poverty program. Mexico's anti-poverty program, Solidaridad, offers an important case study in the use of public largesse for political goals. The program provides an institutional framework in which organized local groups can channel their collective energies into local improvement projects for collective infrastructure projects, such as schools, water and sewage systems, paving streets, park development and beautification. In the midst of a deepening crisis, the program attempts to communicate that the government, the ruling party, and most especially the president, are concerned for people's welfare. The administration is clear about Solidaridad's important mission of mobilizing political support.

A program of new productive enterprises was created to counter the charge that it is essentially make-work program without any lasting impact. As in past versions of this strategy, the main stumbling block to the success of such enterprises is the inability of the bureaucracy to work honestly and steadily in a collective undertaking which requires reinvestment of profits and substantial on-the-job training. This approach has failed time and again, not for lack of resources, but rather because of the organizational and entrepreneurial skills which cannot be readily instilled in groups of poor people skeptical that the benefits will be theirs to share in the future; past experience frequently showed them just the contrary, and leads them to believe that corruption and inefficiency will seal the fate of these enterprises, long before they have a chance to succeed.

Solidaridad, then is a showcase program, a celebrated example of the skillful exercise of state power for political mobilization in marginal areas. It communicates an apparent concern for the welfare of many groups which are not part of the dominant modernization and integration scheme. In an environment of marginality and hostility or mistrust, this program creates a window of opportunity for people desperately struggling to survive or opportunistically resigned to accept whatever crumbs they can glean from the federal budget. Solidaridad does not fool many into believing that the present economic strategy offers real opportunities for "*Los de abajo*".⁸

The spoils (and costs) of success

The Salinas reform program sparked an early recuperation in economic growth. The government overcame the confidence crisis and reduced the credibility gap which had been so significant in undermining similar programs elsewhere in Latin America; in fact, one American expert likened the "radical nature" of the fiscal alignment in Mexico to "four or five Gramm-Rudman adjustments that the United States has never even managed one".⁹

Public support for the regime is still quite widespread. The international press understandably celebrates the substantial benefits which the Mexican adjustment process has delivered. It offers concrete evidence of the bounty of the neo-liberal economic package, and a model to be adapted for the solution of the adjustment problems suffered by other countries in the hemisphere as well as by those which recently

emerged from the economic union of so-called socialist countries of eastern Europe. The bold steps to overcome the "revolutionary heritage" which led the country to back away from joining the GATT in the early 80s, to limit the role of foreign investment in the economy, and to insist on protecting workers and the peasantry, are widely praised as examples for others to follow. The reform package has delivered tangible benefits to important segments of the international banking and industrial community: preferential access to enterprises in the process of being privatized; a draconian program of wage controls to assure high profit rates; easier access to the country's abundant natural resources; and very high yields on financial investments, often sheltered from taxation.

A short list of the special benefits delivered to the various social groups may help to explain the continuing internal support: 1) high domestic interest rates for holders of the internal debt during the first stage of the program assured enthusiasm from the rentier class; 2) a virtually unlimited (and very profitable) flow of imported consumer goods by the commercial sector helped control inflation and made a real contribution to the welfare of the working poor while allowing the rich to enjoy a consumer binge of unprecedented proportions; 3) the legalization of several million (illegally) imported vehicles ostensibly for use in rural Mexico, was a very inexpensive way of reducing discontent among a numerous group of poor (but not destitute) farmers and influential provincial leaders; 4) high profits for the newly privatized financial system were assured by permitting a large spread between passive and active interest rates, and by creating a new obligatory pension system to be administered by the banks; and 5) credit programs to promote private consumption of computers, automobiles, and other consumer durables as well as to finance housing assuage the ire of the middle class, which was particularly hard hit by cutbacks in the bureaucracy, declines in real incomes, tighter controls on wages and taxes, and disproportionate rises in the costs of services.

As we suggested at the beginning of this chapter, however, the program is in danger of becoming a Pyrrhic victory. The short-term gains are coming at the cost of dismantling the economy and disintegrating the society. Competing imports have displaced entire segments of industry oriented towards the internal market; producers often transform themselves into importers, unable to compete with the price or relaxed quality standards allowed for imported goods. The plight of rural producers is even more dire: the onslaught against the peasantry has intensified, as government withdrew its support and the private sector is concentrating on specific regions and producer groups. Dynamic sectors—the apparent beneficiaries of an internationalized economy—like the maquiladora plants, the auto and computer industries, the financial intermediaries, and tourism, are certainly generating attractive profits for their owners, and sizable volumes of "non-traditional" exports, but they do not create sufficient employment opportunities to meet the needs of the labor force, nor will they redistribute income, since they are tightly controlled by a small financial elite.

The environmental disaster of uncontrolled growth is also coming home to roost. The problems of Mexico City are legion and well known. The explosion of the main sewage line in Guadalajara as a result of fuel seepage suggested the depth and breadth of the damage that contamination has inflicted throughout the country. The border's problems are not uniquely Mexican, but the hoard of children born without brains in 1992 along the Texas border were all of Latin mothers. The President has declared the environment to be a priority, and was awarded a prize for his bold statements, but the present strategy offers little solace to those who are searching for a more balanced pattern of growth.

An integrated future

Both George Bush and Carlos Salinas have staked a great deal of their political future on the free trade negotiations.¹⁰ As the national teams wind up the NAFTA negotiations, it is becoming clear why opposition has spread from human rights, labor, and environmental groups to broad segments of the business community. The apparent contradiction between favorable public opinion surveys and the deep seated opposition from many knowledgeable commentators is a result of the divergence between the promised benefits to consumers and the worrisome results of specific sectoral forecasts which project

declining employment and/or incomes for broad segments of the population in all three countries. Most of these evaluations agree that the governments of all three nations will be unable to oblige the beneficiaries from the trade agreement to compensate the losers within each country.

As the negotiations draw to a conclusion, a new phenomenon has emerged in Mexico: the beginning of broad-base coalition politics that transcends national boundaries, individual issues, and sectarian positions. The Mexican coalition has been successful in forcing the government to reveal more about the negotiating process than it would have liked (but still not much), and to seriously listen to the concerns of grassroots constituencies (although not modify its strategy). The NAFTA negotiations have introduced another important new element onto the political scene in Mexico: multinational collaboration has also become an acceptable and even an almost respectable tool for the political opposition. These modifications in grassroots and party politics will have far-reaching and unpredictable effects in the future.

The economies of North America are integrating. The FTA will accelerate this process, but cannot address the fundamental problems of any of the three. For Mexico, integration will mean more trade and more employment; production will continue to increase in certain privileged sectors. Productive imbalances and social polarization are exacerbating. But now there are fewer institutions prepared to deal with the problems that the new strategy is creating and the people that it is leaving behind. The present strategy is betting that foreign investors will bring sufficient resources to Mexico to pay to correct the problems: This seems like a hazardous gamble.

Dale tiempo al tiempo

Mexico's economy will become even more distorted in the coming years, if the present development strategy has time to mature. Important segments of the population are being excluded, and the country's wealth is being revalued: resources under peasant control are being devalued while those in the hands of the rich are becoming more important. No thought is given to preserving the country's rich heritage for posterity; Mexico boasts a natural cornucopia, an indigenous past, an anti-colonial struggle, a brilliant and abundant storehouse of cultural and artistic creativity, but this has no value, except if it can be sold on international markets or to fickle tourists.

The War Economy proposed in the first edition of this book has been widely discussed. The peasant based food self-sufficiency strategy it offers, while workable, is not a sufficient alternative. Food production has become too devalued, too limited in scope, to offer a viable option for most people in rural Mexico. In the face of the current narrow model of industrial modernization, there is a clamor for a more diversified productive base, taking advantage of abundant and varied natural resources and the enormous reserve of inherited knowledge stemming from treasured cultural differences. Such an approach requires solutions to productively employ an important part of Mexico's population that still struggles to remain in the countryside.¹¹

Today's "científicos" are in such a hurry to eradicate this shameful and obsolete native heritage that they have no time to search for an alternative. The culinary wealth and diversity is no more cherished than the enormous treasure of biodiversity which is being annihilated by transnational hybrid seeds and other paths of progress. Both are themes for poetic discourse, but like the paintings of its famous artists, or the musings of its writers and poets, they are appreciated more for their marketability than their intrinsic worth. Their contribution to the earth's integrity or society's enjoyment is recognized by very few.

These technocrats are unwilling "to give time a chance," as the popular Mexican expression might be translated, to allow society to adjust to the gradual process of international integration which is linking nations and cultures. And they forget the lesson of another popular saying: that "simply by waking up earlier, the sun won't rise sooner."¹² That is, Mexico —the country, its people, its culture— will not magically change its course, its very essence, simply because the President orders its industrial structure modified, its resources sold or leased out, or foreign goods imported on a massive scale. The country is beginning

to realize the nature of the changes underway; most Mexicans will not easily acquiesce. It is still too soon to predict the modifications they will demand. It is likely, however, that the neo-liberal dreams of today's ruling elites will be shattered by the vigor of Mexico's extraordinarily diverse and vigorous but impoverished peoples.

ENDNOTES

1. Guillermo Bonfil Batalla wrote a very significant book, *México Profundo: Una civilización negada* (Mexico: Grijalbo, 1987), about the importance of Mexico's indigenous heritage for the country's present-day vitality. His recent death leaves us with the message of the urgency of preserving and enriching our society by assuring a cultural and economic diversity for the future.

2. A group of technocrats in the highest levels of policy making who are mechanically applying the precepts of neo-liberal restructuring to all dimensions of life in Mexico. They are broadly criticized by sensitive analysts throughout Mexican society for their lack of consideration of many important facets of national life and their apparent disregard for the welfare of the mass of poor people who comprise more than 75% of the population. They are named after a similar group who dominated high policy positions during the lengthy period (1876-1910) before the Revolution when President Porfirio Díaz imposed a dictatorial regime. For more on this period, and a general introduction to the profound problems that presently beset the country, see Judith A. Hellman, *Mexico in Crisis*, New York: Holmes & Meier, 1983, (second edition).

3. This is the title of a best selling book about Mexico by NY Times reporter Alan Riding (New York: Random House, 1986).

4. Mexico is playing an active role in negotiating free trade agreements (fta) with other Latin American countries. Even before the fta with the United States was signed, it had signed an agreement with Chile and negotiated others with the Central American countries and with Venezuela and Colombia. A similar agreement is likely to be negotiated with the Mercosur (Argentina, Brazil and Uruguay).

5. Teresa Rendón and Carlos Salas are among the most insightful analysts of the employment and wage data in Mexico. For a short discussion of recent trends see their article: "Subocupación o trabajo precario? Algunas características del empleo en México en los años ochenta," en *Demos*, Number 5, 1992.

6. For an informed discussion of this policy direction, see the various articles in Cynthia Hewitt de Alcantara (ed.), *Reestructuración económica y subsistencia rural*, México: El Colegio de México, 1992.

7. Production controls are imposed by allocation of water use permits in irrigation districts. If farmers in selected areas wish to receive water to cultivate export crops, they must also agree to produce basic grains for the internal market; high internal prices, however, guarantee attractive rates of return on these crops.

8. This is the title of a popular and universally acclaimed novel of the revolutionary period by Mariano Azuela celebrating the ideals and victories of those who joined the struggle (1912).

9. This is a judgement made by a group of analysts from the International Monetary Fund; the American, Dr. William Cline, of the Institute of International Economics, was referring to the severe budget cutting measures which the Congress unsuccessfully attempted to impose on the US presidency. *IMF Survey*, July 6, 1992, pp. 214-215.

10. Although the Canadian Prime Minister also strongly supports the NAFTA, his popularity is already so low that few predict that he will survive the coming elections.

11. This short paragraph owes a great deal to Guillermo Bonfil's insightful argument that a recognition of the vitality of Mexico's indigenous past is essential for a solution to the country's present problems. The search for these solutions is the basis for our present research agenda. One of his last articles "Por la diversidad del futuro" (*Ojerasca*, Number 7, April 1992, pp. 12-18) vividly expresses the problems created by the confrontation between the trend towards neo-liberal globalization and the possibility, indeed the necessity, of a different more plural world, if humanity and the earth itself are to survive. This current of thought has become increasingly pervasive in Mexico and elsewhere in the third world, where people of many different persuasions and approaches are developing these ideas as analysis, programs, and political platforms.

12. In Spanish: "No por mucho madrugar, amanece mas temprano."

VOLKSWAGEN DE MÉXICO: UNA REESTRUCTURACIÓN SALVAJE

Arturo Anguiano

1. Un conflicto revelador

El reciente conflicto en la empresa Volkswagen de México ha sido un verdadero revelador de la situación de los trabajadores mexicanos y de las inquietantes perspectivas de sus sindicatos.

La Volkswagen es una de las empresas más prósperas del país y con mejores posibilidades de desarrollarse en el marco del Tratado de Libre Comercio con Estados Unidos y Canadá¹. El Sindicato Independiente de Trabajadores de la Industria Automotriz Volkswagen de México (SITIAVW) -destacado por una actividad sindical intensa, capacidad de respuesta y múltiples experiencias de movilización y huelgas- había logrado un contrato colectivo, prestaciones y salarios que lo mantuvieron muy por encima del promedio de los

1 Entre 1988 y 1991 la empresa Volkswagen de México incrementó su producción en un 249%, al pasar de 59 mil 846 a 208 mil 940 vehículos y en 1992 esperaba alcanzar la cifra de 240 mil. Sus ventas externas fueron de 473 unidades en el primer año mencionado a 50 mil 503 en el segundo y ascendieron a 31 mil 247 durante el primer semestre de 1992. En el mercado nacional, tan sólo en 1990 incrementó sus ventas en 72.4% (Cifras de la Asociación Mexicana de la Industria Automotriz, tomadas de *La Jornada*, 18.08.92). Sobre las expectativas de la industria automotriz frente al TLC véase por ejemplo "Cinco industrias en el umbral del libre comercio", *Comercio exterior*, México, agosto 1982, pp. 724-730.

trabajadores². De golpe, el pasado 18 de agosto de 1992, por decisión de un organismo gubernamental (la Junta Federal de Conciliación y Arbitraje, dependiente de la Secretaría del Trabajo y Previsión Social, STPS) fueron completamente desmantelados todos los logros alcanzados por el sindicato durante dos décadas y se desmoronaron la fuerza y la estructura organizativa y participativa que lo habían singularizado dentro del panorama sindical. Literalmente, de la noche a la mañana fueron despedidos más de 14 mil trabajadores sindicalizados y recontratados casi todos ellos, pero en condiciones precarias. Su propio sindicato amaneció transfigurado y, sin que entendieran porqué, hubieron de reafiliarse a él de manera obligatoria.

Se puede comprender que un conflicto al interior de un sindicato -como el que se entabló en el sindicato de la Volkswagen de México durante los meses de julio y agosto de 1992- sea aprovechado por la patronal para hacer avanzar propuestas que no había podido negociar en los tiempos y ritmos normales de las negociaciones capital-trabajo. Pero es difícil concebir un desenlace tan dramático y de consecuencias tan profundas y duraderas sin un cambio cualitativo de la relación de fuerzas de los actores sociales. La clave aquí, como muchas cosas en México, no se encontrará sin considerar el carácter, la magnitud y el peso decisivo de la intervención gubernamental. Por esto podemos decir que el conflicto en la Volkswagen revela también la naturaleza del programa de reestructuración social y política, y no sólo productiva, que pone en práctica el gobierno de Carlos Salinas de Gortari.

2 Para una rápida hojeada de la historia del contrato colectivo y la situación de los trabajadores en la empresa véase Graciela Bensusán y Carlos García, "Las relaciones laborales en la Volkswagen de México", *La Jornada Laboral*, México, núm. 19, 27 de agosto 1992, pp. 3-7. También pueden consultarse con provecho Fernando Herrera Lima, "Reestructuración de la industria automotriz en México y respuesta obrera", *El cotidiano*, núm. 46, marzo-abril 1992, pp.27-33 y Enrique de la Garza, "Reconversión industrial y cambio en el patrón de las relaciones laborales en México", en Arturo Anguiano, coordinador, *La modernización de México*, UAM, México, 1990, pp.347-349.

2. La división del sindicato

El primero de julio estalla una huelga en la planta Volkswagen por la falta de acuerdo entre el sindicato y la empresa respecto al monto de incremento salarial. 36 horas después, sin embargo, se levanta la huelga y concluye así la revisión salarial y del contrato colectivo. Sin embargo, pronto trasciende la existencia de un "convenio marco sobre flexibilidad" firmado en forma paralela por el secretario general del comité ejecutivo (CE) del sindicato, Gaspar Bueno, y la representación de la empresa, sin que se haya consultado e informado ni a la comisión revisora (de la que formaba parte el CE y que era la encargada de la negociación durante el conflicto) ni mucho menos al conjunto de los trabajadores.

Comienza a manifestarse cierto descontento por el intento de la empresa de aplicar las desconocidas medidas del convenio secreto. El 20 de julio se reúnen algunos delegados seccionales (170 de 214) y, con el apoyo de 9 mil firmas de sindicalizados, llaman a una asamblea general. Esta se realiza el 21 de julio y en ella se decide destituir a la dirección sindical, criticando en particular al secretario general, a quien acusan de haber negociado a espaldas de las bases, afectando el contrato colectivo. Ahí se nombra un comité interino y se solicita su reconocimiento ante las autoridades laborales³.

Cristaliza así la división del SITIAVW que se había expresado hacía unos meses con motivo de la elección del comité ejecutivo. De hecho, el comité interino y el movimiento de protesta que se inicia será encabezado por Jesús

³ En México, el gobierno se ha reservado una intervención decisiva en la vida de los sindicatos con el fin de encuadrarlos y regimentarlos mediante innumerables medidas administrativas y legales. De hecho se atribuye la prerrogativa de validar o nulificar la existencia de los sindicatos con el expediente del registro y el reconocimiento de las direcciones sindicales.

Valencia, quien había sido candidato a secretario general por la planilla derrotada en diciembre⁴.

A la inestabilidad de la situación en que se encontraba la nueva dirección sindical, se añade así un enfrentamiento que dividirá y polarizará al sindicato. Surgen protestas y movilizaciones. Más aún, los disidentes realizan algunos paros en la planta entre el 20 y el 22 de julio para presionar por el desconocimiento del comité ejecutivo.

La empresa se declara al margen del conflicto y desde el día 27 decide suspender unilateralmente todas las labores. El 28 de julio, bajo el argumento legal de "fuerza mayor", demanda ante la JFCA la terminación de las relaciones laborales colectivas e individuales con los más de 14 mil trabajadores sindicalizados. Ese mismo día, de manera por demás simultánea y coincidente, empresa y dirección sindical rescinden y expulsan respectivamente a 14 trabajadores impulsores del movimiento, todos ellos delegados sindicales de sección y miembros del comité interino.

La Secretaría del Trabajo no reconoce la legalidad estatutaria de la asamblea ni por ello mismo sus acuerdos. De esta forma, en medio de movilizaciones e intentos de mediación por parte del secretario del Trabajo, los disidentes repiten el procedimiento apegándose estrictamente a las normas estatutarias. Entonces, en una nueva asamblea general que reunió el 15 de agosto a 9 mil 494 sindicalizados, de un total de 14 mil 233, incluyendo a los 152 delegados secciones convocantes, se ratificó el desconocimiento de la dirección sindical y el nombramiento del comité interino. No hubo tiempo ya para que la Secretaría del Trabajo mostrara su disposición a aceptar la clara decisión

⁴ En las elecciones para el cambio de la dirección sindical efectuadas el 28 de noviembre de 1991 participaron 17 planillas, teniéndose que efectuar a principios de diciembre una segunda vuelta electoral pues ninguna de ellas alcanzó más del 30 % de votos requerido por los Estatutos. De las dos planillas con mayor apoyo salió electa, por sólo 80 votos de diferencia, la encabezada por Gaspar Bueno, en un contexto de fuerte abstencionismo ya que votaron 6471 trabajadores de un padrón de más de 10 mil.

colectiva de los trabajadores de la Volkswagen ni validar su proclamada neutralidad.

3. El golpe

El 17 de agosto la Junta de Conciliación y Arbitraje, que difícilmente actúa al margen del gobierno a pesar de su autonomía formal, emitió una decisión favorable a la solicitud de la empresa, dando por terminadas las relaciones laborales individuales y colectivas con los trabajadores sindicalizados de la empresa automotriz. Esto significa el fin del contrato colectivo hasta entonces vigente, el despido e indemnización de todos los trabajadores.

Sin embargo, supuestamente gracias a la intervención del secretario del Trabajo, Arsenio Farrell, los dirigentes sindicales y los representantes de la empresa se reúnen de madrugada, y elaboran y firman en unas horas un nuevo contrato colectivo. Y hasta nuevos estatutos del sindicato, planteados como condición de la empresa para la negociación.

Nuevo contrato colectivo, nuevas relaciones de trabajo, nuevos estatutos sindicales, nuevo sindicato, dirección sindical readecuada. Todo cambió sorpresivamente sin que los trabajadores tuvieran ninguna participación en la creación del renovado escenario donde fueron forzados a regresar a trabajar, a riesgo de perder el empleo y el sustento. Quedaron en pié, por supuesto, las sanciones y exclusiones de quienes dirigieron y destacaron en la movilización. Sólo se dió la recontratación del 90% de los trabajadores, cerrándose las puestas de la Volkswagen, entre otros, a los delegados disidentes.

Al final de cuentas, ni hubo cierre definitivo de la Volkswagen de México, ni se indemnizó a nadie (la empresa se ahorró un gasto considerable). Es decir, en el fondo no existió *terminación* de las relaciones laborales, como lo dispuso

el laudo de la JFCA, sino un *cambio drástico y generalizado de las condiciones y las relaciones de trabajo*, facilitado por la intervención gubernamental en el conflicto. Es más, la fragilidad y ausencia de sustento legal del acuerdo de la JFCA -una opinión generalizada en los medios jurídicos y de la opinión pública mexicana⁵-, fue lo que condujo a los actores del desenlace inesperado a tratar de impedir su cuestionamiento o posible anulación.

Los trabajadores automotrices, en efecto, sólo fueron recontratados mediante la *firma previa* de un documento en que se obligaron a manifestar su conformidad con el laudo del 18 de agosto, comprometiéndose a no efectuar ninguna acción contra él, incluso a desistirse de intentar un juicio de amparo, que era la inmediata respuesta legal a interponer. Renuncian incluso a la posibilidad de afiliarse a otro sindicato distinto al SITIAVW y queda asentado que en caso de que se produjera cualquier modificación del laudo y en el convenio del 18 de agosto, el vínculo laboral se terminará automáticamente.

4. La caída

Todavía resulta difícil medir y sopesar plenamente la magnitud de la pérdida de logros históricos de los trabajadores de la Volkswagen de México. No sólo porque resulta fragmentaria la información sobre el nuevo contrato colectivo, sino también porque falta observar la manera como se implementarán las medidas de reestructuración productiva que expresa.

⁵ El artículo 433 de la Ley Federal del Trabajo invocado por la JFCA para validar el laudo contra los trabajadores de la Volkswagen, presupone el cierre definitivo de la empresa para dar por terminadas las relaciones laborales y finiquitar el contrato colectivo y liquidar a los trabajadores. Para la versión oficial puede verse Manuel Gomezperalta, "VW: respeto a los derechos adquiridos", *La Jornada*, 25.08.92 y Francisco Hernández Juárez, "VW: experiencias para la modernización laboral", *La Jornada*, 24.08.92. Una crítica representativa es la del conocido abogado laborista Nestor del Buen, "Laudo Habemus", en el mismo diario, 18.08.92.

Al parecer, el nuevo contrato colectivo de trabajo modifica drásticamente el anterior (más de la mitad de las cláusulas) y crea cinco nuevas donde se incorporan las disposiciones del famoso convenio sobre la flexibilidad que suscitó el conflicto al interior del sindicato⁶.

De hecho, las modificaciones se inscriben dentro de la política de reestructuración productiva que el gobierno de Salinas ha estado poniendo en práctica en vistas a la modernización de la economía y su preparación para el relanzamiento en el marco del Tratado de Libre Comercio de la región norteamericana. Su objetivo inmediato es el *restablecimiento de la autoridad patronal en la empresa y la flexibilización de las relaciones de trabajo*. De esta forma se busca crear las condiciones para el mejoramiento de la productividad del trabajo, verdadero Talón de Aquiles de la economía mexicana.

Por principio de cuentas, la empresa se atribuye la aplicación unilateral de la nueva política productiva. Por consiguiente, se excluye al sindicato en la definición de normas y procedimientos de trabajo. Flexibilidad, como siempre, quiere decir primero que nada manos libres para la patronal. Se plantea contractualmente la libre decisión unilateral por parte de la empresa sobre los cambios de puestos, categorías y horarios, y se reserva la cobertura de vacantes (antes fundamental para garantizar la exclusividad sindical en la contratación y la posibilidad de la afiliación forzosa). Más aún, se autoriza la contratación de terceros por fuera del sindicato para no importa qué trabajo dentro de la planta.

En fin, desaparece en la práctica -y en la normatividad- la bilateralidad respecto a la planeación, organización, supervisión y administración de los

⁶ Los datos sobre el contrato, así como la mayoría de las informaciones que sirvieron para la elaboración del presente artículo, fueron producto de un seguimiento de la prensa mexicana durante los meses de julio a septiembre de 1992, especialmente del diario *La Jornada*, el que se distinguió por la cobertura que le dio al conflicto. Para los cambios en la contratación colectiva nos basamos centralmente en las crónicas de Andrea Becerril y Susana Rappo, publicadas en el citado periódico los días 3, 4 y 5 de septiembre de 1992.

procesos de trabajo y en cuanto a la determinación del calendario de producción, que en adelante no tiene porqué informarse siquiera al sindicato.

Se crea un nuevo sistema de trabajo mediante equipos con lo que se introduce en el contrato colectivo el contenido central del convenio secreto sobre la flexibilidad firmado el primero de julio⁷.

Algunas de las nuevas disposiciones contractuales entran incluso en contradicción con lo establecido en la Ley Federal del Trabajo (LFT): contratación ilimitada de eventuales, supresión del ascenso escalafonario basado en la antigüedad, fin del derecho a la capacitación quedando al arbitrio de la empresa, limitación del reparto de utilidades a 28 días de salario en lugar del 10% de las ganancias totales.

Las prestaciones, el ascenso y los salarios quedan ligados a cuestiones como puntualidad, asistencia, conocimientos, habilidades, experiencia, aptitudes, eficiencia y actitud en el trabajo, evaluados en forma exclusiva por la empresa.

Manos libres a la patronal para el restablecimiento de la disciplina estricta del trabajo. Jerarquías y supeditaciones sin posibilidad de cuestionamiento. Por esto se suprime incluso todo procedimiento para apelar medidas disciplinarias. Es el fin del derecho obrero a denunciar abusos de los supervisores y demás superiores jerárquicos. Es el primado de la arbitrariedad de los de arriba.

Menos derechos, más responsabilidades para los trabajadores. Su participación en el nuevo sistema productivo le exige una nueva cultura laboral. No sólo tiene obligaciones respecto a la producción, sino además son *su problema* la calidad, el registro y control de materiales, la búsqueda

7 El asesor del SITIAVW, Héctor Barba, antiguo dirigente de la Tendencia Democrática de los electricistas, lo explica así: "Consiste en que todos los trabajadores entrarán al proceso modernizador a través de equipos de trabajo que tendrán desarrollo propio e integrarán una cadena productiva eficiente, con la modalidad de que la falta de un trabajador será suplida por el resto de los integrantes de la célula" (*La Jornada*, 19 de agosto 1992).

continúa del mejoramiento de los procesos, de la organización del trabajo. Deben ser capaces igualmente de ocuparse del mantenimiento preventivo y ajuste básico de "su" maquinaria, equipo y herramientas, sin olvidar la cotidiana limpieza de su área.

Se ha impuesto, en fin, en la Volkswagen de México, una reestructuración salvaje, completamente vertical y autoritaria. De la noche a la mañana, los trabajadores pasaron de una situación privilegiada en términos relativos, a una situación precaria y un porvenir inquietante.

5. ¿Fin del sindicato?

El nuevo contrato colectivo de trabajo suprimió sistemáticamente todo lo que pudiera significar intervención de los sindicalizados en la administración de sus propias condiciones de trabajo. Es difícil comprender cómo un sindicato caracterizado por su autonomía y una vida sindical activa relativamente democrática, se dejó arrastrar sin opciones hacia el precipicio. Sería descabellado firmar que todo fue preparado y orquestado para destruir uno de los bastiones fuertes del sindicalismo mexicano, casualmente atrincherado en una de las pocas ramas y empresas industriales cuyo desempeño se prevé fundamental en la perspectiva del mercado común norteamericano.

Sin embargo, lo cierto es que un conflicto aparentemente conflicto intersindical derivó en un desastre para el conjunto de los asalariados, el cual por cierto no es diferente del sufrido en todas partes al paso de la tormenta reestructuradora del salinismo.

Ninguno de los actores sociales careció de malicia. Aunque la empresa rechazó en algún momento negociar con cualquiera de las fracciones en pugna (pues les había "perdido la confianza"), es imposible ignorar la

coordinación y acuerdo que en la práctica mostraron todo el tiempo la dirección sindical cuestionada y la empresa. Igualmente la actitud ambigua de la secretaria del trabajo representó una cortina de humo para validar propósitos de la empresa y respaldar a la dirección sindical.

Después del golpe del 18 de agosto parece como si reviviera el comité depuesto sólo para proceder a su suicidio y a la liquidación del SITIAVW. Es público y reconocido que los representantes de la empresa trasnacional exigieron el cambio de los estatutos del sindicato. La estructura intermedia constituida por los delegados seccionales fue desmontada e incluso en el contrato colectivo desaparecieron como interlocutores que eran para la resolución de los conflictos laborales en los lugares mismos de trabajo. Si bien todo el poder se concentró en el comité ejecutivo, en los hechos éste perdió autoridad y dejó todas las decisiones en manos de los representantes empresariales.

Según el comité ejecutivo, la reforma estatutaria se hizo para acabar con el "democratismo y el asambleismo" y darle permanencia y continuidad a la dirección sindical. Pero en el fondo resulta difícil esperar una revitalización de la vida sindical cuando el sindicato le ha sido expropiado, usurpado, a los trabajadores.

A la reestructuración salvaje de las empresas sólo puede seguirle en el sindicato una reorganización vertical que apoye la nueva cultura de sometimiento propugnada por las empresas y el gobierno. No parece haber espacio para sindicatos autónomos y activos en la perspectiva de la "modernización" de la economía mexicana. Por eso se pretende reducir a nada su presencia y su capacidad de acción. El fin del corporativismo, anunciado incluso por Carlos Salinas de Gortari, no se está traduciendo en una desregulación de un sindicalismo constreñido y supeditado a toda suerte de

controles administrativos, sociales y políticos. Se libera al capital, se estrecha la regimentación estricta del trabajo.

Sorprende cómo una decisión legal del gobierno, aparentemente sin validez jurídica, pudo imponer en frío una reestructuración cargada de salvajismo y sin ninguna relación con una supuesta democratización. La situación defensiva, de recelo e incertidumbre en que se ha atrincherado una clase trabajadora asediada y golpeada durante diez años, sin duda prefiguró y condicionó la salida de un conflicto intrasindical cargado de perversión. A su vez, la experiencia traumática del sindicato de trabajadores de la Volkswagen reveló la profundidad de la derrota infringida por el régimen y el empresariado a los trabajadores de México. No obstante, las luchas y resistencias aisladas, pero persistentes, que no dejan de manifestarse en las más diversas regiones y ramas del país, anuncia una situación que no podrá resolverse sino en el largo plazo.

ESTADO, EMPRESARIOS Y CAMPESINOS EN LA MODERNIZACION DEL CAMPO MEXICANO: UNA ESTRATEGIA.

Luis M. Fernández Ortiz.

María Tarrío García.

1. Introducción.

En este trabajo se trata de presentar para su conocimiento y discusión, por una parte, el programa del Estado mexicano hacia el campo, y, por otra, la propuesta de las asociaciones en participación, como una de las acciones modernizadoras para el medio rural, donde de alguna forma se encuentran involucrados, el propio Estado, el sector empresarial y los campesinos. Es todavía muy pronto para poder hacer una evaluación de estas experiencias asociativas, salvo que se trata de homogeneizar las formas de producción en el campo y de otorgar un fuerte protagonismo al sector privado-empresarial que avanza sobre el potencial económico del sector social como un caso más de la política neoliberal vigente.

2. El campo en el Plan Nacional de Desarrollo (PND): 1989-1994.

Un aspecto muy general a destacar en este Plan es su caracter netamente cualitativo: es un documento de estrategias y objetivos, no de metas cuantificables: se trata de señalar el quehacer nacional y las grandes líneas del cómo hacerlo, pero no desagrega los datos ni cuantifica las metas concretas. Todo esto es comprensible si se tiene en cuenta que el PND se ha desglosado después en varios Programas Nacionales de Mediano Plazo, en este caso, en el Programa Nacional de Modernización del Campo. Por lo que se refiere al campo, si bien se aportan algunas cifras en el programa correspondiente, todavía prevalece el enfoque y el énfasis cualitativo. Desde otro punto de vista, este énfasis cualitativo del PND podría sugerir que, a los más altos niveles de la Administración no se tienen datos confiables sobre la realidad concreta del país ni sobre las tendencias y contratendencias más probables, y, quizás peor todavía, no se cuenta con mayores garantías para proponerse y proponer al país, metas cuantificables a conseguir en estos próximos años. Revelaría esto un altísimo grado de incertidumbre en cuanto al futuro de la economía nacional, con lo que se estaría reconociendo, al parecer, la fuerte determinación de las "variables exógenas" (el contexto internacional), cuyo comportamiento nos resulta, desde luego, bastante imprevisible. Si consideramos que, en 1989, México se encontraba ya inmerso en un modelo de "economía abierta", y que la deuda externa (y el servicio de la misma) condicionaba dramáticamente cualquier planteamiento de desarrollo nacional, quizás lo más adecuado era precisamente, mantenerse en este enfoque cualitativo de la planeación y la promoción del desarrollo.

El PND reconoce un contexto internacional con las siguientes características: interdependencia, incertidumbre, seguridad no tanto nacional cuanto colectiva (internacional), competitividad, disminución de la actividad (intervención estatal), decepción de las estrategias del pasado, necesidad de tender a "proyectos socialmente rentables", etc. Se reconoce, también, que "lo fundamental es avanzar para satisfacer necesidades y realizar aspiraciones, y que, en diversas instancias, las estrategias no son fines sino medios para alcanzar los objetivos trazados" ¹

Vale la pena, por otra parte, destacar algunos rasgos del contexto nacional. "A partir del final de la etapa armada de la Revolución" -se dice en el PND- "el país experimentó profundas transformaciones y avances en su economía. Entre 1930 y 1988, el producto interno bruto per cápita se multiplicó por cuatro. Durante varias décadas mantuvimos un crecimiento anual promedio mayor al seis por ciento. La estructura económica y social cambió significativamente. Dejamos de ser un país fundamentalmente agrícola y rural, para convertirnos en una sociedad

predominantemente urbana ². Tanto la contribución relativa de la agricultura al producto, como la participación de la población rural dentro de la total disminuyeron en forma sustancial.

Las transformaciones económicas abarcaron diversos aspectos. En especial, el crecimiento de la infraestructura económica, con el correspondiente aumento de la capacidad productiva del país, tuvo un gran dinamismo que se reflejó en un intenso proceso de industrialización traducido en un marcado cambio en la estructura de la producción. Entre 1930 y 1988, la multiplicación del volumen de la producción de manufacturas implicó que su participación dentro del producto total más que se duplicara, al pasar del 13 al 27 por ciento. Asimismo, la urbanización del país propició que la importancia del sector servicios aumentara significativamente. "Las décadas transcurridas desde el final (de la etapa armada de la Revolución) no sólo han sido testigos de profundos de las transformaciones económicas, sino avances sustanciales, aunque aún incompletos, en las condiciones sociales de vida de los mexicanos" ³. Veamos algunos indicadores señalados en el PND.

El analfabetismo de la población menor de diez años de edad bajó del 61.5 a 5.6 por ciento:

¹. Plan Nacional de Desarrollo, pg. 6.

². PND. (Aclaremos desde ahora que los subrayados, en citas del PND, son siempre nuestros.

³. PND. pg. 6.

- . Sensible disminución, también, de las tasas de mortalidad;
- . El sistema educativo, que en la década de los treinta atendía a ocho de cada cien habitantes, en 1988 atendía al 31 por ciento;
- . Avances similares se observan en la infraestructura de salud, en el número de viviendas con agua entubada y electricidad y en la reducción de la mortalidad por enfermedades infecciosas y parasitarias.

No obstante los avances, -continúa el PND-, "los rezagos continuaron siendo importantes. Un buen número de mexicanos quedaron al margen de los beneficios del progreso. En la mitad de la presente década, alrededor del 20 por ciento de las familias percibía ingresos menores al salario mínimo, y, para más del 15 por ciento de la población, el consumo básico era inferior a la mitad del que se estima necesario para satisfacer las necesidades fundamentales. En el campo existen zonas en que la pobreza alcanza niveles extremos, como lo reflejan los indicadores relativos a la alimentación y la mortalidad infantil en el sector"⁴.

Esta referencia la consideramos necesaria para tener un marco contextual mínimo, de luces y sombras, en el que podamos insertar la reflexión específica sobre el campo mexicano. Recogemos, por fin, algunas afirmaciones en las que el PND trata de justificar los cambios en la política económica tanto a nivel global como sectorial:

- 1º. Agotamiento de la etapa de crecimiento elevado sobre la base de sustitución forzada de importaciones; sucede a mediados de los sesenta;
- 2º. Necesidad, por consiguiente, de adaptar la estrategia económica al cambio de las condiciones externas e internas;
- 3º. "Las necesidades del país, el estancamiento económico y las demandas sociales hacen imperativo el cambio estructural"⁵.

2.1. Modernización del campo.

¿Qué se entiende en el PND por modernización?

Recordemos que la modernización nacional es la estrategia que el mismo Plan señala como el camino adecuado para el logro de los cuatro grandes objetivos nacionales: soberanía, democracia, crecimiento y bienestar. "La modernización de las estructuras básicas de la sociedad y de aquellas prácticas que la alimentan es una tarea en la que están inmersas la gran mayoría de las naciones del mundo". Pero, ¿qué significa esta modernización?. Según el PND es "una amplia adaptación" de (las estructuras económicas del país) a las nuevas modalidades de integración y competencia internacionales. O también, "la adaptación de las

⁴. PND, pgs. 6-7.

⁵. PND, p. 9.

estrategias a las exigencias del mundo actual" ⁶. ¿Qué es entonces la modernización del campo? "El objetivo fundamental del sector agrícola" -continúa el PND- "es aumentar la producción y la productividad del campo". (En otros apartados se agrega otro objetivo: elevar el nivel de vida de los productores). "Para lograrlo es indispensable su modernización. (del campo), mediante la puesta en práctica de múltiples decisiones, entre otras las siguientes:

- la descentralización;
- fortalecimiento de la autonomía de gestión de los productores;
- la concertación;
- "El ejercicio de una firme política para promover la eficiencia productiva y evitar el contrasentido de que, en un país con grandes carencias, existan recursos ociosos: tierras, obras de infraestructura, maquinaria, instalaciones industriales y servicios, entre otros".

"Modernizar el campo implica, de manera fundamental que los campesinos sean los que determinen sus programas de producción y sus compromisos y sistemas de trabajo, sin que las autoridades ejerzan tutelajes anacrónicos y nocivos. Modernizar al campo requiere, también, de la práctica de esquemas equitativos de asociación entre ejidatarios, pequeños propietarios y empresarios, que, con apego a la ley, promuevan el flujo de capital, trabajo de tierras y recursos ociosos, el uso de mejores técnicas y la obtención de mayores rendimientos. Se trata en síntesis, de liberar la energía social acumulada en el campo mexicano a partir del fortalecimiento de las estructuras y formas de organización que hayan demostrado eficacia, para emprender una cruzada nacional que promueva su reactivación y eficiencia productiva" ⁷.

Dos vertientes de la política agrícola: "aumentar el bienestar de los productores de bajos ingresos, y promover la oferta abundante de alimentos y materias primas". Otros propósitos de este Plan son los siguientes:

1. Acabar con el rezago agrario;
2. Desacelerar y ordenar la emigración;
3. Lograr la soberanía alimentaria;
4. Lograr precios remuneradores.

Terminamos este apartado con unos párrafos que tratarían de justificar la necesidad de los cambios a la legislación agraria que se propondrían poco tiempo después:

"Es indispensable afirmar la seguridad jurídica en la tenencia de la tierra y concentrar el esfuerzo en otras acciones para promover la modernización

⁶. PND, pg. 135.

⁷. PND, pg. 71.

económica y social del campo". "Las tierras de ejidos y comunidades se han visto sujetas al comercio y al rentismo en una proporción importante, violándose las disposiciones legales en la materia. Reconocer esta realidad es el inicio para encontrar nuevas soluciones de fondo que den garantía plena de seguridad, permanencia e incentivos en la tenencia de la tierra. Garantizar su utilización productiva es la base fundamental del programa de desarrollo rural. Asimismo, evitar el minifundio disperso e improductivo es uno de los requisitos indispensables para impulsar e incrementar el empleo de técnicas modernas y la productividad en el campo" ⁸.

No nos detendremos a rebatir esta concepción tan distorsionada -o ideologizada- del minifundio. Recordemos, nada más, que el minifundio es un problema estructural, y que subsistirá mientras exista esa enorme sobrepoblación relativa en el campo, y esta sobrepoblación, a su vez, es un efecto -no deseado, pero inevitable- de la incapacidad del sector industrial y de servicios para absorber a la PEA que se origina, precisamente, en la modernización del campo. En estas circunstancias, el trabajo en la pequeña parcela -minifundio- forma parte de las múltiples -y precarias- estrategias de sobrevivencia de un campesinado semiproletarizado.

3. El Programa Nacional de Modernización del Campo (1990-1994).

Dedicamos un breve espacio al Plan Nacional de Modernización del Campo tanto por la limitación de espacio como por el hecho de que las ideas-eje de este Programa ya hemos tenido ocasión de verlas en el PND, siendo el PRONAMOCA una especie de desglose de los planteamientos de dicho Plan. En tal sentido nos limitaremos a rescatar las principales características de este Programa tal y como aparecen en la "presentación" del documento oficial.

Después de justificar este documento de planeación por la "existencia de una gran amplitud de necesidades y la complejidad misma de la problemática del campo", se afirma que "las medidas de política contenidas en este Programa buscan dos objetivos fundamentales: incrementar la producción y la productividad en el campo y elevar el nivel de vida de la familia rural. La obtención de estos objetivos presupone, por un lado, la participación de los productores en un proceso con un claro sentido democrático y, por otro, el pleno respeto a las formas de organización y de tenencia de la tierra establecidas en la Constitución" ⁹.

Ahora bien, la forma en que el gobierno de la República trató de promover la participación de las organizaciones campesinas -en el oficializado esquema de

⁸. PND, pg. 72.

⁹. SARH, Programa Nacional de Modernización del Campo (1990-1994), p. IX.

concertación- fue la realización de diez reuniones ¹⁰, en diversos estados, en las que se presentaron y discutieron, ante el Presidente de la República las principales problemáticas del campo y de los campesinos.

Algo que se había planteado ya en la campaña de Salinas de Gortari y que se enfatiza desde la presentación del PRONAMOCA es la centralidad de la MODERNIZACION. Es así como se recuerda la necesidad de "modernizar cuatro aspectos fundamentales de las actividades en el campo: Los relativos al marco jurídico, al institucional, a los de los instrumentos de política económica y a los de la participación democrática de los productores del campo" ¹¹.

El Programa Nacional de Modernización del Campo "se divide en tres secciones: la primera presenta el diagnóstico y la problemática del sector agropecuario y forestal, analizando la evolución de la producción y de la productividad en el sector agropecuario, así como (la evolución) del bienestar rural. La segunda sección expone las políticas tanto generales como particulares derivadas del objetivo de aumentar la producción y la productividad del campo y elevar el nivel de vida de las familias que habitan en el sector rural. Este apartado define la estrategia de modernización del sector. La política de modernización del campo es objeto de la tercera sección. Esta contiene tres apartados que desarrollan las medidas de política para los sectores agrícola, pecuario y forestal en materia de instrumentos de apoyo y estímulo al campo, productos específicos de estos sectores, y las acciones de política para mejorar el bienestar de la familia rural" ¹².

4. La reforma estructural y el sector agropecuario.

La reforma estructural, seguida por el país desde 1982, se compone de un paquete de medidas de aplicación gradual, recomendadas por las instituciones financieras internacionales. Una de estas medidas sería la reforma jurídica, que trata de la adecuación de las leyes a las necesidades de la política económica, de acuerdo al modelo de desarrollo implementado por el gobierno. Las recientes transformaciones a la legislación agraria del país, hay que entenderlas a partir de esta reforma total.

El cambio estructural para el campo se expresó en los cambios a las leyes sobre tierras, bosques, aguas y crédito, mismas que son denominadas en el discurso político oficial como medidas para "reformular la revolución". Estas comenzaron por la Reforma al Art. 27 Constitucional, la Ley Agraria y su Reglamento, la Ley de Crédito Rural, la Ley Forestal y la Ley de Aguas. Su análisis no representa, en este

¹⁰. Los subrayados son nuestros.

¹¹. PRONAMOCA, Presentación, pg. X.

¹². Ibidem.

momento, nuestro centro de interés sólo las mencionamos porque son el nuevo marco jurídico en el que se insertan las estrategias de desarrollo rural impulsadas por el gobierno y que nos permiten comprender el contexto político de la propuesta del sector empresarial para la modernización del campo, realizada con anterioridad a la reforma jurídica, así como el proyecto de las asociaciones en participación como la estrategia modernizadora de este sector.

5. Las asociaciones en participación: ¿Una estrategia del Estado para el desarrollo rural y el bienestar campesino?

Queremos esbozar, aunque sea de manera resumida, algunas características de las Asociaciones en Participación, como figuras organizativas propuestas por el Estado para la capitalización del sector social. Algunos investigadores han considerado estos proyectos como una tercera vía ajena a la privatización y al estatismo, que contempla la necesidad de flexibilizar las modalidades de asociación entre los diferentes agentes reconociendo la libertad de los productores para desarrollar todo tipo de formas asociativas. Su finalidad representa una nueva concesión del gobierno al sector privado, un nuevo espacio de acumulación sobre las tierras de buena calidad del sector social para que puedan hacer negocios. Se busca de esta manera que los capitales privados puedan fluir al campo para modernizar la agricultura mediante la aplicación de un esquema de corte empresarial bajo la dirección de la iniciativa privada ¹³.

Las expectativas concedidas, por el gobierno, a las asociaciones en participación como una estrategia para capitalizar y modernizar el campo, la existencia de más de cien proyectos de acuerdo a esta modalidad que en buena medida comprometen la tierra, las exigencias privatizadoras del modelo neoliberal vigente en el país, y los intereses de los grupos capitalistas privados, tanto internos como externos, son elementos que presionan para las transformaciones de las instituciones nacidas de la revolución agraria de 1910 expresados bajo el mito de la "reforma a la revolución". Un discurso todavía enmascarado con el ropaje de la "reforma revolucionaria" encubre los profundos cambios que se dan en torno a sus objetivos.

Las asociaciones en participación que se constituyeron con anterioridad a los cambios del art. 27 Constitucional, no disponían de un marco jurídico adecuado. La legislación agraria sólo permitía la Asociación en Participación para la explotación comercial y la transformación industrial de los recursos ejidales, no agrícolas. Para su constitución se ha recurrido a la Ley General de Sociedades

¹³. Manrubbio Muñoz y Angela Fontes, Asociación en participación en el campo mexicano, CIESTAAM, Universidad Autónoma de Chapingo, 1991, México, pg. 3.

Mercantiles de 1934 en su capítulo XIII, art. 252 a 259 ¹⁴. Sin conseguirlo plenamente, la Ley de Fomento Agropecuario, trató de adecuar el marco jurídico para impulsar nuevas formas de asociación. Pudo, no obstante, actuar como un catalizador de las fuerzas para impulsar proyectos de Asociación entre estos diversos agentes. Es así como el FIRA ¹⁵ promovió un Programa Especial de Asociación de Empresarios con Productores de Bajos Ingresos, que contaba en 1991, (antes de la reforma jurídica que comenzó a fines de año y que amplía el marco legal de estas organizaciones), con 94 asociaciones. Productores de bajos ingresos, según el FIRA, pero que disponen de recursos de buena calidad, capaces de convertirse en la base territorial de una gran empresa agrícola y que las condiciones de relación con las instituciones financieras, el sistema de mediaciones con el mercado, los bajos precios recibidos por sus productos dentro de una política de subordinación del sector al modelo de industrialización y las tendencias desmovilizadoras a nivel sociopolítico, fueron elementos que llevaron a la descapitalización del sector social aun en los casos de la agricultura campesina modernizada. Dentro del sistema sociopolítico todavía no han sido suficientemente analizados los efectos negativos del corporativismo sobre el sector social que neutralizó sus demandas y debilitó su capacidad de negociación. El corporativismo actuó, sobre el movimiento campesino, como una camisa de fuerza que lo limitó a la aceptación de las dádivas políticas que hoy son definidas, por el mismo gobierno, como "populismo" inaceptable.

5.1. Características de las asociaciones en participación.

Este proyecto encuentra su razón de ser en las estrategias modernizadoras del Plan Nacional de Desarrollo (1989-1994), y del Plan Nacional de Modernización del Campo (PRONAMOCA), (1990-1994). Considerados, ambos, como la base normativa para la transformación tanto de las estructuras "anquilosadas" como de las viejas instituciones salidas de la revolución, que ya no se adaptan a las necesidades de los nuevos tiempos en donde la eficiencia y competitividad debe superar a los antiguos "populismos".

Una aproximación a una definición sobre las Asociaciones en Participación, la encontramos en el siguiente párrafo de la Secretaría de Agricultura: "Por sus características, la asociación en participación permite a los ejidatarios o comuneros, sin perder la titularidad y posesión de las tierras, aportar su producción en asociación con inversionistas, que además de aportar recursos organizan la producción y productividad. En la práctica, estos contratos se

¹⁴. Manrubbio y Fontes. ob. cit.pg. 4.

¹⁵. Fideicomisos Instituidos en Relación a la Agricultura.

acompañan de fideicomisos para dar transparencia al manejo de recursos y garantizar la equitativa distribución de los beneficios" ¹⁶.

La Secretaría de Agricultura y Recursos Hidráulicos considera a las Asociaciones en Participación como una de las modalidades asociativas para el desarrollo de proyectos productivos en el campo mexicano. "Esta forma de vinculación entre los agentes productivos se considera de gran utilidad para aprovechar la potencialidad del sector rural, debido a que puede fortalecer con recursos económicos y tecnológicos a los productores agrícolas propietarios de la tierra, a través del desarrollo de proyectos rentables basados en la producción, transformación y comercialización de productos agropecuarios y forestales" ¹⁷. El organismo estatal tiene una concepción integral de la agricultura que va desde la producción hasta el acondicionamiento y/o transformación y comercialización, por lo que estas asociaciones serían complejos que integrarían todas las fases de la cadena productiva. "El contrato de Asociación en Participación ... tiene por objeto formalizar con justicia y seguridad la asociación entre productores rurales e inversionistas privados, nacionales o extranjeros a efecto de obtener mayores niveles de producción de productos primarios, incrementos en la productividad del sector agropecuario, comercialización eficiente de sus productos, abastecimiento oportuno y suficiente en calidad y cantidad para la industria agroalimentaria y agroindustrial y una creciente integración de los productores en el proceso de transformación y comercialización de sus productos... además de asegurar la comercialización de los productos objeto del contrato, incluye la aportación por parte del socio empresarial de capital de riesgo y/o apoyos financieros mediante créditos directos o como aval de financiamiento bancario o de garantías, asistencia técnica y experiencia empresarial y administrativa; los productores asociados aportan el producto de su tierra y su mano de obra, así como la infraestructura agroindustrial y los servicios de que disponen (...) En los casos precedentes, se conviene en repartir las utilidades o compartir las pérdidas originadas por la transformación o comercialización de los productos objeto del contrato...que son generalmente de largo plazo" ¹⁸.

La necesidad de buscar nuevas formas de organización viene dada por las enormes transformaciones en el marco internacional y nacional que llevaron al país a una trascendental etapa de reformas en todos los ámbitos de la vida nacional. "El objetivo primordial de este conjunto de acciones ha sido la

¹⁶. SARH, Estrategias para la promoción y seguimiento de los proyectos agroindustriales y agroalimentarios constituidos bajo la modalidad de asociaciones en participación, octubre, 1990. pg. 6.

¹⁷. Ob. cit. pg. 1.

¹⁸. SARH, Asociaciones en Participación. Documento interno, 1992, s/p.

modernización para eliminar las estructuras anquilosadas que impiden el crecimiento productivo de la nación" ¹⁹. No obstante, tenemos que reconocer que los cambios obedecen a las presiones de los grupos privados, en pugna por el poder de la nación, en una relación de fuerzas favorable a los mismos, en el contexto nacional e internacional. Sin embargo éstos, no fueron acompañados de una reforma política que modernizara las estructuras y facilitara, a los actores sociales involucrados, el libre juego en la lucha por la defensa de sus intereses.

El FIRA hace una enumeración de las expectativas en cuanto a beneficios esperados para los empresarios: 1º) Recibir aportaciones comprometidas de los productores de bajos ingresos en cuanto a la producción, recursos físicos y mano de obra; 2º) Lograr un uso más eficiente e intensivo de su capacidad instalada mediante el incremento en la demanda de bienes y servicios de sus socios, que contribuyen en forma indirecta a una ampliación de los volúmenes producidos y de sus operaciones comerciales con mínimas inversiones; 3) Posibilidad de obtener para sus empresas apoyos financieros con recursos FIRA para incrementar su estructura productiva o para complementar sus necesidades de capital de trabajo.

Los beneficios para los productores (ejidatarios) serían: 1) mejorar en corto plazo los resultados económicos; 2) recibir apoyo comprometido; 3) acceso a economías de escala; 4) acceso al cambio tecnológico; 5) seguridad y oportunidad; 6) mejora de los niveles de capacitación, etc. ²⁰

El gobierno considera a las Asociaciones en Participación como figuras asociativas novedosas, como una vía intermedia que favorece los intereses de los grupos privados que piden la transformación agraria sin provocar una ruptura del equilibrio de fuerzas en el campo. "Existe en algunos grupos la opinión de que el cambio de fondo para reactivar al campo sería la modificación de la estructura de la propiedad agraria, ampliando la propiedad privada a toda la extensión del territorio nacional. Se parte de la idea de que solamente en un régimen de propiedad privada de la tierra sería posible esperar grandes flujos de inversión privada para el sector" ²¹.

Frente a esta posición extrema, que considera el problema del sector como un problema de estructura de tenencia existe, dentro del gobierno, una tendencia a considerar que estas Asociaciones -a las que había que darle un marco jurídico adecuado-, pueden ser atractivas para crear condiciones propicias para la

¹⁹. SARH, Ob. Cit. pg. 2.

²⁰. FIRA, Programa de Asociación de empresarios agropecuarios con productores en desarrollo.

²¹. SARH. Estrategias para la promoción..., ob. cit. pg. 2.

inversión, sin incurrir en una drástica modificación de la estructura de la propiedad agraria. Esta segunda opción parte de la base de que el ejido no es estático, evoluciona y se adapta a las circunstancias de cada época. A pesar del burocratismo, la falta de incentivos, de precios remuneradores, etc., los ejidatarios han desplegado grandes esfuerzos para la organización productiva.

Esta tendencia dentro del gobierno considera, asimismo, algunos otros elementos de importancia: a) La privatización total de la tenencia de la tierra puede causar ciertos desequilibrios en la estructura social del país. No es factible prever la fuerza de ciertas tendencias desintegradoras o desestabilizadoras del tejido social que puedan surgir, máxime si se tiene en cuenta que la economía urbana no puede absorber la población rural desplazada por efecto de la privatización total del sector. A esto habría que añadir, asimismo, las tendencias concentradoras del sistema fuertemente favorecidas por el modelo neoliberal: la concentración de la riqueza y la desigualdad social que se expresa en la pobreza, y pobreza extrema,²² de un gran contingente de población frente a una minoría inmensamente rica, que concentra en sus manos un elevadísimo porcentaje de la renta nacional; b) tampoco hay claridad acerca de los resultados que se pueden prever de la extensión de la propiedad privada a la superficie total del país; c) La consideración de esta problemática lleva al gobierno a optar por las Asociaciones en Participación como forma alternativa para incrementar las inversiones productivas en el campo. Estas Asociaciones pueden ser entre ejidatarios y el sector privado, con pequeños propietarios o comunidades indígenas.

La SARH constata que estas figuras asociativas no son nuevas si bien han tenido poca difusión y resultados muy dispares. Su desarrollo ha sido inhibido porque se consideraba que una asociación de este tipo tenía necesariamente que ser desfavorable para los ejidatarios por el escaso poder de negociación que tendrían frente a los inversionistas privados. Actualmente esta realidad se soslaya y se prefiere argumentar que se estaba encubriendo, con ello, la voluntad de las instituciones estatales para mantener parcelas de poder.

Después de reafirmar que las Asociaciones en Participación pueden sustentar las condiciones que se requieren para la realización de negocios atractivos por ambas partes, el organismo estatal a través de lo que sería una justificación del enorme impulso desplegado, por el gobierno, para promover esta modalidad organizativa nos da, de manera indirecta, las grandes expectativas depositadas en este tipo de panacea nacional para el agro así como la concepción gubernamental de la modernización: "Los enormes cambios, en el entorno -dice la SARH-, determinan que no se pueda concebir a los campesinos restringidos a la producción primaria.

²². Véase, Consejo Consultivo del Programa Nacional de Solidaridad, El combate a la pobreza, El Nacional, México, 1990.

deben de acceder al mejoramiento de los paquetes tecnológicos, a la transformación de los productos en la postcosecha y a la comercialización, y en ese camino tendrán que vincularse con el resto de los agentes productivos para competir ventajosamente en los mercados" ²³. Esta propuesta -dice el organismo- no es coyuntural por la falta de recursos financieros del Estado, "responde a una visión integral del ejido transformado que es capaz de adaptarse y aprovechar las nuevas circunstancias" ²⁴.

El gobierno considera asimismo que los inversionistas han demostrado gran interés porque visualizan que esta forma de organización representa una importante fuente de negocios, principalmente vinculados a las exportaciones. Su atracción por este tipo de asociaciones consiste en establecer acuerdos de largo plazo que permitan hacer inversiones para lograr la eficiencia y calidad requerida en los mercados internacionales y en el interno. Considera que el interés de este tipo de contratos radica en que los ejidatarios son copartícipes de las utilidades de las empresas a la vez que intervienen en la producción primaria.

Hay que reconocer que existe una obsesión por la gran empresa, el complejo agroindustrial sobre las tierras ejidales de buena calidad que asociará a los ejidatarios con buenos recursos con el capital, nacional o extranjero, para reproducir en pequeños islotes una agricultura empresarial tipo Estados Unidos, sin contar con alternativas como por ejemplo la vía japonesa con pequeñas explotaciones altamente rentables, con tecnología adecuada y que estaría más adaptada a las características socioeconómicas de la agricultura mexicana. Esta modalidad no es considerada en México, ni siquiera a nivel de "pequeña propiedad privada" ya que el ejidatario parece pertenencia del gobierno sujeto a todos los experimentos que van desde el burocratismo, el populismo, la tecnocracia y que en la práctica no parecen tener grandes diferencias ni mejorar las perspectivas campesinas mediante un trato sin paternalismos.

El gobierno opinaba, a fines de 1990, que si bien no se dispone de figuras jurídicas creadas especialmente para este tipo de asociaciones, sí existe la estructura legal para enmarcar estas actividades a partir del derecho mercantil. Un año después se aboca a la reforma jurídica enfocada a dar cuerpo legal a una empresa que considera dos tipos de acciones: acciones tipo A, integradas por el capital de inversión y tipo T que consideran la tierra y el trabajo campesino. En definitiva las acciones tipo A, serían las acciones de los socios capitalistas y las acciones tipo T las de los campesinos, en las primeras estaría el capital y las segundas integrarían tierra y trabajo. Hacia este tipo de empresa se enfocaría toda

²³. SARH, ob. cit. pg. 4.

²⁴. Ibidem.

una política de incentivos y créditos del gobierno en función de la inversión privada a la que se orientan, incluso, sumas considerables de los Fondos del Programa Nacional de Solidaridad.

La Secretaría establece que su función es hacer coincidir a las dos partes, pero que de ninguna manera está involucrada. "Su labor consiste en la identificación de organizaciones empresariales que pudieran vincularse en una operación específica relacionada con el abastecimiento de una materia prima para un proceso de transformación agroindustrial o en la posibilidad de comercializar los productos agropecuarios. Involucra la aportación del trabajo de los productores y del capital y los canales comerciales de los inversionistas. La otra función es la asesoría a las organizaciones del sector social para la elaboración de contratos" ²⁵.

La pregunta sería ¿por qué no pueden establecer canales de comercialización los mismos ejidatarios que tienen producción mercantil?. Pareciera que de lo que se trata es de refuncionalizar todo lo social, o todo lo que es propiedad de la nación, de acuerdo a los intereses de los grupos de capital privado. Hay múltiples experiencias de asociaciones para la comercialización de la producción, muy exitosas, organizadas por los campesinos. Estas experiencias no interesan porque se trata de la privatización del sector y de un recambio de poderes sobre el campesinado. ¿Cual es el papel que juega, y que puede obtener, el campesino mexicano al poner la tierra y la infraestructura bajo el dominio de la iniciativa privada, una iniciativa privada que se ha destacado siempre por pagar sueldos que impiden el desarrollo digno de la persona humana y por un consumo personal de despilfarro?. El empresario mexicano siempre estuvo más dedicado a obtener ganancias elevadas y sin riesgo que a las actividades que implicaran, además, el desarrollo del país.

5.2. Grado de avance de los proyectos de Asociación en Participación.

a). Perfil de los proyectos existentes.

En el segundo semestre de 1990 empiezan a implementarse, desde el gobierno, el programa para la constitución de las Asociaciones en Participación. Se integra un equipo responsable y se plantean las metas que establecen que a lo largo del año se deben crear, mínimamente, una Asociación en Participación entre empresarios y productores del sector social, en cada estado de la república. Al final de 1991 se habían formado 85 Asociaciones en 23 estados. En marzo de 1992

²⁵. Ob. Cit., pg. 11.

se habían constituido 108 asociaciones en casi todos los estados menos en cuatro y, a lo largo de 1992, se prevé alcanzar un total de 120.²⁶

PERFIL DE LAS ASOCIACIONES EN PARTICIPACION.

Tipo de proyecto.	Número.	%
Agrícola	37	34
Pecuario	28	27
Horticulturícolas	19	17
Agroindustriales	14	13
Forestales	7	6
Acuícula y servicios	3	3
TOTAL	108	100

Fuente: SARH; Asociaciones en participación, documento interno, 1992, s/p.

Del total de las asociaciones creadas participan en las utilidades el 84%. No se dan detalles de la forma de participación.

b). Etapas y niveles de los proyectos.

Además de los proyectos anteriores están en marcha otros con diferentes grados de formalización: 1) Existen doce proyectos firmados, considerados prioritarios promovidos bajo la modalidad de Asociaciones en Participación con las siguientes características: Dos proyectos, localizados en Baja California Sur, se asociaron con el Grupo Longoria. En estos dos casos se especifica la forma de participación en los beneficios, por despepite y comercialización del algodón: 20 por ciento para el grupo empresarial y el resto, 60 por ciento, para los ejidatarios. En Colima se impulsa la creación de dos proyectos más para la producción de carne de ave en los que está comprometido un socio particular; en La Comarca Lagunera se estableció un convenio de asociación entre los ejidatarios y la empresa Trasgo, con apoyo del FIRA, también para la producción avícola orientada al mercado japonés; en Durango un proyecto de asociación, que se dedicará a la explotación de madera, entre los ejidatarios y la Empresa Triplayera Mexicana, S.A. de C.V.. Los ejidatarios participan con el 50% de las acciones aportando la materia prima y el sector privado maquinaria y equipo; otra asociación entre ejidatarios y la Empresa Gencom se firmó en el estado de México, no se dan mayores detalles sobre el tipo de explotación y las características de la misma. También se firmó,

²⁶. SARH, Asociaciones en Participación, Documento interno, 1992, s/p.

en Nuevo León, un contrato con la Cervecería Cuauhtémoc, para la producción de cebada maltera; en Sinaloa está en marcha una nueva asociación para la producción de hortalizas con socios particulares; en Tabasco, con la Unión Ganadera Regional, se estableció un contrato destinado a la producción de alimentos balanceados para animales; en Tamaulipas entre ejidatarios y los agricultores asociados de Altamira para la producción de hortalizas y una asociación más en Baja California que trata de validar la tecnología para la siembra de la jojoba. Salvo en el caso del grupo Longoria no se dan datos sobre la participación en los beneficios de dichas sociedades.

2. Con carta de intención firmada tenemos otros seis proyectos que van desde recursos forestales, procesamiento de leche, hortifruticultura, hortalizas, etc. En algunos está comprometido el gobierno estatal, empresas y ejidatarios hasta alguna firma extranjera como es el caso del Centro de Acopio de Guayaba de la Aric, Miguel Barberena y Agripo Marketing Inc. En ningún caso se especifica la forma de participación en los beneficios de ambos grupos, ni se proporcionan mayores detalles sobre las asociaciones.

3. Se establecen los proyectos considerados prioritarios promovidos bajo esta modalidad que, de acuerdo al organismo gubernamental, podrían concretarse en los últimos meses del año pasado. Estos son 15 proyectos de composición muy diversa, muchos comprometen la tierra aunque sólo en dos casos se especifica la extensión. No se describen las formas de integración, tipo de créditos y participación en los beneficios. Hay no obstante, tres casos sobre los que queremos hacer un comentario: uno es el caso del Valle del Yaqui Mayo, en el que están presentes la Alianza Campesina del Noroeste, Coalición de Ejidos Colectivos del Valle del Yaqui Mayo, Aric Fuerte-Mayo y la Empresa Internacional Costa Brava. En este proyecto entran en juego 45 mil hectáreas ejidales para la producción hortofrutícola y un proyecto integral de desarrollo agroindustrial. Datos posteriores informan de lo que dicen podría ser el proyecto agroindustrial más espectacular de la década: La asociación entre el grupo empresarial Canelos, encabezado por Constantino Canelos y los ejidatarios integrados en la Aric Fuerte-Mayo, el gobierno de Sonora, la Comisión Nacional del Agua, Nacional Financiera y el Programa Nacional de Solidaridad, con una aportación de 215.88 millones de dólares. Esta asociación proporcionará empleo permanente a 9 mil trabajadores y se dice que beneficiará a 44 mil personas más. Se establece que se utilizará la más alta tecnología con modernas técnicas de administración de empresas.

Existe, asimismo, un programa presentado por la Nestlé para la rehabilitación de establos ejidales en asociación con esta empresa. El comportamiento mundial de esta firma ha despertado amplias controversias en los últimos 20 años, dando origen a un amplio debate. Es conocida, también, la lucha entre la empresa y el denominado grupo de Berna que la acusaba de falta de ética en su actuación en Africa. La polémica fue materia de un libro titulado: "La Nestlé contra los

bebés", libro que en México fue publicado por la Editorial Nueva Imagen ²⁷. Y, en tercer lugar, estaría el proyecto forestal de producción de celulosa para exportación realizado entre varios ejidos de Veracruz y la empresa norteamericana Simpson. Este proyecto ha tenido numerosas críticas de tipo económico, tanto por la falta de claridad en el establecimiento de las reglas del juego con los ejidatarios de la región, que van a destinar una vasta superficie al mismo, como a nivel ecológico ya que el eucalipto, (que se pretende introducir), si bien es rentable a nivel de la producción de celulosa, no lo es en cuanto a los efectos físicos porque empobrece los suelos y actúa negativamente sobre la flora y la fauna de acompañamiento propia de la región. ¿Por qué una empresa de ese tipo impulsa en México un proyecto desde un país que cuenta con vastas superficies y que, hipotéticamente, podía ser realizado allí? ¿No será precisamente por estas variables de tipo ecológico? Incluso cabe plantearse si para este tipo de empresas, la cuestión de la tierra en México tendrá las mismas características que la fuerza de trabajo para las maquiladoras: su bajo precio relativo en relación a lo que pagarían en los Estados Unidos, además de actuar con amplia libertad, en el uso y abuso de la misma. Es decir, sin controles y sin las obligaciones que contraerían en aquel país, un en la explotación de un bien que no es reproducible socialmente. Tampoco, en este grupo de proyectos, se establecen normas de participación en los beneficios.

c). Corredores agroindustriales.

En el primer semestre de 1990 se terminaron los estudios sobre siete corredores agroindustriales que tenían como objetivo la identificación y refuncionalización de las agroindustrias, del sector social, en esas regiones. Se ubicaron 233 proyectos en los siete primeros corredores agroindustriales con elevadas necesidades de inversión y que serán desarrollados directamente por el sector privado, el sector social o en asociación entre ambos, bajo distintas modalidades.

²⁷. En los últimos veinte años se publicó una abundante literatura sobre la forma de actuar de esta firma en la relación contractual con los campesinos, que va desde el caso del Plan Chontalpa, que estudiamos nosotros, hasta el caso peruano, etc. A comienzos de la década pasada Ivan Restrepo publicó en Uno más Uno, una serie de artículos sobre las estrategias seguidas por la empresa en varios países del Tercer Mundo, aprovechando una serie de estímulos y exenciones fiscales y una relación de sometimiento y explotación de los campesinos.

LOCALIZACION E INVERSION TOTAL ESTIMADA POR CORREDOR AGROINDUSTRIAL

Corredor	Núm. de proyecto	Inversión (Nuevos pesos) (miles)
Región Zacatecas-Chihuahua	93	600,000
Región del Puerto de Topolobambo	52	996,300
Morelos y zonas colindantes	17	200,000
Península Yucatán	20	244,000
Puebla-Veracruz	16	51,500
Puerto de Manzanillo	17	12,500
Reg. del Sist. Altamira-Tampico	8	344,000
TOTAL	233	2,448,300

6. Posibilidades y limitaciones de las asociaciones en participación: Algunas precisiones.

La constitución, bajo esta modalidad, de la Asociación entre el grupo industrial Gamesa y varios ejidos de Nuevo León en el proyecto denominado Vaquerías, a diferencia de otros casos históricos a los que no se daba publicidad y quizá por los signos de los tiempos, este hecho ha tenido fuerte impacto en los medios de comunicación. La nueva Asociación integraba 5 mil hectáreas de buena calidad, con capacidad de ampliarse.

En esta asociación los ejidatarios aportan la tierra, Gamesa el 50% del capital para maquinaria e infraestructura, 25% el gobierno federal y otro 25% el gobierno estatal. El grupo Gamesa indica que no le interesa la propiedad de la tierra pero sí la asociación con los ejidatarios. Los campesinos que se integraban al proyecto como trabajadores parecían contentos, la tierra anteriormente quedaba sin sembrar por falta de crédito y la asociación le ofrecía una oportunidad de trabajo.

Poco después se anuncia que Gamesa sucumbe a la tentación del capital extranjero mediante una maniobra que le reportó 530,000 millones de pesos, suma que planea utilizar para convertirse en banquero. "La galletera más grande del país, firma importante en el sector de alimentos, innovadora en, por ejemplo, proyectos agroindustriales con ejidatarios, ya no es mexicana. Gamesa es por ello el signo inequívoco de que los tiempos han cambiado, y de que, en el futuro, capitales nacionales e internacionales cooperarán ...para impulsar el desarrollo del

país"²⁸, dice en su análisis la revista " Expansión". Gamesa vende el 76% de sus acciones a Psicola²⁹. Estamos ante la aldea mundo.

Hay interrogantes que sería necesario conocer. ¿Cual va a ser la posición de los ejidatarios en este gran consorcio?. Esta claro que los ejidatarios pierden poder de decisión, pierden el control sobre su proceso productivo e incluso la comprensión de su funcionamiento si tenemos en cuenta la complejidad del mismo dentro de este maremagnum de la globalización económica, aunque todo lleva a

creer que se esté, al menos en algunos casos, ante un proceso productivo para el abastecimiento de materias primas que en nada interfiere con la internalización de la empresa compradora.

En septiembre de 1992 se pondrá en marcha el proyecto de Paso Hondo, segunda parte de Vaquerías, que será concertado en esas fechas. En este proyecto Alberto Santos (grupo Gamesa) será el principal inversionista. Se invertirán 40 mil 600 millones de pesos en infraestructura y 20 mil millones para la construcción de una presa. En tres mil 250 hectáreas se va a cultivar trigo y frijol soya.

²⁸. Estrategias, PEPSICO-GAMESA ¿Para bien o para mal?, Expansión, 21 de nov. de 1990.

²⁹. "El estupor fue creciendo en los días que siguieron a la noticia. De un golpe Pepsi Co. y su división de Frito Lay acababan de conquistar el 65 por ciento del mercado de pastas; 38 por ciento del de harinas; 100 por ciento del de alimentos infantiles (Gamesa es dueña de Gerber de México). Asimismo, 65 por ciento del mercado de polvo de hornear, aceite y manteca fue adquirido por la transnacional, además de porcentajes menores en botanas, dulces, goma de mascar, chocolates y alimento canino. En combinación con Sabritas, el mercado de botanas ha quedado dominado por la firma, también dueña de Pizza Hut y Kentoky fried Chiken. Se estima que, debido al control de precios derivado del Pacto, tardará 20 años en recuperar la inversión. Esta es la igualdad de posibilidades en el mercado, entre los socios

ALGUNAS CARACTERISTICAS DE SIETE PROYECTOS DE ASOCIACION EN PARTICIPACION.

Proyecto	Asociados	nº de hectáreas	Monto de la inversión	Tipo de producto
Vaquerías 1 fase: Edo. Nuevo León	Ejidatarios y Gamesa.	5 mil	Participan: Gamesa 50% Gobierno N.L. 25% Federal, 25%	Básicos, principalmente
Vaquerías: 2ª fase.	Ejid. y Alberto Santos (Gamesa)	3250	Infraestructura: 40 mil 600 millones de pesos Construc. presa: 20 mil millones	trigo y soya
Sonora:	Alianza Campesina del Noroeste y Nutrimex	6 mil hectáreas	Coinversión empresa-ejidatarios planta procesadora 60 mil millones	producción y procesamiento de soya.
Camargo, Chihuahua.	Asoc. en participación.		72 mil millones de pesos	
"La Cruz" Nuevo Laredo Tamaulipas.	Idem.	1 100 hectáreas	13 mil millones de pesos	frijol, soya y trigo
"Palmira", Piedras Negras, Coahuila	Idem.	5 mil hectáreas	42 mil millones de pesos	
Nuevo León	idem	50 mil hectáreas	Más de 200 mil millones	citricola

Fuente: Desarrollo Integral del Campo Mexicano (DICAMEX).

Otras investigaciones indican que estos proyectos en asociación entre empresarios y campesinos se desarrollaron en líneas de producción rentables, de alta especialización, producción intensiva en capital y tecnología, y en consecuencia con mínimo empleo de fuerza de trabajo. Sólo ha logrado generar empleo fijo o eventual para el nueve por ciento de los productores. La reducida incorporación de la fuerza de trabajo corresponde a la necesidad de hacer un uso intensivo de capital a la vez que se convierte en talón de aquiles porque las oportunidades de empleo para el resto de los ejidatarios son muy reducidas ³⁰.

El Gobierno Federal proporcionó una buena parte del financiamiento para los proyectos de Asociación en Participación, en condiciones muy favorables, con un elevado porcentaje de las inversiones. En el primer semestre de 1990, el gobierno federal ha participado con el 93 por ciento del total de las inversiones destinadas a estas Asociaciones, 4.7 por ciento correspondieron al sector social y 2.6 por ciento a la iniciativa privada y, del total invertido por los campesinos y la iniciativa privada, corresponde a éstos, 35.6 por ciento y 64.3 por ciento, a los campesinos.

Se estima que el 34% de las Asociaciones en Participación involucran tierra agrícola. Los datos de la SARH reportan un poco más de 20 mil hectáreas ³¹, cifra que no creemos real. Son aproximadamente, de acuerdo a la información del FIRA, 33 Asociaciones que involucran tierra ³² y, solamente las siete del cuadro sinóptico nos darían un total de 20 350 hectáreas. Estas siete empresas tendrían promedios de 2 900 hectáreas por asociación. Si nos planteamos este promedio hipotético 2 900 hectáreas por asociación (cálculo muy conservador porque algunas asociaciones cuentan con grandes extensiones de tierra), de las tierras ejidales y comunales comprometidas nos daría una extensión de, aproximadamente, 96 000 hectáreas, que representarían 2.9 por ciento del total de las tierras de riego de los ejidos y comunidades, sin duda una superficie poco representativa si bien varias veces superior a la citada por la Secretaría.

Otros elementos a considerar serían: 1). El número de empresarios comprometidos. Existen mil 606 empresarios agropecuarios medianos y grandes - incluyendo 79 mil 581 empresas privadas chicas- pero sólo 7 empresas están involucradas en este tipo de experiencias. A pesar de las amplias facilidades que le da el gobierno, el grado de empresariales muy reducido. Siete empresas, que

³⁰. Manrubbio Muñoz y Fontana, en La Jornada, 18 de noviembre de 1991.

³¹. En octubre de 1992, la Subsecretaría de Política Sectorial y Concertación da una cifra de 35.

³². En octubre de 1992, la Subsecretaría de Política Sectorial y Concertación da una cifra de 35.

representan 0.4%, tienen el 54% de los contratos de asociación, un promedio de 7.4 contratos por firma, con tendencia a la concentración de la producción del agro en manos de grandes consorcios. Esto se observa tanto por estos datos como por el nombre del tipo de empresas involucradas. 2) La participación de los ejidatarios. Participan, en estas Asociaciones, 31 298 ejidatarios³³ y se crearon 5 338 empleos, aproximadamente 17 por ciento, (otros datos estiman 9 por ciento),³⁴ lo que nos da un índice de desplazamiento de fuerza de trabajo de 83 por ciento. Ese 17 por ciento tendrá una elevada productividad, pero, ¿cuáles son las expectativas del 83% restante que no sea ofrecerse como carne de cañón al cruzar el río Bravo?.

La inversión por ejidatario sería de 3.2 millones de pesos, un poco más de mil millones promedio por proyecto y de 187 millones por trabajador empleado. Aproximadamente cada peso invertido rindió 0.29 pesos de utilidad³⁵.

Si algunas de las empresas asociadas van a ser, al mismo tiempo, las compradoras de los productos ya entrarían en juego nuevas variables como serían el establecimiento de los precios y la capacidad de negociación que tendrían los campesinos ante socios tan poderosos como los representantes del capital que negocian desde el interior de la Asociación. No obstante, podría tomarse como parámetro los precios del mercado mundial teniendo en cuenta, además, el establecimiento de normas de calidad, el costo diferencial de transportes, etc. A pesar de ello hay que reconocer que sería muy difícil aceptar que el mercado pueda sustraerse a las determinaciones de estos consorcios.

En el caso de Vaquerías, los ejidatarios reciben un sueldo de 15 mil pesos de los socios campesinos y de 30 mil a los operarios de maquinaria, más un ingreso garantizado del 8 por ciento de la producción comercializada (se gane o se pierda) y será a costa del 50 por ciento de la utilidad que resulte, parte que percibirán los ejidatarios. De ello se deduce que el socio capitalista, además de la recuperación de su inversión, en este caso se dice que fue del 50 por ciento ya que el otro 50 por ciento corrió a costa del gobierno estatal y federal, se apropia del otro 50 por ciento. Por lo demás, se pagan intereses por el capital pero ello no implica que se le deba de pagar a los campesinos una renta por la tierra.

Resulta difícil aceptar que toda esta estrategia se desarrolle para buscar el "bienestar productivo de los campesinos" porque lo que se deduce de estas formas

³³. Denominados por el FIRA "productores en desarrollo".

³⁴. Manrubbio et. al., ob. cit.

³⁵. Estimado en base a los datos del FIRA.

asociativas es la adecuación de la propiedad social a los intereses del sector privado. Se trata, como ya dijimos, de que el capital fluya al campo pero también de crear un nuevo espacio de acumulación para los inversionistas ³⁶ en aras de la modernización. Hay países cuya producción agrícola está basada en medianas e incluso pequeñas explotaciones, con un desempeño productivo exitoso que podrían ofrecer una alternativa al país dada la elevada población agrícola. A pesar de la revolución campesina esa posibilidad con el régimen salinista parece esfumarse. Se trata de importar los modelos estadounidenses ³⁷ y de hacer una nueva concesión al sector privado.

La gran empresa en la agricultura parece tener pocas ventajas económicas, menos a nivel de consumo de energía, (según los expertos la agricultura norteamericana consume más energía de la que produce), y mucho menos a nivel ecológico. Estamos de acuerdo en que se cambió el rumbo para el campo, lo que no estamos seguros es que el rumbo tomado sea el que le interesa al país y a los campesinos. (Tal parecería que se trata de desviar los fondos destinados a los campesinos hacia aquellos empresarios que estén dispuestos a asociarse con los ejidatarios). Un análisis más profundo de estas realidades encontraría muchas incoherencias entre los fines anunciados, a nivel de discurso político y las realidades pragmáticas.

7. Nuevos y viejos tópicos en el esquema de las Asociaciones en participación.

Se manejan, en los documentos oficiales, dos tópicos para justificar esta nueva modalidad asociativa: 1) El capital de riesgo de los inversionistas privados, que en algunos casos se limita a ser un simple aval y, ¿qué bienes comprometería?. Con la reforma al Artículo 27 Constitucional la tierra ejidal puede ser enajenada, ya se quitaron los obstáculos al libre mercado de tierras e incluso la misma Ley Agraria y el proyecto de Asociaciones en Participación no es más que el impulso a la libre circulación de los factores de la producción: tierra, mano de obra y capitales, es difícil creer que, en esta Asociación no se esté comprometiendo la tierra campesina con la institución bancaria. 2) La asistencia técnica y experiencia empresarial, nos inclinaríamos a pensar que la podrían dar los profesionistas mejor que los dueños de los grandes consorcios, constituidos así en jueces y parte. Es normal que los profesionistas al servicio del sector social fomenten la modernización de las empresas campesinas.

Las nuevas estrategias, que en los esquemas de privatización neoliberal, se le denomina Asociaciones en Participación, no tienen nada novedoso (si es que tiene

³⁶. DICAMEX, abril, 1991.

³⁷. En ese país existe, además de la gran propiedad, la agricultura familiar.

algo), que ofreciera al campesino y puede que haya mucho repetible de los esquemas de acumulación anteriores. A la par que las alianzas gobierno-capital privado, que nos presentan las antiguas formas con nuevos nombres, se da la refuncionalización del sector social, por el Estado, a favor de la iniciativa privada.

Como dijimos, se trata de facilitarle a las viejas empresas agroindustriales y a las nuevas firmas o inversionistas que buscan espacios para la reproducción de capital, los recursos y la fuerza de trabajo del sector campesino. Después de una década de total desatención crediticia por el gobierno, es fácil conseguir que éstos se subordinen a los intereses de la iniciativa privada. Los documentos normativos de la SARH nos demuestran que no estamos ante ninguna forma novedosa de asociación y dudamos, salvo que la experiencia nos demuestre que estamos equivocados -lo que incluso desearíamos- que ello ofrezca alguna ventaja para el campesinado.

8. Reflexiones finales.

1. La modernización del campo es una constante en los planes de desarrollo, pero mientras que en el Plan Sexenal de Cárdenas ocupaba un lugar central, en los sexenios siguientes la industrialización fue ocupando este lugar. Llegamos así al período de Miguel de la Madrid. En el Plan Nacional de Desarrollo Rural 1982-1988, la modernización del campo pasaba por la reforma agraria, el desarrollo rural integral y el programa nacional alimentario. Con uno u otro nombre, éstas venían a ser las mediaciones que se repetían desde sexenios anteriores. Esto ya no sucede en el presente sexenio. Y, además, se abandonan sin hacer una evaluación. Hay, sin embargo, en el nuevo Plan, una suerte de evaluación cualitativa y de largo alcance, del comportamiento global del sector agropecuario, y la afirmación de un salto, cualitativo también, de la sociedad mexicana, al pasar de predominantemente rural a urbana e industrial.

Quedan pendientes para la investigación comprometida, el esclarecimiento de este proceso de transición y del nuevo tipo de sociedad, para entender mejor el campo. En la medida en que estas tareas se pospongan o continúen inconclusas, corremos el riesgo de estar hablando de un campo y de unos campesinos que ya no existen.

2. Por primera vez desde la etapa posrevolucionaria, encontramos una total identificación entre las propuestas del Estado y las de la iniciativa privada ³⁸ en

38

Al respecto véanse del Instituto de Propositiones Estratégicas, Propuestas del Sector Empresarial para la reactivación del campo mexicano, 1990 y Modernización del sector agropecuario mexicano, 1990, Lo suscriben el conjunto de organismos corporativos de la Iniciativa Privada y expresa las propuestas de estas instituciones.

lo que se refiere a las estrategias para el desarrollo del país, en general, y para el campo en particular. Independientemente de como nos hubiera gustado que las cosas hubieran sucedido, esto es la nueva realidad que tenemos que considerar para reconceptualizar el cambio agrario y para reformular una agenda de investigación que intente combinar el rigor analítico con la trascendencia social, es decir, la contribución al cambio en favor de las mayorías.

3. En cuanto a las asociaciones en participación como una tercera vía para el desarrollo de la agricultura, por sus características, por la cantidad de recursos que están exigiendo del gobierno como créditos en excelentes condiciones, la calidad de las tierras involucradas, etc. pensamos que no tienen capacidad de generalización, que van a ser experiencias de extensión limitada. Por lo demás posiblemente puedan ser productivas, aumentar el volumen de productos mercantilizables, pero lo que no van a resolver será el problema de una parte todavía muy importante de la población: la población rural campesina. Y, por supuesto, si responden a las expectativas del gobierno, corren el riesgo de impulsar una agricultura todavía más polarizada: Pequeños islotes con tierras campesinas de buena calidad, fuertemente capitalizados, altamente rentables, con fuertes incentivos gubernamentales, con elevadas ganancias mismas que serán apropiadas por los poderosos grupos económicos del país frente a la agricultura marginal en donde se reproducirá la miseria. Esperamos que este hipotético planteamiento no se verifique de manera positiva.

INDICE DE CONTENIDO.

ESTADO, EMPRESARIOS Y CAMPESINOS EN LA MODERNIZACION DEL CAMPO MEXICANO: UNA ESTRATEGIA.

1. Introducción.
2. El campo en el Plan Nacional de Desarrollo (PND): 1989-1994.
 - 2.1. Modernización del campo.
3. El Programa Nacional de Modernización del Campo (PRONAMOCA9: 1990-1994.
4. La reforma estructural y el sector agropecuario.
5. Las Asociaciones en Participación: ¿Una estrategia del Estado para la para el desarrollo rural y el bienestar campesino?.
 - 5.1. Características de las Asociaciones en Participación.
 - 5.2. Grados de avance de las Asociaciones en Participación.
 - a) Perfil de los proyectos existentes
 - b) Etapas y niveles de de los proyectos.
 - c) Corredores agroindustriales.
6. Posibilidades y limitaciones de las Asociaciones en Participación: Algunas precisiones.
7. Nuevos y viejos tópicos en el esquema de las Asociaciones en Participación.
8. Reflexiones finales.

Pamplona, España, 5 de Marzo, 1993.

**LAS CONTRADICCIONES DE LA MODERNIZACION NEOLIBERAL EN LA
AGRICULTURA MEXICANA**

César Ramírez Miranda
Centros Regionales de la Universidad
Autónoma Chapingo.
Area de Desarrollo Agroalimentario
del Doctorado en Ciencias Sociales
de la Universidad Autónoma Metropolitana.
I. Sn. Juan de Ulua # 66, Prado Vallejo,
Tlalnepantla, Méx.
C.P. 54170. Tel: 389-21-27
Fax: (595) 463-36
MEXICO

PRESENTACION

Bajo las premisas de la desregulación estatal y la liberalización comercial el gobierno mexicano ha impuesto a su sociedad un conjunto de transformaciones fundamentales en muy corto tiempo, buscando que las políticas de ajuste estructural sean el envión que lleve a México a una reestructuración económica de raíz, capaz de insertarlo entre los países del primer mundo.

La adhesión al GATT, el impulso al TLC, la privatización de las empresas públicas, la violenta reducción del gasto público y los salarios reales, la apertura a la inversión extranjera y las profundas reformas constitucionales conforman un cuadro que rebasa el mero ajuste estructural y señalan la búsqueda de una mayor inserción en el mercado mundial, a partir de la aplicación estricta del ecléctico ideario neoliberal.

En el sector agrícola mexicano este proyecto de reestructuración ha significado el "adelgazamiento del estado" tanto en lo que se refiere a la reducción del gasto público, como a la depuración de la administración agropecuaria y a la privatización de las principales empresas paraestatales que operaban en el sector, ha significado también una progresiva liberalización de los precios agrícolas y un manejo de las importaciones como mecanismo de control de los precios internos. Pero si la desregulación y la liberalización comercial representan las condiciones para que el mercado pueda regular una adecuada asignación de los factores de la producción, las reformas al Artículo 27 Constitucional indican un papel más activo del estado orientado a impulsar la privatización de los terrenos ejidales y sobre todo a promover a la gran propiedad agrícola.

Existen saldos espectaculares en lo que se refiere a la desregulación, la brusca reducción del gasto en el sector, del crédito ejercido por la banca pública y de los subsidios transferidos, ^{PERO} pero han tenido como contraparte un aumento significativo de la inversión privada nacional o extranjera a pesar de las reformas constitucionales al Artículo 27. Siendo esta la contradicción central del proyecto neoliberal para la modernización del campo mexicano, es posible apreciar un conjunto de repercusiones en sentido contrario a los objetivos de la modernización de la agricultura mexicana.

- 1.- Las reformas al Artículo 27 Constitucional no favorecen a los sectores más modernos del medio rural, sino a la gran propiedad territorial y en particular a la ganadería extensiva, es decir, a los sectores tradicionales.
- 2.- Los cambios a la legislación agraria no han derivado en la conformación de un mercado de tierras abierto, ni promovido la compactación de superficies. Por contrapartida es visible el abandono de tierras o la subutilización de los predios.
- 3.- La desregulación estatal esta agudizando la descapitalización de las unidades de

producción y tiene un impacto tecnológico regresivo en los principales sistemas de producción de básicos. Un importante acervo científico tecnológico generado por las instituciones de investigación esta siendo desperdiciado y otras innovaciones recientes no pueden generalizarse en este contexto.

- 4.- La liberalización comercial ha disminuido sensiblemente la rentabilidad de los cultivos promoviendo la reducción de las escalas de producción incluso entre los pequeños empresarios agrícolas y favorece crecientes cuestionamientos a la política agrícola del gobierno entre los sectores que tradicionalmente han sido su soporte político.
- 5.- El fenómeno emigratorio si bien ha tendido a agudizarse como producto de la agresiva política gubernamental no ha desembocado aún en una "limpia de terreno" a favor de la concentración territorial. Por diversas razones la presencia del fenómeno emigratorio en algunas regiones esta posibilitando cierta resistencia al proyecto gubernamental.
- 6.- La contracción crediticia, el elevamiento de los costos de producción y la inseguridad en los mercados más que promover la reconversión productiva han generado una situación de incertidumbre ante la cual los productores prefieren los cultivos tradicionales.

La diversidad ambiental, tecnológica y social de la agricultura mexicana obliga a que su estudio se desarrolle bajo un enfoque regional donde se puedan reconocer las contradicciones específicas que la reestructuración está generando y el papel de los grupos sociales en el proceso. En este caso haremos referencia a la región centro-norte de la república mexicana.

LA CONFIGURACION REGIONAL DEL CENTRO-NORTE DEL PAIS

Delimitada como una gran región en un estudio previo, la porción centro-norte del país incluye a los estados de Zacatecas y Aguascalientes y partes de los estados de San Luis Potosí, Durango, Nuevo León, Coahuila, Jalisco, Guanajuato y Tamaulipas. Con una superficie de 177,134 Km² distribuidos como se muestra en el cuadro 1, la región centro norte del país concentra el 9% del territorio del país.

CUADRO 1. DISTRIBUCION POR ESTADOS DE LA SUPERFICIE DE LA REGION CENTRO NORTE DE MEXICO.

ESTADOS	SUPERFICIE EN LA REGION	
	Km ²	%
ZACATECAS	74,668.7	100
SAN LUIS POTOSI	41,270.0	65
DURANGO	26,036.6	21
NUEVO LEON	10,330.0	16
COAHUILA	10,035.0	7
AGUASCALIENTES	5,658.7	100
JALISCO	4,040.0	5
GUANAJUATO	2,775.0	9
TAMAULIPAS	2,320.0	3
SUMA	177,134.0	

Fuente: Ramírez, C. *et. al.* (en prensa).

En una perspectiva macrorregional, la porción centro-norte del país, aparece como un espacio rezagado respecto a las grandes regiones circunvecinas como producto de las transformaciones territoriales operadas a partir del porfiriato y a lo largo del presente siglo.

El norte chihuahuense y coahuilense asumió un perfil definido a partir de la industria pesada, la instalación de maquiladoras y la existencia de viejos enclaves agrícolas como la Laguna, además de una ganadería orientada a la exportación que fue capaz de explotar su cercanía al mercado norteamericano. El noreste desarrolló una agricultura y una ganadería orientadas a la exportación y al abastecimiento de los centros urbanos cuyo crecimiento se basó en las actividades petroleras, portuarias y comerciales en general. El noroeste profundizó su especialización agroindustrial, aceptando a las grandes organizaciones ejidales como sujetos del desarrollo regional, al lado de las grandes agroempresas. El occidente, sostuvo un proceso de industrialización y urbanización acelerada al lado de una agricultura y ganadería de relieve nacional, sobre todo en las especies menores. Y finalmente, el Bajío se consolidó como una región con actividades no sólo agroindustriales sino también manufactureras y comerciales.

A diferencia de estas regiones, la porción centro norte del país ha mostrado dificultades para su industrialización y para el desarrollo de un sector agropecuario pujante. Así, nuestra área aparece como un espacio desarticulado internamente, tanto en lo productivo como en lo territorial, incluyendo extensas áreas pauperizadas y de baja densidad poblacional, así como localizadas áreas de riego que han podido desarrollar una producción hortícola para la exportación.

En lo general, nuestra área de estudio mantiene un perfil productor de básicos, con significativa presencia de la ganadería, y sobre todo se caracteriza, en todas sus regiones por ser un espacio de alta expulsión de fuerza de trabajo, tanto a los destinos nacionales como a los Estados Unidos.

Más allá de este perfil macroregional, en el que la producción agrícola se distingue por su aleatoriedad y lo restrictivo de sus condiciones ambientales, por los bajos niveles tecnológicos y por la descapitalización de sus unidades de producción en el marco de una sociedad rural altamente polarizada, es necesario distinguir la dinámica específica de sus regiones agrícolas, toda vez que en cada una de ellas la reestructuración neoliberal tiene significados y actores diferentes.

Disponemos de un cuadro detallado de la dinámica agrícola en las cinco regiones de la macroregión centro-norte del país, a saber: (1) el altiplano potosino zacatecano con 63,085 Km², (2) las sierras y llanuras orientales con 30,900 Km², (3) la franja agrícola con 51,120 Km², (4) los cañones con 19,225 Km² y (5) las sierras occidentales con 12,815 Km². Pero para simplificar la exposición haremos referencia a sólo tres conglomerados territoriales: (a) el semidesierto, en donde incluiremos las dos primeras regiones referidas, (b) los cañones y sierras occidentales conformando un solo conglomerado, y (c) la franja agrícola. (mapa 2).

El semidesierto ocupa el 53.1% de la macroregión centro norte y constituye el ámbito con mayor grado de restricción a las actividades agrícolas, principalmente en lo que se refiere al clima, con precipitaciones promedio inferiores a los 400 mm anuales y una infraestructura para la irrigación que con excepción de municipios como Cedral, Río Verde y Tula, se encuentra atomizada y precariamente desarrollada. Siendo un espacio con gran importancia ejidal, el semidesierto presenta las más bajas densidades de población del centro norte y los índices más bajos de bienestar social, constituyéndose desde los 70 en área para los programas de atención a zonas marginales o de miseria extrema.

El sostenimiento económico del semidesierto, que antes de la revolución contó glorias mineras y ganaderas, es actualmente precario. Concurren a él los ingresos de los trabajadores asalariados que emigran temporalmente a las ciudades y enclaves agrícolas del norte del país, los ingresos por recolección y acondicionamiento de especies silvestres como la lechuguilla, candelilla, palma y sotol; los ingresos derivados de una ganadería extensiva, de bajos niveles tecnológicos y sujeta al intermediarismo y al agotamiento de sus recursos forrajeros; los ingresos eventuales

de una minería de gambusinos que en los últimos años ha perdido peso, y, finalmente, los frutos limitados de una agricultura de temporal con rendimientos muy bajos y niveles de siniestralidad crecientes.

Dando fe de la problemática de esta región, cuya producción minera tiene reducido impacto sobre el empleo, y donde recientemente se han instalado empresas maquiladoras, se presenta un agudo proceso de descapitalización de las unidades de producción y un agotamiento creciente de los recursos vegetales, tanto forrajeros como para la recolección, situación que pone en duda la sustentabilidad de una economía campesina que está presionando fuertemente sobre sus recursos sin posibilidad de garantizarles un uso conservacionista.

Aunque en la porción correspondiente a las sierras y llanuras orientales las condiciones fisiográficas favorecen una mayor disponibilidad de escurrimientos y acuíferos subterráneos, dando lugar a zonas de riego de relativa importancia, el panorama dominante del semidesierto se caracteriza por una gran restricción climática. En este contexto, los planteamientos gubernamentales para la reconversión productiva y la modernización del sector se han centrado en la resurrección de la ganadería, si bien este planteamiento se acompaña de la certeza de que se trata de un espacio de marginalidad que debe ser objeto del asistencialismo gubernamental.

Los Cañones y las Sierras Occidentales, se caracterizan por contar con condiciones climáticas señaladamente diferentes a las del resto del centro-norte del país, proporcionando en este aspecto mejores condiciones a la producción agrícola; sin embargo su fisiografía, en la que predominan las sierras y lomeríos y su densidad de población dan lugar a una agricultura minifundista con bajos niveles tecnológicos que se encuentra íntimamente asociada a la producción pecuaria, para carne principalmente.

La región de los Cañones, cuya morfología permitió desde la colonia el aprovechamiento de los escurrimientos superficiales cuenta con una gran diversidad ecológica que explica la presencia de importantes asentamientos agrícolas precolombinos; a partir de esta diversidad se han distribuido las principales actividades productivas de la región: la ganadería extensiva de carne productora de becerros al destete en las sierras; la horticultura en los valles irrigados; la pujante fruticultura en los lomeríos y la producción de básicos en todas las condiciones naturales como sello de la predominancia de una economía campesina en este caso bajo el régimen de la propiedad privada minifundista. En las Sierras Occidentales la producción es menos diversificada y mayor el peso de la ganadería y la producción de forrajes, destacando también el desarrollo de la fruticultura de caducifolios.

Tanto las Sierras Occidentales como la región de los Cañones actualmente destacan por su aporte de brazos a los Estados Unidos, encerrando fenómenos de distorsión económica por los considerables flujos de divisas, los cuales por lo general

no tienen impacto favorable sobre el proceso productivo al destinarse al consumo improductivo. Presionada a su vez por los mercados y capitales de Guadalajara y Aguascalientes, esta región es representativa de la desarticulación regional que limita el desenvolvimiento del centro-norte del país.

Como problemas de esta región cuya agricultura enfrenta un proceso de ganaderización, se pueden citar: el minifundismo asociado a bajos niveles tecnológicos y de productividad; la emigración, que orientando sus frutos al consumo improductivo, genera además rentismo o aparcería y obstáculos a la organización y el mejoramiento técnico y el intermediarismo que exacciona parte considerable de la riqueza generada en la producción frutícola y pecuaria. Asimismo es considerable la repercusión técnica de la introducción masiva de frutales sin un conocimiento previo de los productores. Finalmente, tratándose de un espacio con abundantes escurrimientos superficiales, es patente el uso ineficiente del agua de riego.

Las orientaciones para la modernización agrícola en la región de los Cañones y las Sierras Occidentales se centrarán en la reconversión productiva, buscando sustituir el cultivo del maíz por otros de mayor rentabilidad, previsiblemente forrajes, en las áreas de riego ocupadas por ese cereal. La tecnificación de la ganadería bovina será otra línea importante, pero las mayores expectativas están en impulsar las asociaciones en participación en el ámbito de la fruticultura y constituir a estas regiones en zonas de abasto de un corredor agroindustrial ubicado en la Franja Agrícola. La expansión del área bajo riego mediante obras de almacenamiento es otra línea para promover este proyecto.

La Franja Agrícola, con una orientación NW-SE constituye el espacio de mayor desarrollo relativo de la macrorregión en todos los aspectos: demográfico, urbano, industrial y agrícola. En la época colonial esta región se articuló en torno al corredor minero-ganadero de Pinos-Zacatecas-Fresnillo-Sombrerete y actualmente encierra la zona de mayor producción frijolera del país y la zona de mayor diversificación agrícola y mejoramiento tecnológico en la región, así como el espacio de mayor desarrollo agroindustrial y los niveles tecnológicos más altos en la explotación bovina.

Concentrando la mayor parte de la superficie laborable de la macrorregión, así como el grueso de la superficie de riego y alrededor del 60% de los tractores, esta región sigue siendo predominantemente temporalera y productora de básicos. No obstante, el aprovechamiento de las aguas subterráneas, fundamentalmente, ha posibilitado una considerable diversificación agrícola y la explotación de una ganadería estabulada en la zona central de esta región.

Es de particular importancia la presencia de empresas trasnacionales dedicadas a la producción de y exportación de hortalizas congeladas, de empresas nacionales del ramo vinícola y de agroindustrias ejidales.

La problemática general de esta región que cuenta con una fisiografía en la que dominan las extensiones planas, llanuras principalmente, está señalada por la comercialización de los productos, dada su plena integración a la órbita mercantil, así como por la incidencia de fenómenos climáticos adversos, sequías y heladas, siendo típico además un manejo inadecuado del agua que ha generado abatimiento de los niveles freáticos y problemas técnicos en el cultivo de frutales.

Por otra parte el peso relativo del sector ejidal en esta región, alrededor del 50% de la superficie laborable y su vinculación en la zona central a procesos agroindustriales y espacios irrigados, le confieren un papel destacado en los procesos de organización campesina, aunque las peores tierras son el espacio ejidal por excelencia en esta región.

La Franja Agrícola encierra importantes zonas de agricultura intensiva y alto potencial productivo; en tanto espacio privilegiado donde se han desarrollado inversiones sucesivas en los últimos 30 años, constituye también la región de mayor prioridad para el proyecto modernizador. Por esta razón y debido a su posición geográfica e infraestructura disponible, en esta región se proyectó el corredor agroindustrial Zacatecas-Chihuahua, pensado para integrar la producción, transformación y mercadeo de las regiones aledañas a partir de proyectos de asociación en participación.

Dada la posición estratégica de esta región para competir en los mercados estadounidenses con algunas zonas productoras de EUA, el cambio en el patrón de cultivos es la prioridad de la reconversión productiva. Para este fin se ha buscado impulsar la asociación de los ejidatarios con el agronegocio nacional y extranjero: en el riego, para erradicar el maíz, el frijol o el chile en favor de hortalizas para la exportación y en el temporal para sustituir el frijol por los forrajes o la cebada maltera. En las tierras de menor calidad los ganaderos presionan por agostaderos. Un recurso en juego es la importante infraestructura agroindustrial en manos de los ejidatarios, la cual también se busca privatizar.

Tratándose de la región más dinámica, aquí se expresan las principales líneas del proyecto gubernamental: la desregulación y la liberalización comercial, así como sus objetivos de recomposición social y tecnológica: la búsqueda de la privatización de la compactación de los predios, de la eliminación de importantes sectores campesinos de la escena rural, todo orientado a un fin: lograr la reconversión productiva -con los agricultores más eficientes- que permita a la región una inserción competitiva en la economía global. Como intuición no declarada, está la idea de que la reconversión deberá apuntar hacia la ganadería de carne y la horticultura para la exportación, por lo que podrían justificarse usos del suelo tributarios de aquellos, como la producción de forrajes y quizá ciertos frutales susceptibles de industrialización.

LOS ACTORES SOCIALES DE LA REGION CENTRO-NORTE

A fin de ubicar las estrategias de los productores de básicos en el contexto referido, cabe hacer referencia a la configuración social existente en el medio rural. Así, en un estudio previo (Ramírez, 1991) habíamos identificado los siguientes grupos sociales:

1. Un sector de empresarios agrícolas vinculados a la producción hortícola para la exportación y el mercado nacional, íntimamente vinculados a la agroindustria y con claras tendencias a ligarse al capital foráneo para su reproducción. Estos empresarios pueden producir de manera secundaria cultivos forrajeros e incluso granos básicos. Su principal recurso productivo es la tierra de riego ubicada en áreas donde se concentra la infraestructura productiva y comercial. Se localizan principalmente en las llanuras irrigadas de la franja agrícola, así como en la región de los cañones y en el valle de Jerez ligados a la producción frutícola. Participan en la Unión Nacional de Productores de Hortalizas (UNPH) y a partir de los setentas mantienen creciente cercanía con la esfera gubernamental y sus puestos de representación.

2. Un sector de empresarios ganaderos vinculados a la ganadería extensiva productora de becerros para el mercado norteamericano y el mercado nacional de la carne y la leche. Con una definida relación con la agroindustria regional y los canales de comercialización a los EUA, estos empresarios que pueden ser también productores de sus propios forrajes, tienen como principal recurso a la tierra cuya explotación extensiva y su ubicación respecto a los EUA les permiten obtener considerables ganancias. Estos ganaderos presionan sobre los agostaderos de los ejidos y pequeños propietarios agrícolas con prácticamente todas las regiones del centro-norte. Teniendo como en la base de su sistema productivo la compra de becerros a los campesinos una vez que estos han sorteado los mayores riesgos de la producción, su disponibilidad de grandes extensiones de tierra e infraestructura productiva les permiten enfrentar las variables condiciones del mercado. Sus organizaciones representativas siguen siendo la Uniones Ganaderas Regionales a nivel de cada una de las entidades donde, a pesar de perder cierto protagonismo en las últimas dos décadas, siguen teniendo peso en las esferas gubernamentales a las que aportan cuadros políticos de primer nivel.

3. Existe también un sector de pequeños empresarios agrícolas que sostienen una parte importante de la producción de granos y de ganado en la entidad. Estos pequeños empresarios agrícolas, privados en su mayoría aunque existen también ejidatarios, tienen como

principal recurso superficies extensas de buen temporal en la Franja agrícola, la región de los Cañones y los valles ubicados en la región de Sierras Occidentales. Teniendo acceso a superficies de riego en las Sierras y Llanuras Orientales, la Franja Agrícola y los Cañones, estos productores han incursionado, con una estrecha vinculación al crédito oficial, en la producción frutícola y hortícola para el mercado nacional. Este grupo de productores en general mantienen una relación típica con el fenómeno emigratorio: en particular en la Franja Agrícola y las Sierras Occidentales y secundariamente en la región de los Cañones, los ingresos por remesas de emigrantes a EUA han significado la posibilidad de apuntalar económicamente a la ganadería y la fruticultura de este sector, así como a la mecanización de la agricultura. No obstante, estos productores cuya participación política es común a nivel local y regional en las colonias agrícolas, ejidos y municipios, expresan problemas para la superación de sus niveles tecnológicos, donde a diferencia de los empresarios agrícolas muestran importantes carencias así, pese a contar con importantes avances en términos de mecanización y uso de fertilizantes, todavía existen huecos por cubrir en el uso de pesticidas y de variedades de alto rendimiento.

4. Los campesinos constituyen el sector mayoritario de la población rural en la región centro norte del país y el soporte fundamental de la producción de frijol, maíz, chile, vid, tuna, durazno, guayaba y ganado en sus entidades. Orientando su producción al mercado nacional en condiciones desventajosas que van desde el intermediarismo, la usura en especie y el monopsonio, hasta el abatimiento artificial de los precios de los productos básicos por el propio gobierno, el campesinado desarrolla sus actividades económicas en condiciones de extrema aleatoriedad por lo que su nivel de vida oscila entre una condición de subsistencia y la posibilidad en años buenos de tener una producción excedentaria. En los últimos años, las condiciones del mercado han alejado la posibilidad de "años buenos" aún cuando se hayan podido obtener volúmenes de producción relativamente altos.

Estos productores cuyo principal recurso productivo es su fuerza de trabajo familiar, usufructúan terrenos de temporal y reducidas superficies de riego con una alta dependencia del crédito oficial. Dependen asimismo para su reproducción, en una proporción importante, de su desempeño directo como trabajadores asalariados en el campo o en la ciudad predominantemente en destinos nacionales, así como de las remesas enviadas por familiares empleados en los Estados Unidos.

En la franja agrícola los campesinos constituyen el grupo dominante representando el 62.5% de las unidades de producción de acuerdo a una tipología de productores. Realizada en el estado de Zacatecas. En esta región el 43% de los campesinos están incorporando a su reproducción al desempeño como trabajadores asalariados fuera de la entidad. En la región de los cañones los campesinos, predominantemente propietarios privados, desarrollan una agricultura minifundista en los valles, mesetas y lomeríos de la región en íntima relación con la ganadería de bovinos. En la región de las sierras con un patrón productivo similar los campesinos aprovechan los valles intermontanos desarrollando una ganadería extensiva en las sierras. En el semidesierto, por las condiciones adversas del clima, este tipo de productores se localiza sólo en aquellas áreas irrigadas de las sierras y llanuras orientales donde se desarrolla una producción ejidal de básicos y hortalizas.

El nivel tecnológico de la producción campesina es precario; a pesar del grado de mecanización de las actividades agrícolas en la franja central de la entidad y los primeros lugares alcanzados por Zacatecas en la producción de frijol y chile seco y la importancia de la producción de frutales, los rendimientos son reducidos y sólo se compensan con las grandes extensiones aprovechadas. Aspectos básicos como la fertilización, densidad de siembra y uso de semillas mejoradas están por desarrollarse; en la ganadería, a pesar de cierta calidad del hato existen serios problemas en la alimentación del ganado y en el manejo de los agostaderos. La organización de este sector de productores está encadenada a los mecanismos oficiales de control agrario y son relativamente recientes los intentos por afrontar mediante planteamientos alternativos los problemas de la producción, la transformación y la comercialización.

5. Los productores de infrasubsistencia constituye un amplio sector del campesinado en la región, caracterizado por las peores condiciones de vida y las dificultades para obtener una producción agrícola suficiente para la reproducción de sus unidades familiares.

Este grupo se distribuye en todas las regiones pero particularmente está presente en la región del semidesierto y en las Sierras Occidentales, espacios asumidos por el gobierno como zonas marginales desde los setentas y objeto de atención antes de COPLAMAR y ahora de PRONASOL.

Nutren a este grupo, aparceros y comuneros indígenas de la región de Los Cañones así como productores minifundistas y ejidatarios de las

zonas de alta siniestralidad en el estado. Incluso en la franja agrícola este sector constituye el 26.5 de las unidades de producción agropecuarias simplificándose en lo productivo por sostener una producción de maíz como cultivo dominante complementado con la ganadería menor o bovina en hatos de traspatio, con la explotación ixtlera-candelillera en el semidesierto e incluso la minería de gambusinos, pero principalmente por la venta de fuerza de trabajo de manera temporal en las zonas hortícolas del país o las ciudades vecinas a la entidad. Sometidos a una creciente descapitalización y al agotamiento acelerado de sus recursos naturales, los campesinos de infrasubsistencia son sujetos del asistencialismo gubernamental a través del Programa de Solidaridad. Recientemente el deterioro de sus condiciones de vida y la presión sobre sus recursos parece favorecer su organización, por lo menos en el caso de los ixtleros candelilleros, sin embargo, para los demás grupos que no logran identificar un interlocutor tan directamente el panorama no es tan claro.

LA MODERNIZACION DE LA AGRICULTURA UN VIEJO ANHELO

La falsa identidad entre modernización y diversificación productiva cuenta con vastos antecedentes en la línea del desarrollismo agrícola.

La lucha por el uso del suelo, en particular por la definición del patrón de cultivos tiene un largo historial en las llamadas zonas semiáridas, donde una vez aceptada la necesidad de desarrollar actividades agrícolas para el sostenimiento de la población, la tarea principal ha sido la búsqueda de la piedra filosofal, es decir del cultivo que logre convertir en virtudes las limitantes agroclimáticas de estas regiones.

A la búsqueda de esta piedra filosofal se sacrificaron importantes recursos no sólo del erario público sino de las comunidades y en ese camino se alimentó el escepticismo campesino frente al poder de la técnica agronómica. Experiencias memorables en las regiones semiáridas fueron el olivo, el lúpulo, el girasol y la cebada, por no hablar de candelilla, guayule, jojoba, sábila y lechuguilla.

Actualmente, el programa gubernamental para la modernización de la agricultura logra enunciar un cierto enfoque integral de los aspectos que pueden favorecer una reconversión productiva. Así, señala la necesidad de establecer estudios de regionalización edafoclimática para determinar el potencial productivo de los cultivos en las diferentes zonas del país; también sostiene la pertinencia de realizar los estudios de factibilidad económica por cultivo, considerando los costos de producción y condiciones del mercado y reconoce la necesidad de estudiar los sistemas de producción actuales y potenciales (La Jornada, 8 de agosto de 1992). En este sentido el diagnóstico modernizador para explicar los fracasos anteriores es obvio: no hubo un planteamiento técnicamente adecuado.

Por otra parte, más que las asociaciones en participación, cuya dependencia de los financiamientos gubernamentales ha sido suficientemente señalada, y las sociedades mercantiles cuya incursión en los campos mexicanos es aun dudosa, los principales mecanismos para realizar una brusca limpieza de terreno en el campo mexicano han sido la política de precios, la restricción crediticia y una apertura comercial desleal para los productores del país. Se ha pretendido que en el marco de las Reformas al artículo 27, una masa mayoritaria de productores se desprendan de sus tierras como consecuencia de la asfixia económica.

Sin embargo la promoción de esta violencia económica, que a pesar de todo es percibida por los productores, hace ver lo limitado de la perspectiva gubernamental en términos de la consideración de lo social como variable de la dinámica agraria y agrícola y su dificultad para incorporar a la planeación las grandes certezas que brinda el análisis histórico. Máxime si el afán de la modernización, como lo señala la metáfora de Fausto implica una ruptura así sea dolorosa, por innecesaria, con lo tradicional.

La sociedad que derivó de la particular colonización del norte mexicano revistió un conjunto de rasgos que pesan hasta nuestros días.

La base económica de esta sociedad fue el patrón minero-ganadero que a su vez favoreció la gran propiedad territorial como producto de las grandes crisis mineras y el endeudamiento.

La agricultura, siempre subordinada a la minería y la ganadería, se desarrolló con niveles tecnológicos relativamente superiores por la escasez de mano de obra pero en espacios muy localizados siendo generalmente insuficiente para cubrir la demanda de los centros mineros que en cambio desarrollaron considerable importancia comercial.

Desde su origen esta sociedad fue un espacio de significativa movilidad poblacional, tanto por su ubicación geográfica y su importancia comercial, que le valieron el atributo de "la civilizadora del norte", como por los efectos de la concentración de la tierra y los ciclos de auge y crisis de la minería. En este sentido el poblador de Zacatecas siempre fue abierto a realizar desplazamientos para lograr el mejoramiento de sus condiciones de vida.

La modernización porfirista hizo de Zacatecas un modelo del régimen y significativamente ahí vio destruido su poderío militar. El Zacatecas de inicios de siglo era una sociedad de contrastes: con minas en bancarrota, tenía otras que florecían como producto de la inversión extranjera. Con personajes como José León García, mantenía ya un claro perfil emigratorio hacia los EUA y el norte del país.

Con la Revolución se inició un cuarto de siglo de efervescencia agraria que cuestionó las bases del modelo hacendario y en menor medida de la gran propiedad

territorial. Están por estudiarse los efectos de la reforma agraria cardenista, que impactó prácticamente al conjunto de la entidad, sobre el proceso migratorio.

Zacatecas entró a la época del desarrollismo agrícola en franca desventaja: a su escasa provisión de recursos naturales debió agregar el producto social de un cuarto de siglo de conflictos por la tierra. Y sería hasta la aparición de un poder articulador y mediador con la Federación cuando se haría posible una relativa incursión dentro del proyecto nacional.

La articulación de Zacatecas al desarrollo capitalista se concretó como productor de granos básicos, pero sobre todo como abastecedor de mano de obra para los centros urbanos y áreas agrícolas de dentro y fuera del país.

Al iniciar la década del cuarenta las tendencias centrífugas para la población zacatecana se vieron magnificadas por la coyuntura de la guerra mundial, la inflación, la contrarreforma agraria avilacamachista y la orientación de las inversiones federales que excluyeron a la entidad del proyecto desarrollista. Estos elementos profundizaron la descomposición de una frágil economía asentada en un restrictivo sustrato natural, un bajo nivel tecnológico, una agricultura prácticamente de monocultivo y una significativa concentración de la tierra.

El gobernador Leobardo Reynoso quien entre sus virtudes tuvo incorporar a Zacatecas al presupuesto federal apenas en 1946, derivó gran parte de su poder de su capacidad de tomar el pulso al fenómeno emigratorio. Así en diciembre de 1944 como Gobernador conseguía la contratación directa de 8,000 braceros y en 1946 de 9,640 zacatecanos mediante negociación directa.

La emigración de los cincuenta se dio en condiciones de una violenta descomposición campesina que agudizada por graves sequías asumió rasgos de éxodo. No obstante, los gobiernos reynosistas mantuvieron cierto margen de maniobra. En 1954 el gobernador Minero Roque canalizó 12,000 aspirantes para contratarse como trabajadores agrícolas en los EUA y en 1955 otros 13,500, a pesar de que el año fue bueno.

Durante los últimos años del reynosismo la emigración legal a los EUA alcanzó las siguientes cifras: 1959, 36,400 braceros enlistados; 1960, 6500 zacatecanos emigrados y 1961, 7,064 emigrados. El promedio de emigración durante el período reynosista se acerca más a la cifra de 1959, de acuerdo a Campbell (1972) quien señala que en el período 1951-1964 el Estado de Zacatecas aportó 390,061 braceros a la economía estadounidense, cifra que representó el 8.87% de la emigración legal nacional, sólo rebasada por Guanajuato, Jalisco, Michoacán y Chihuahua.

Para 1960 once de cada cien zacatecanos se lanzaban bajo los auspicios de su gobierno a la búsqueda del dólar. Pero el paraíso no estaba abierto para todos, ya que

como señaló Rosario Robles (1989) los braceros que ingresaban a los EUA eran recontractados en su mayoría, así una encuesta realizada a fines de los cincuenta mostraba que el 22% ya había sido contratado una vez, el 18% dos veces y el 31% tres veces o más, por lo que sólo el 29% no habían trabajado antes en los EUA

Esta realidad consolidó los tintes regionales del proceso emigratorio en el Estado de Zacatecas ya que significó la conformación de una red básica en los EUA sobre la cual el flujo de braceros discurrió en lo sucesivo.

Así, en este período decisivo otras regiones de la entidad perdieron su oportunidad de vincularse globalmente al mercado norteamericano de la fuerza de trabajo que prácticamente fue cubierto por la región de Los Cañones y algunas regiones del corredor centro occidental de la entidad. En descargo, el semidesierto, la porción suroriental de la entidad y otras áreas de expulsión importantes se ligaron preferentemente al mercado nacional de la fuerza de trabajo.

La modernización agrícola de los sesenta en el Estado de Zacatecas fue conducida en un contexto en que el gobierno federal propugnaba la disminución de las superficies cultivadas de maíz en condiciones de riego. Los cuatro puntales de este intento modernizador fueron la ampliación de la infraestructura productiva, la búsqueda de la diversificación del patrón de cultivos, la modernización de la ganadería y la contención del reparto agrario dentro de las zonas de menor potencial productivo.

Desde 1964 el gobierno de Zacatecas se preocupó por impulsar el cultivo de la cebada en Calera y las hortalizas y el algodón en Loreto. En 1969 la ANAGSA establecería 1,000 hectáreas de cebada con la intención de contratar con una firma cervecera y en 1963 se reportaba una producción de cebolla tan sólo en Loreto, del orden de 5,000 ton., así como 1,300 ton. de chile en esa zona.

A partir de 1968 se asumió la cruzada diversificadora con mayor devoción, y se insistió en que las áreas de riego deberían destinarse a cultivos rentables, especialmente sustituyendo al trigo por los forrajes y frutales. A través del crédito se promovió decididamente la producción de ajo, cebolla, chile, cebada, alfalfa, col, chícharo, alpiste, lenteja, haba, papa, garbanzo, cártamo y girasol.

Los cultivos de ajo, col y cebolla, a partir de una decidida promoción gubernamental consolidaron un espacio en el patrón de cultivos en las llanuras irrigadas de Loreto y Calera bajo el cobijo de la tenencia privada. Dentro de la producción ejidal también en la Franja Agrícola el chile suplantó importantes áreas trigueras.

Es de destacarse el intento por introducir de manera masiva las oleaginosas al patrón de cultivos de la entidad, mediante gestión directa del Gobernador del Estado con los representantes de la Cámara de la Industria de Occidente en 1970. El

programa de oleaginosas llegó a cubrir alrededor de 8,000 hectáreas pero fue a menos, hasta darse por concluido en 1972.

Los sesenta fueron también el escenario para el despegue de la fruticultura en la entidad bajo una decidida promoción gubernamental a partir de créditos, asistencia técnica y distribución de planta, especialmente en las áreas que estaban siendo incorporadas al riego.

Pero mientras en las regiones más dinámicas del país el cambio en el patrón de cultivos era una salida obligada a la disminución de la rentabilidad de los básicos y a la imposibilidad de recuperar ésta a través de expansiones significativas de las superficies de riego o de incrementos en los rendimientos, a partir del uso de agroquímicos o de semillas mejoradas, en Zacatecas apenas se estaban conformando las principales zonas de riego de la entidad y el nivel tecnológico de la agricultura era más bien precario. Grandes sectores de productores de básicos que apenas se incorporaban a la mecanización y al regadío, desconociendo el uso de fertilizantes y agroquímicos, eran empujados por el Estado a la búsqueda de cultivos más remunerativos pero también con mayores requerimientos técnicos y de inversión.

El papel protagónico asignado a la ganadería en los sesenta, así como los intentos por diversificar el patrón de cultivos configuraron una lucha por el uso del suelo que tuvo su correlato en una política agraria que canalizó a los demandantes de tierra hacia la región del semidesierto.

La modernización de los sesenta concluyó expresando una creciente desigualdad regional y una clara polarización social cuyas contradicciones se expresaron en el movimiento campesino de los setentas.

La modernización confiada a los ganaderos, no logró trascender en el esperado florecimiento de una ganadería intensiva y sólo promovió la polarización del medio rural al contener las demandas agraristas y condenar a amplios contingentes campesinos a buscar su supervivencia en el semidesierto encadenados al tutelaje estatal. En estas condiciones la emigración rural al extranjero y al interior del país confirmó su papel preponderante en la sociedad zacatecana.

El movimiento campesino de los setenta definió una nueva relación entre los actores sociales del campo zacatecano, después de una solución negociada en la que el Estado sometió ciertos intereses de los terratenientes afectando áreas de gran potencial dentro de la Franja Agrícola y obteniendo un consenso político fundamental para una nueva fase de inversiones sucesivas en el campo. Los ganaderos en la década de los setenta y ochenta perdieron parte del protagonismo que habían recuperado ente 1940 y 1970 y un sector de agricultores vinculados a la agroindustria cobraron nuevo peso.

El Estado promovió decisivamente la ampliación de la superficie irrigada y la extensión del parque de maquinaria agrícola. La política de crédito fungió como palanca para profundizar la especialización productiva de la entidad promoviéndose un endeudamiento generalizado entre los productores agrícolas. A la disputa por el uso del suelo concurren los espejismos del crédito fácil, la mecanización y el cambio hacia cultivos modernos. Mientras amplias zonas maiceras terminaron de convertirse en frijoleras, trasladando sus yuntas y aperos al museo agrícola, amplios grupos de productores incursionaron en nuevas asociaciones en participación con las agroindustrias obteniendo funestos resultados. Los productores organizados que a partir del crédito lograron adquirir infraestructura para agregar valor a su producción pronto se vieron asfixiados por las deudas y con grandes dificultades para penetrar en los mercados.

LAS ESTRATEGIAS ANTE LA CRISIS AGRICOLA Y LAS CONTRADICCIONES DE LA REESTRUCTURACION RURAL.

Al momento de escribir estas líneas se siguen acumulando elementos para dudar de la buena suerte del proyecto salinista y para insistir sobre la naturaleza pragmática de las políticas neoliberales. Enfrentado el país y sus actores sociales a la sucesión presidencial en el contexto del serio cuestionamiento a las prescripciones neoliberales a nivel mundial, podremos ver si la desregulación y la liberalización tienen el arraigo social necesario para mantenerse como el eje de la política económica, o si ésta debe ceder terreno en aras de mantener el poder político.

Asimismo, si entendemos que el proceso de globalización no es un brusco salto económico de la historia, al cual los hombres y sus estructuras institucionales deben adaptarse fatalmente, sino más bien un proceso conflictivo e incierto propio de la naturaleza mundial del sistema capitalista, entonces podremos evaluar mejor las experiencias regionales sin someterlas de entrada a una visión apocalíptica por la cual la desaparición de todo elemento ajeno a la globalización es sólo cuestión de tiempo.

Por último y antes de entrar a las estrategias de los diferentes grupos sociales cabe recordar que desde hace muchos años la agricultura mexicana esta inscrita en un proceso de internacionalización. Hacer énfasis en la continuidad de este proceso en la región, en los términos en los que lo hemos apuntado, nos permitirá entender a la reestructuración rural como un proceso que se dirime regionalmente a partir de los intereses de los diversos grupos, su densidad histórica y su peso político.

1. Para los empresarios agrícolas vinculados a la horticultura exportadora y a la agroindustria el proyecto gubernamental, en particular la liberalización comercial, les resulta favorable. Sin embargo el componente desregulador les representa problemas de financiamiento (crédito escaso y caro). La estrategia principal de

estos empresarios es la vinculación con las empresas extranjeras para buscar acceso al mercado norteamericano y financiamiento. Asimismo es notorio un esfuerzo por diversificar las líneas de producción de sus plantas agroindustriales para reducir su capacidad ociosa.

La estrategia de las asociaciones en participación, que a nivel general ha tenido respuesta como mecanismo de las agroempresas para acudir a créditos baratos, no ha despertado gran interés en la región. Priva más bien el sistema de la agricultura por contrato mediante el cual algunos trasnacionales y el monopolio vinícola aseguran sus zonas de abasto.

La presión de estas empresas sobre los terrenos ejidales de riego puede crecer en la medida en que las zonas productoras se sigan desplazando desde el Bajío hacia la región centro norte, como consecuencias de problemas de plagas y enfermedades. De hecho algunos socios zacatecanos del agrobusiness hortícola han buscado interesar a la principal Unión de Ejidos de la región para incursionar en la producción de brócoli bajo esquemas de contratos de compraventa. A pesar de que es muy probable que la estrategia empresarial más adecuada en las condiciones actuales sea la renta de parcelas, las agroindustrias se muestran recelosas a arriesgar su capital en la fase de la producción primaria por lo que prefieren seguridad bajo el esquema de contratos con productores ejidales o con grandes empresarios.

2. Los empresarios ganaderos, en particular los de Zacatecas y Durango, constituyen el grupo con mayor densidad histórica en la región y han sido los principales actores del atraso tecnológico del agro; estos empresarios habían perdido protagonismo en la década de los setenta, sin embargo los cambios en la política agraria y comercial les han sido favorables desde el sexenio pasado.

Las reformas al Artículo 27 representan para este sector la validación de la concentración territorial y la posibilidad de mejorar la alimentación de su ganado, mediante el cultivo de forrajes o pastos. Sin embargo la estrategia del mejoramiento tecnológico quizá no sea la más necesaria para estos empresarios cuya rentabilidad está basada en la renta de la tierra que se apropian, en los sistemas de producción extensivos de baja inversión en capital fijo, y en los intercambios desiguales que establecen con la ganadería campesina.

En las condiciones actuales los empresarios ganaderos seguirán con la estrategia de presión sobre los agostaderos y los becerros de los ejidos. Y en el marco de la nueva ley agraria presionarán sobre las tierras de temporal de los ejidos. Dado su peso político, tendrán la oportunidad de insistir sobre la vocación ganadera de la región para buscar canalizar hacia esta actividad los esfuerzos gubernamentales para la reconversión productiva.

3. Los pequeños empresarios agrícolas han sido fuertemente afectados por las políticas de liberalización comercial y desregulación estatal. En particular la política crediticia representan un fuerte golpe para este sector desarrollado a su sombra. Según datos de su Director General, el BANRURAL redujo la superficie habilitada a nivel nacional, de 7.23 millones de hectáreas en 1988 a sólo 1.2 millones en 1991 afectando principalmente el avío agrícola (Revista Agronegocios en México # 4, junio 1992. p 35-39). Dado que esta política implicó la suspensión del crédito en las zonas con siniestros constantes y de escaso potencial productivo, el impacto sobre la región centro norte fue sensible.

Las estrategias de los pequeños empresarios ante un hecho económico y político de esta magnitud en su contexto de retiro de subsidios a los insumos y consecuente aumento de los costos de producción han sido diversas.

- (a) Algunos agricultores en las áreas de riego sustituyeron hortalizas, forrajes o frijol, por el cultivo del maíz que en 1990 se volvió atractivo como negocio por un precio subsidiado. Así, contrariamente a los planteamientos de la reconversión productiva, el maíz ganó terreno (frente al sorgo en el Bajío, el algodón en la Laguna y la soya en Sonora) debido a que, según Sagarnaga (1992), "en 1990 el efecto relativo de los ajustes de política, que provocaron la elevación del costo de los principales insumos de la producción se vieron más que compensados por un radical cambio en la política de precio de garantía del maíz, por lo que la protección pasó de negativa a positiva" (p.11). En la franja agrícola ejidatarios de Fresnillo, Zac. obtienen con la ayuda de semillas mejoradas rendimientos entre 5 y 8 ha. de maíz por hectárea. En el contexto de la contracción crediticia estos pequeños empresarios recurrieron a la estrategia de tomar "al partido" los terrenos de riego que otros productores no podían cultivar por falta de recursos. En los ejidos, estos

pequeños empresarios respondieron a la iniciativa gubernamental de conformar Uniones de Crédito capitaneando la búsqueda de recursos financieros no siempre con éxito.

- (b) En las zonas de temporal, los pequeños empresarios han contado con un margen reducido. Han optado también por el maíz pero bajo el sistema de humedad, cuando las precipitaciones invernales lo permiten y con un grado muy alto de aleatoriedad y menores niveles de producción. Por esta razón los pequeños empresarios agrícolas han buscado solucionar el brusco descenso de su rentabilidad principalmente por dos vías:
 - i) Buscando escalas de producción menores para reducir sus riesgos y sobre todo los costos de la producción, en particular los del crédito usurario (10 al 15% mensual), los de los combustibles y fertilizantes.

- ii) Haciendo recaer el costo de la crisis en los campesinos con los que se asocian para trabajar la tierra. Ya sea elevando los precios del uso de su maquinaria en el caso de la llamada "maquila" o, buscando una relación más ventajosa en las proporciones del producto que les corresponde por trabajar en aparcería (pasando del tercio al cuarto para el dueño de la tierra) estos productores descargan en los campesinos parte de los costos que les impone el proyecto gubernamental. Sin embargo, dadas sus condiciones de producción y mercadeo, difícilmente podrían desarrollar una estrategia de concentración de tierras y ampliación de las escalas de producción.

Por su peso en la producción alimentaria y su relación particular con la emigración hacia el extranjero, estos agricultores tienen una clara percepción de las implicaciones que tiene someter a un "shock" a la producción de granos básicos en un contexto de liberalización económica. Viejos emigrantes de la época de los contratos a EUA muchos de ellos, en los últimos años han visto con estupor como el gobierno realiza cuantiosas importaciones de frijol con el propósito de deprimir los precios de sus productos, justo al momento de la cosecha. Adicionalmente han visto sus precios castigados por intermediarios e instituciones. Considerando los agravios acumulados y el lugar que ocupan estos agricultores en la estructura local y microregional del poder político tal vez no hay garantía para que su disciplina dure cien años.

4. Los campesinos constituyen el sector mayoritario de la sociedad rural y el soporte de la producción en la región. Son también el sector más afectado por las políticas de liberalización comercial y desregulación estatal. Sin embargo, son sus estrategias las que denotan más claramente los límites del proyecto reestructurador en la región y sus problemas para conseguir la concentración

territorial y la compactación de superficies, el flujo de las inversiones, la reconversión productiva, el mejoramiento tecnológico y el muy necesario consenso político.

El gobierno ha sostenido la tesis de que existen demasiados campesinos en el campo así como su propósito de corregir ese dato económico premoderno. Ha sido consecuente en los hechos entre otras cosas porque de la reducción del crédito de BANRURAL ya citada, y que fue del orden de seis millones de hectáreas, sólo 2.8 millones fueron transferidas al PRONASOL, según la misma fuente. Sin implicar que los fondos PRONASOL representen algún apoyo serio a la producción agrícola, estas cifras nos indican que existe una verdadera guerra económica contra los campesinos del país.

La estrategia de las asociaciones en participación que en algún momento pareció ser un requisito para la obtención de créditos, con los empresarios fungiendo como aval, encuentra en la región un historial de fracasos agrícolas que juegan en

contra del entusiasmo campesino por buscar la reconversión productiva por esta vía. Cultivos de alta rentabilidad como el girasol, ajo y el propio brócoli han sido causa de amargos fracasos para los campesinos de la región. La horticultura y la fruticultura campesina fueron pronto presa del intermediarismo y su expansión desordenada las llevó a un callejón sin salida. La construcción de costosas instalaciones agroindustriales para agregar valor a estos productos significó el endeudamiento de los ejidos y sus organizaciones sin lograr conquistar los mercados. Las incursiones al mercado estadounidense muchas veces terminaron con la desaparición de los brokers, etc. Por estas razones es más posible que los campesinos se interesen por esquemas de compra venta bajo contrato en pequeñas superficies de riego con empresas ya establecidas en la región; este mecanismo, que no promoverá la transferencia tecnológica, tampoco posibilitará una reconversión extensiva bajo el impulso de las agroempresas. Por otra parte, es dudoso que los campesinos de la región puedan obtener un mayor margen negociando directamente con las grandes comercializadoras de EUA, ya que a decir de los expertos del CIESTAAM, éstas se interesan por superficies compactas con una extensión mínima de 3,000 ha. de riego.

Debido a los problemas que enfrentan las multipublicitadas asociaciones en participación para convertirse en el mecanismo para la modernización rural sin conflicto agrario, es evidente que las inclinaciones del gobierno se han desplazado hacia las sociedades mercantiles que constituyen una vía más expedita hacia la concentración de la propiedad territorial y que según el Director de BANRURAL "ofrecen a sus integrantes mecanismos claros de aportación y de distribución de los beneficios [y] son una alternativa para que los ejidatarios atraigan socios con recursos y en general para que los capitales privados fluyan al campo". (Agronegocios # 5, julio 1992, p. 56). Siendo previsible la constitución de sociedades mercantiles ganaderas en la región, es poco probable que sean los campesinos descapitalizados quienes las conformen y más aún que entren en sociedad aportando sus terrenos a aquellos agentes que históricamente han presionado sobre ellos. Incluso es dudoso que los campesinos estén dispuestos a formalizar contratos de compra venta para su producción de becerros, pues aunque la relación entre campesinos y empresarios ganaderos esta arraigada, la producción y venta de becerros en las unidades campesinas se da como una estrategia de diversificación económica, ahorro y reducción del riesgo, dejando abierta la posibilidad de que los becerros puedan ganar peso antes de ser vendidos o de incrementar el hato.

La venta de parcelas ejidales que a fin de cuentas es el mecanismo más directo para reducir la sobrepoblación campesina, acabar con el minifundio y acelerar las inversiones encuentra fuertes problemas para generalizarse y convertirse en la vía dominante para la concentración territorial. A pesar de que UNORCA señaló con tardía alarma que han empezado a venderse parcelas ejidales en Zacatecas, Guanajuato y Durango (La Jornada 15-II-92), no parecen existir evidencias de que

este proceso se haya desencadenado de manera masiva como producto de la nueva Ley Agraria a casi un año de su expedición. A la fecha es claro que no se ha podido conformar un mercado de tierras como producto de un reordenamiento del marco jurídico, por el contrario la presión sobre las tierras campesinas se ha seguido dando, ahora en plena ley de la selva por los mecanismos tradicionales de la usura y el intermediarismo. Precisamente la contracción crediticia y la liberalización comercial han agigantado las nada modernas figuras del usurero y el coyote, encarnadas no pocas veces en la misma persona. Prestamos al 10 o 15% mensual, o en especie a cuatro costales por cada costal prestado de semilla son una presión muy real para el campesino que así arriesga la propiedad de su tierra. Precios inciertos y generalmente castigados por los intermediarios completan el cuadro del empobrecimiento campesino.

Las estrategias de los productores campesinos ante esta situación denotan un significativo apego a la propiedad de la tierra que puede estar basado en un componente generacional. En este sentido las políticas de shock no han generado la venta masiva de parcelas pero si un mayor abandono o ausentismo sin cambios en la propiedad rural. Si la base cultural de este apego campesino puede buscarse en la historia agraria de la región, en el perfil generacional de los campesinos y en sus representaciones simbólicas, es claro que la base material que lo posibilita debe ser buscada en el papel que juega la emigración para las unidades campesinas de la región, aspecto que abordaremos más adelante.

Antes, es conveniente señalar que las estrategias de los productores campesinos, en primera instancia se orientaron hacia la reducción de los costos de producción monetarios por la vía de la supresión y/o por posición de prácticas agrícolas. Esta estrategia con un impacto tecnológico regresivo consiste por ejemplo en retrasar lo más posible las labores de preparación del terreno para reducir los intereses usurarios. Si técnicamente lo recomendable es preparar el terreno en enero para almacenar humedad y combatir plagas y enfermedades, lo adecuado económicamente es realizar esta práctica en mayo para no pagar tantos intereses. En otra vertiente supone la eliminación de una práctica cultural o de preparación del suelo. Por supuesto, en esta estrategia se incluye un uso inadecuado de los fertilizantes.

Una segunda estrategia se ha presentado, muchas veces acompañando a la primera, como producto de la agudización de la crisis agrícola. En la medida en que el financiamiento usuario se encarece, que el PRONASOL es insuficiente, que los pequeños empresarios encarecen los servicios de su maquinaria o pretenden apropiarse una proporción mayor en la producción bajo aparcería porque quedarse con dos tercios ya no les conviene, en síntesis, en la medida en que la producción se hace cada vez más cara y el producto cada vez más barato, las unidades campesinas han buscado una recomposición de su ingreso familiar, tratando de reducir aquella parte que depende de la producción agrícola y ampliando la que se

basa en su desempeño como trabajadores asalariados. En el ejido más grande de la región, destacado por su importancia como productor de frijol son las mujeres las que asisten a las asambleas ejidales y las que pelean los reducidos estímulos a la producción. La fuerza de trabajo masculina se encuentra en el extranjero de manera temporal o definitiva, pero las tierras no se venden, aunque alguna parte quede ociosa u otra se deba pasar "al partido".

Es esta densidad histórica de la emigración en las principales regiones del centro-norte del país la que introduce un elemento fundamental en contra del proyecto de reestructuración rural. La violenta compulsión económica y la readecuación de un marco legal ad-hoc a la concentración territorial se enfrentan a un obstáculo quizá insalvable: campesinos empobrecidos en sus parcelas pero con dólares en el bolsillo. Viejos ejidatarios que no escuchan la demanda de sus hijos emigrantes y se mantienen sufriendo incomodidades en la producción, adultos que trabajan las tierras de los hermanos emigrados, etc., en suma una agricultura campesina a la que se le retiró el subsidio estatal, pero que no ha colapsado porque mantiene el "subsidio" de los emigrantes.

Esta situación, en la que la globalización idealizada por el gobierno puede ser bloqueada por la globalización realmente existente, la de nuestra fuerza de trabajo, se inscribe perfectamente en lo que Harry Cleaver (1992) entiende como un proceso de subversión del dinero como arma de mando del capital y que consiste en la posibilidad de que los trabajadores minen la acumulación de capital mediante usos no capitalistas del dinero.

5. Las estrategias de los productores de infrasubsistencia son más complejas y están montadas sobre equilibrios más frágiles. La idea de que sus precarios recursos no serían atractivos a los apetitos de la gran propiedad territorial pronto fue desechada por el activo papel de los empresarios ganaderos para reivindicar su derecho a los recursos de ... PRONASOL en el semidesierto zacatecano. Actualmente, la orientación de reconvertir al semidesierto a su vieja vocación ganadera significa la posibilidad de grandes inversiones en ganado, cercos perimetrales e infraestructura que más temprano que tarde caerán en manos de unos cuantos empresarios.

Las estrategias de los productores de infrasubsistencia no cuentan con el soporte de la emigración al extranjero ya que estos campesinos se ocupan temporalmente en los contraídos destinos nacionales y lo más grave es que al complicarse la situación de su exigua producción agrícola y pecuaria se ven obligados a ejercer una mayor presión sobre sus recursos bióticos en particular el ixtle, la lechuguilla y la candelilla poniendo en riesgo su sostenibilidad.

CONCLUSIONES

En la región centro norte del país las estrategias de los productores de básicos ante la crisis agrícola y la reestructuración global deben de ser analizadas según los diferentes grupos sociales y tipos de productores. El maíz y/o frijol cultivados de hecho por todos los tipos de productores y a lo ancho de toda la región juegan un papel diferenciado en las estrategias de los diferentes grupos sociales. Así, el maíz puede ser una opción rentable para los empresarios que sean capaces de aplicar un paquete intensivo en sus terrenos de riego, y también resulta la única opción para los productores de infrasubsistencia como parte de sus sistemas agrícolas diversos y de sus complejas formas de reproducción social. El frijol puede ser una variante parcial para los grandes empresarios agrícolas pero está resultando una carga para los campesinos y los pequeños empresarios debido a los crecientes costos de producción y los bajos precios.

Por lo anterior las estrategias de los productores de básicos no pueden ser entendidas si no es en el contexto de los intereses de los diversos grupos en el proceso de reestructuración rural.

Este proyecto reestructurador basado en la desregulación y la liberalización comercial, en el contexto de una profunda crisis agrícola, ha abierto un espacio conflictivo en el que los campesinos y los pequeños empresarios agrícolas están desarrollando estrategias defensivas que cuestionan la viabilidad del proyecto. La densidad del fenómeno emigratorio entre los campesinos y pequeños empresarios agrícolas complejiza la ecuación propuesta por el proyecto neoliberal, que supuso la venta masiva de parcelas como producto de la compulsión económica y la reforma jurídica. Hasta el momento, las estrategias defensivas, soportadas por las divisas de los emigrantes, han implicado un retroceso tecnológico, la contracción de las superficies cultivadas y una situación de incertidumbre que inhibe la reconversión productiva y favorece la elección de básicos. Sin embargo la terca resistencia económica de las unidades de producción no se ha acompañado de planteamientos estratégicos de las organizaciones de productores que en lo general han ido a la zaga de las transformaciones institucionales y de las propuestas gubernamentales aceptando sus premisas básicas.

REFERENCIA

- Cleaver, Harry. (1992) La Subversión del Patrón Dinero en la Crisis Actual. Ponencia al primer taller del grupo de trabajo sobre dinero global y estado nacional realizado por FLACSO, sede México (fotocopiado). julio 1992. 63 pp.
- De la Mora, Jaime. (1992) Viraje del Crédito-Subsidio al Crédito-Producción. Intervención en el Seminario sobre Administración Pública para el Sector Agropecuario en el Contexto de la Modernización, organizado por el Colegio de Postgraduados. Montecillos, México. publicado en Agronegocios en México números 4 y 5 (junio y julio de 1992).
- Ramírez, César (1991) La Configuración Regional y de Clases en el Estado de Zacatecas (1940-1970). Tesis de Maestría. FCS. UAZ.
- Ramírez, César, Juan Carlos Ledesma y Joel Cervantes (en prensa). Caracterización General del Área de Trabajo del Centro Regional Universitario Centro Norte. CRUCEN. Dirección de Centros Regionales.
- Sagarnaga, Miriam (1992) Maíz: Cultivo Predilecto del Régimen en : Agronegocios # 4 (junio de 1992).

LA PRODUCCION DE LECHE ANTE LOS NUEVOS RETOS

María del Carmen del Valle Rivera¹

INTRODUCCION

Para ubicar el contexto en que se inserta la actividad lechera en México, es importante destacar que el proyecto gubernamental de recuperación de la economía mexicana, y ahora de modernización, ha estado estrechamente ligado a nuevas formas para incorporar al país al mercado mundial, las cuales exigen la liberación económica y comercial.

Este proyecto se apoya en el crecimiento de las exportaciones y en la mayor participación del capital extranjero. Con este fin, se ha realizado un proceso de apertura comercial hacia el exterior, que se inicia con la entrada al Acuerdo General sobre Aranceles y Comercio (GATT) en 1986. En esta fecha, en que se firma el protocolo de adhesión al GATT, se inició la reducción de impuestos y barreras a la importación de productos lácteos, con el compromiso de que, en un período de ocho años a partir de esa fecha, las empresas se harían eficientes y serían competitivas².

Ahora, se avanza más en el proyecto, al darse el primer paso para la integración de un bloque económico con los países de América del Norte, que consiste en la firma del Tratado para establecer una Area de Libre Comercio. Este acuerdo implica una incorporación amplia en términos económicos, financieros y comerciales. Esta incorporación era un fenómeno que venía ocurriendo desde hace años. Una diferencia respecto al proceso actual es que ahora está sujeto a reglas y normas de los tres países.

Las diferencias entre los países que firman el Tratado de libre Comercio de Norteamérica (TLCNA) saltan a la vista. En resumen son las que se dan entre el desarrollo y el subdesarrollo y ya han sido bastante comentadas.

En la actualidad, la pregunta es : ¿como se insertará nuestro país en esa nueva división internacional del trabajo? y, más en particular, ¿cuál será la forma de inserción respecto a los países que conforman el Area de Libre Comercio (ALCNA)? De acuerdo a ese proyecto de modernización, se pueden distinguir dos maneras de participar en el nuevo mercado integrado. Una es mediante una reconversión de la planta productiva para orientarla

1. Investigadora del Instituto de Investigaciones Económicas de la UNAM, adscrita al Proyecto de Productos Básicos en el Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Humanidades de la UNAM.

2. María del Carmen del Valle Rivera, "Perspectivas de la producción de leche mexicana ante el Tratado de Libre Comercio de Norteamérica" in *Cuadernos agrarios*, N°4, México, 1992, pp.72-83.

hacia la elaboración de bienes competitivos en el mercado mundial. La otra posibilidad es la actividad maquiladora.

Cabe aclarar que el resultado que se obtenga en el comportamiento futuro de la economía mexicana y sus efectos en el bienestar de sus habitantes depende menos de los tratados y acuerdos con el exterior que de las decisiones que se adopten internamente. Desde mi punto de vista, para mejorar el nivel de vida de los mexicanos, se debe fortalecer el mercado interno, desarrollar tecnología propia, elevar la calidad de la educación, elevar el precio de la fuerza de trabajo retribuyendo a los trabajadores conforme a su productividad. Solo medidas de esta naturaleza permitirán acrecentar la productividad y poner en posición competitiva al país.

Desde el principio de los ochenta, la política económica incluyó un serio ajuste del gasto público, la privatización de las empresas del Estado, la desregulación de la economía, la contención salarial y la liberación de las fuerzas del mercado como determinantes del comportamiento de la economía. Las funciones del Estado se reducen a establecer normas para fomentar la competencia, a promover la actividad privada y a vigilar el orden. Las perspectivas respecto a mantener una estabilidad de precios y alcanzar una inflación menor de 10% pueden implicar de inmediato una baja en el ritmo de crecimiento y aún un estancamiento de la producción.

En ese camino, en el campo mexicano, se ha iniciado un profundo proceso de transformación que se espera genere un aumento en la inversión. La transformación apunta hacia el diseño de un nuevo país.

En primer lugar, se presenta un proceso de "desregulación y simplificación administrativa de las instituciones de atención al campo", así como "la racionalización del esquema de subsidios y su sustitución por un esquema de pagos agropecuarios" y "el desarrollo y fomento de un esquema moderno de comercialización de productos agropecuarios"³, lo que significa que el gobierno se retira de la esfera de la producción y de la comercialización, dejando la actividad al libre juego de las fuerzas del mercado.

En segundo lugar, "la adecuación del régimen de propiedad en el campo para fortalecer la iniciativa y la autogestión de los productores rurales"⁴ se promueve mediante la reforma del Artículo 27 y su Ley Reglamentaria. Con ello se legaliza la venta de la tierra ejidal a sociedades mercantiles, al definir los derechos de propiedad de los campesinos sobre los ejidos y las tierras comunales. Sin embargo, esta modificación tiene lugar cuando existe una situación de deterioro provocada por los "ajustes" de la década perdida y se dirige a campesinos empobrecidos pretendiendo incorporarlos a proyectos para capitalizar al campo mediante la constitución

3. Documento de la Secretaría de Agricultura y Recursos Hidráulicos : *"El sector agropecuario en las negociaciones del Tratado de libre Comercio Estados Unidos-México-Canadá"*. Agosto 24 1992, p.3.

4. Ibidem.

de nuevas formas de asociación económica. Habrá que reflexionar si estas condiciones son las más adecuadas para obtener seguridad y ejercer la libertad que se les ofrece, aún más, para conseguir un crecimiento productivo y competitivo en el mercado.

En tercer lugar, se promueve "la apertura comercial en el sector agropecuario para impulsar la modernización de la producción y fomentar su especialización creciente en las áreas en las que existen ventajas comparativas"⁵. Esta apertura puede dar lugar a una modernización excluyente, que discrimine a ciertos grupos sociales y ciertos grupos de productores, pues no todos los sectores podrán desarrollarse. En este terreno, es necesario analizar con mayor detenimiento los factores que determinan las ventajas comparativas. Al tradicional concepto estático basado en la disponibilidad de fuerza de trabajo barata y en los recursos naturales disponibles, es indispensable, ahora, agregar la variable tecnología, entendida como una fuerza productiva motora del crecimiento de la producción que modifica las características del trabajo y la naturaleza. También habrá que adicionar la variable política económica, que en estos momentos resulta ser un factor determinante de las ventajas comparativas, tanto en el ámbito macroeconómico, al influir, por ejemplo, en el tipo de cambio, como en el microeconómico, mediante impuestos y subsidios.

La modernización que se pretende puede continuar con el modelo de industrialización trunca, que se orienta hacia la producción de bienes de consumo final, sin desarrollar ni integrarse a la producción de bienes de capital ni a la producción de insumos provenientes del sector agrícola para mantener su actividad. En otras palabras, "el aparato productivo mexicano no ha desarrollado e integrado en su seno, en forma generalizada, el proceso de invención, innovación y difusión del adelanto técnico"⁶ y este modelo de modernización tampoco tiene ese objetivo.

Finalmente, en cuarto lugar, "el establecimiento de programas de combate a la pobreza en las zonas rurales" constituye una atención limitada a una grave necesidad a la que este proyecto de modernización tendrá que responder.

Ahora, frente a la apertura comercial y la obligación de obtener productos competitivos, el reto no es solo crecer en producción y ser competitivos en el mercado, el reto más importante es alcanzar una condición de vida digna para toda la población.

En este sentido, se hace necesario mirar hacia adentro, entender que el modelo de sustitución de importaciones generó actividades productivas que funcionan sin integrarse con sectores productivos como la agricultura y la industria de bienes de producción y, por lo tanto, sólo pueden operar en un mercado cautivo. Es necesario conocer las capacidades y limitaciones

5. Ibidem.

6. Aboites Jaime, *Industrialización y desarrollo agrícola en México*. UAM-X, Plaza y Valdés Editores, México, 1989, p.52.

que se tienen después de una década de "ajustes", para competir no sólo en los mercados externos sino también en los mercados internos con los productos extranjeros. Y, un elemento más, es indispensable conocer nuestras capacidades para concebir un modelo de desarrollo sustentable que nos exige la racionalidad de supervivencia a más largo plazo.

1. La leche y los lácteos, producción para el mercado interno

La actividad lechera, vista como un proceso que va desde la producción primaria hasta el consumo final⁷, comienza a tener importancia en México hacia 1950.

1) La producción primaria

La ganadería se ha desarrollado paralelamente al establecimiento de agroindustrias y con el apoyo de una política de fomento por parte del Estado. En la década de los setenta, se da un crecimiento promedio de 4.2% anual, acompañado de una modernización en los sistemas productivos. Esta modernización estuvo vinculada, desde sus inicios, con la internacionalización de las formas de producción que la expansión del sistema mundial de leche provocó⁸. En el caso de México, además, se ha dado un proceso de integración o cuando menos se mantiene una estrecha relación con la economía estadounidense.

La estructura de la producción de leche muestra una marcada polarización, que se ha hecho cada vez más profunda. Hay básicamente dos tipos de explotación que se conforman de acuerdo a sus características de nivel tecnológico, tamaño y rendimiento: el sistema intensivo con ganadería especializada y el sistema de producción con ganadería no especializada⁹.

En el marco del modelo de sustitución de importaciones, la ganadería lechera observó un amplio crecimiento en sus dos sistemas productivos. En 1980, después de una década de crecimiento, la ganadería lechera se integró con 5.5 millones de animales, de los cuales el 16.6% se agrupan en el sistema de explotación con ganado especializado y el 83.4% con ganado no especializado. (Ver gráficas de ganadería en 1980)

7. Se entiende por actividad lechera al conjunto de acciones e interacciones y de relaciones técnicas y sociales que establecen un determinado conjunto de agentes económicos, institucionales y sociales, que están directa o indirectamente ligados al proceso que va desde la producción de leche hasta su consumo final. Basado en la definición de sistema alimentario de Gabriel Sitjar Rousserie, en "Una aproximación al enfoque de sistemas en la ganadería", in *Economía Mexicana*, Serie temática 1, CIDE, México, 1983.

8. María del Carmen del Valle Rivera, "La leche. Alimento básico o bien suntuario". Ensayo, capítulo del libro *Seguridad alimentaria en México*, en prensa.

9. FIRA ha presentado una clasificación diferente, con objeto de estratificar: lechería especializada, lechería familiar y lechería tropical.

A la ganadería especializada correspondía el 55.8% de la producción, con un rendimiento de 4 077 litros por vaca al año, mientras que la no especializada participa con el 44.2% del total (ver gráfica de producción de 1980), con un rendimiento medio anual (RMA) de 644 litros por vaca¹⁰.

Hasta ese año, se dió lo que se llamó un proceso de ganaderización. En la explotación especializada, correspondió la utilización de un paquete tecnológico de carácter más intensivo, basado en vacas con propiedades específicas para la producción de leche, en un suministro de alimentación en forrajes y concentrados de granos y cereales, en el empleo de equipo e insumos cuya producción en el país es escasa o nula y en formas de manejo que requieren de asistencia médica y de cierta capacitación. Entre los elementos que impulsaron el crecimiento de esta actividad, destacan los programas de fomento a la producción promovidos por el gobierno, la demanda de leche por parte de las empresas transnacionales establecidas y, posteriormente, la de las pasteurizadoras, que surgen de la integración vertical hacia adelante por parte de algunos grupos de productores.

En la ganadería no especializada, de doble propósito, el proceso de ganaderización se debió fundamentalmente a la expansión de la frontera ganadera sobre la selva tropical, generando un problema de devastación ecológica irrecuperable.

Posteriormente, una vez agotada la política de sustitución de importaciones, con el advenimiento de la crisis y la existencia de altos niveles de excedentes de leche en polvo descremada (lpd) en el mundo a precios bajos, la producción del lácteo en México presenta el siguiente comportamiento: en los primeros años de los ochenta, se observa un estancamiento; en 1985, se alcanza el nivel más alto de producción de leche de los últimos veinte años; en ese año también se registró el mayor hato en ganadería especializada; a partir de 1986, la producción empieza a declinar y, en 1989, se llega al límite más bajo de la producción en este período, apenas equiparable con el volumen alcanzado en la mitad de la década de los setenta.

Los productores atribuyen esta reducción a la política de subsidio al consumidor, que significa un control en el precio de la leche pasteurizada al productor y al consumidor, frente a los altos costos generados por la crisis.

Sin dejar de considerar esta explicación como la expresión final del asunto, la cuestión de fondo radica en los costos. Especialmente en el caso de la producción intensiva con ganado especializado, cuya leche se destina precisamente a la pasteurización, la crisis y las políticas de ajuste significaron la caída de la inversión pública en fomento agropecuario, el

10. Hasta 1987, el RMA se calculó dividiendo el total de la producción entre el número de vacas dado como inventario. A partir de 1988, se cuenta con información más precisa por parte de la SARH y se tomaron los datos de litros por año producidos por vientres en producción. Información de la Dirección General de Estadística de la SARH, 26 abril de 1992.

deterioro de los términos de intercambio, la reducción del crédito agropecuario y la contracción del consumo interno.

La elevación de los costos de producción se relaciona directamente con el empleo de un paquete tecnológico con una fuerte carga de dependencia del exterior, por lo que la devaluación de la moneda afecta profundamente los costos. A ello habrá que sumarle el deterioro del poder adquisitivo de la población, los altos niveles de inflación interna, el fácil acceso a la compra de lpd y, finalmente, la política de control de precios a la leche pasteurizada.

En 1989, a partir de un compromiso entre los ganaderos, los industriales lecheros y el Estado, se pone en marcha el Programa de Transición hacia la Autosuficiencia Lechera, por iniciativa del sector privado. Se forman fideicomisos para renovar el hato lechero con la participación de productores, industriales y Nacional Financiera, con recursos de bancos estadounidenses y canadienses. A los productores se les presta para repoblar su hato, adquiriendo el compromiso de entregar toda su producción a la industria. El crédito se paga en especie, en 5 años máximo, y la industria descuenta al productor 3.5 litros diarios por cada vaca adquirida por medio del programa. Hasta fines de 1990, se habían creado seis fideicomisos. Algunos han desaparecido como el creado con Liconsa porque se eliminaron sus programas de fomento a la producción y de regulación del mercado, vendiéndose las empresas industrializadoras.

El resultado del programa de transición lechera es positivo, pues se inicia una recuperación en el sector primario lechero basada en la recomposición del hato en los dos sistemas de producción, alcanzándose aumentos en la producción de 10% en 1990 y de 4% en 1991.

La recuperación se observa primero en la ganadería especializada y resulta más lenta en la no especializada. Otro de los elementos importantes en esta recuperación es, a decir de los productores, la fijación de precios concertados, que tiende hacia la liberación del precio de la leche. Habrá que tomar en cuenta, además, que la inflación en esos momentos es menor y los activos valen más.

Actualmente, la estructura de la producción sigue siendo polarizada. Al recuperarse la actividad se mantienen las proporciones de las aportaciones de los dos sistemas de producción: la ganadería especializada produce el 55.3% y el 44.8% se obtiene de la ganadería no especializada, pero disminuye la proporción de ganado especializado a solo un 12.4% del total, con un rma de 5 502 litros por vaca; mientras el ganado no especializado aumenta a 87.6% (ver gráficas de producción y ganado en 1990), con un rma de 1 292 litros por vaca.

De lo antes mencionado, podemos concluir que ni en la etapa de crecimiento, ni en la etapa de crisis se logró crear internamente un núcleo mínimo de capacidad para innovar y adaptar la tecnología en forma generalizada en la ganadería, a pesar de algunos esfuerzos particulares practicados en las unidades productivas y en los centros de investigación.

Estadísticamente, se registraron aumentos importantes en los rendimientos por vaca en los ochenta, pero ellos no se han reflejado en los costos de producción.

Ahora, se ha dado una recuperación en la producción, ¿qué tan factible es que esta recuperación sea sostenida por un largo período? ¿Se pueden utilizar mejor los recursos disponibles para obtener una mayor producción con costos más bajos? Esto será posible si se avanza en dos direcciones: una mayor asimilación de las formas de producción más tecnificadas, buscando alternativas tecnológicas que usen más intensamente insumos internos y tengan una mayor integración con la industria de bienes de producción. En un mediano plazo, esto se puede lograr si se recupera y, en su caso, se crea un núcleo de desarrollo tecnológico endógeno, que dé respuesta a necesidades de la producción en las condiciones que se presenta en nuestro país, en cuanto a generación y capacidad de adaptación de tecnologías. Lo anterior no significa dejar de aprovechar las reducciones arancelarias en los insumos que requiere esta actividad, los que por ahora se pueden conseguir más baratos, como resultado de la puesta en marcha del TLC. Pero debe ponerse énfasis en la vinculación de los sectores productivos con los centros de investigación.

Citando a Münch, "en el fondo se trata de que (...) se aprovechen los adelantos científicos técnicos internacionales y los pongan al servicio de sus propios objetivos estratégicos y, al mismo tiempo, construyan y fortalezcan sus propias bases de ciencia y tecnología para aplicar métodos y conocimientos modernos en el sector agrícola".¹¹

En otra dirección, pero muy ligada con lo anterior, es conveniente retomar la experiencia de los grupos de productores que cultivan sus propios forrajes y que se han integrado verticalmente hacia adelante, sobre todo a partir de las posibilidades de crear nuevas asociaciones de productores con empresas extranjeras y nacionales. Estas asociaciones se pueden desarrollar orientándose a la comercialización y la agroindustria.

Cabe destacar, con respecto a las modificaciones del artículo 27 constitucional, que la ganadería opera en gran medida en unidades privadas, especialmente en dónde se encuentra el ganado con mayores rendimientos. En los ejidos, comunidades agrarias y pequeñas unidades productivas, prevalecen condiciones de pequeña explotación atrasada y con baja productividad. A los ejidos y comunidades agrarias corresponde aproximadamente el 27% de la ganadería no especializada, y a poblaciones, el 18% de la misma¹².

Las relaciones ya establecidas con los ejidos ganaderos permitirán que los efectos de las modificaciones en la legislación no conduzcan únicamente

11. Münch Siegfried, "Consecuencias socioeconómicas del progreso tecnológico en la agricultura de los países en desarrollo", in *Comercio Exterior*, v.40 N°12. México, diciembre de 1990, pp.1171-1177.

12. CODAI, El desarrollo agroindustrial y los sistemas alimentarios básicos. Leche 8, SARH. México, 1982, 200p.

a la venta de las tierras a las sociedades mercantiles. Existirán opciones para algunos ejidos ganaderos como formar parte de las sociedades mercantiles, constituirse en asociaciones en participación con las empresas para proporcionarles insumos o para constituir con el conjunto de productores una agroindustria. En varios casos, la formación de asociaciones en participación permitirá mantener las relaciones ya establecidas entre los productores y las empresas pero ya mediante un contrato escrito y no solo un contrato verbal.

2. Destino de la producción

Es interesante observar que, al recuperarse la producción en 1989, aumenta la cantidad de leche que se destina a la industria (incluyendo las deshidratadoras) de 23.6% en 1989 a 30% en 1990. Las pasteurizadoras reducen su participación de 24 a 19.5% y finalmente al consumo de leche bronca se destinaba el 52.4% y el 50.5% de la leche producida en el país, respectivamente.

Como puede observarse el destino de la leche se orienta hacia un mercado libre en las actividades que tienen un mayor precio, como es la venta directa de leche bronca sin control ni de precios ni de sanidad. También se orienta de manera dinámica hacia la producción de alimentos diferenciados con alto valor agregado como es el caso de los derivados lácteos y de las leches industrializadas. Estos productos por sus precios se dirigen al consumo de la población de medianos y altos ingresos. Por otra parte, se observa un estancamiento e incluso disminución en la producción de básicos (leche pasteurizada).

Es decir que la producción interna se destina en gran parte a la elaboración de productos para el consumo de la población de medianos y altos ingresos, mientras que se incrementan las importaciones de lpd para cubrir los programas asistenciales del gobierno, dirigidos al consumo de los grupos populares.

3. La industrialización

Se ha orientado hacia la conservación e higiene de los alimentos, con el empleo de técnicas de producto, de equipo, de proceso y de operación¹³. Entre ellas destacan los procesos de pasteurización y ultrapasteurización, así como una diversificación de productos como leches evaporada, condensada

13. Para la definición de estas técnicas, ver Cadena Gustavo, José Luis Solleiro y otros, *Administración de proyectos de innovación tecnológica*. UNAM, Ediciones Gernica y CONACYT, México, 1986, p.19.

y en polvo, leches acidificadas, yogur, queso, crema, mantequilla, helados, etc.

La agroindustria de lácteos es una industria dinámica, que puede operar con leche fresca o con leche en polvo. También se vió afectada de 1986 a 1988, años en los que observó una baja en su nivel de producción. Sin embargo, en 1989, observa un incremento anual de 8%, superior al de la industria de alimentos (5%) y aún al de la industria manufacturera (7.2%). Cabe destacar que en este año la producción primaria bajó considerablemente mientras que la importación aumentaba hasta convertirse México en el primer país importador del mundo. En 1990, el dinamismo de la producción fue aún más notable (11%), superando con creces al crecimiento en los alimentos industrializados (1.8%) y superando también, en poco menos doble a la industria manufacturera (5.8%)¹⁴.

El comportamiento global no da idea de la diversidad de comportamientos en esta rama según la línea de producción. De ahí que hemos dividido la industria láctea en pasteurización, leches industrializadas y derivados lácteos.

En las tres líneas se observa una tendencia al funcionamiento con grandes plantas con capacidad para operar elevados volúmenes de leche. Esta situación permite una alta concentración de la producción en pocos establecimientos.

La pasteurización se concentra en 5 a 6 empresas como LALA, ALPURA, BOREAL, GILSA, PASTEURIZADORA DE MEXICALI, ZARAGOZA ESCOBAR, empresas de capital nacional privado. La necesidad de realizar grandes cantidades de acopio de materia prima es por lo que operan con una integración vertical hacia la actividad primaria. Sin embargo las insuficiencias en la adquisición de leche fresca provocadas por la estacionalidad de la producción trae como consecuencia que se tenga una alta capacidad ociosa (en 1986 las empresas operaban al 56% de su capacidad instalada). Varias de estas empresas emplean esa capacidad ociosa en la pasteurización de otros productos como jugos y agua. Otra estrategia empleada para obtener una mayor rentabilidad es la diversificación de sus productos, y se orientan hacia los que tienen un precio libre de control. Elaboran derivados como crema, queso y mantequilla, yogur y leches de sabores principalmente.

Las leches industrializadas son elaboradas por la empresa Nestlé (Carnation-Nestlé) en las líneas de evaporada y condensada. En leche en polvo Nestlé predomina con la exportación del 97% del total. En sus plantas operan con grandes cantidades de leche que puede ser fresca o rehidratada. La leche fresca la obtienen por pequeños productores a través de contratos verbales y la Lpd la adquieren a través de CONASUPO. En esas condiciones estas empresas utilizan su capacidad instalada en un sitio porcentaje.

14. INEGI, Sistema de Cuentas Nacionales, 1980-1990.

En el caso de los derivados lácteos : queso, crema y mantequilla, se presenta una tendencia a la concentración de la producción en grandes empresas de capital extranjero, Chambourcy, Kraft, Chipilo, y algunas de capital nacional como Nochebuena y Caperucita. Son 624 establecimientos (Censos industriales 1988), la mayor parte de carácter artesanal. La leche se capta de pequeñas y medianas explotaciones y se emplea también leche de importación.

Dentro de las actividades industriales encontramos la de la leche reconstituída. La actividad de Liconsa ha quedado reducida al Programa de leche reconstituída para el abasto al consumo popular. Desde nuestro punto de vista es una ayuda social y desde el punto de vista de los vendedores de lpd es una forma de vender sus excedentes.

En investigación directa realizada se visitó LICONSA de Tláhuac, la planta rehidratadora más grande de Latinoamérica, y una planta rehidratadora en la ciudad de Oaxaca. En Tláhuac no se emplea toda su capacidad instalada, lo mismo sucede con la planta instalada en Daxaca. La razón es que cuentan con una capacidad de producción superior a la que se requiere para cubrir los programas de abasto actuales.

La tecnología de lácteos se adquiere fundamentalmente mediante el equipo, se encuentra en los mercados y proviene también de las empresas matrices de las empresas transnacionales a las que se continúa pagando regalías por el uso de patentes y marcas.

4. Disponibilidad de leche y lácteos

Con este panorama de la actividad lechera hemos observado que la producción primaria es insuficiente para satisfacer el consumo interno. Debido a ello se han tenido que realizar importaciones de lpd, aprovechando la existencia de excedentes de este producto en el mercado internacional y las ayudas alimentarias que proporcionaban los países desarrollados. Hasta ahora CONASUPO tiene la función de importar y distribuir este producto. El destino de las importaciones de lpd es hacia la agroindustria de lácteos y hacia la reconstitución de leche para el abasto al consumo popular. Esta situación estrecha la relación con más economía internacional, que se ha iniciado en términos de una dependencia comercial y refuerza la dependencia tecnológica en la producción y la dependencia financiera.

La participación de las importaciones en la disponibilidad nacional (producción nacional más importaciones) es cada vez más importante. En la década de los ochenta, se pasó de 11,4% a 30% en 1989, año en que cayó de manera importante la producción y, con los altos volúmenes importados, México alcanzó el primer lugar como importador de lpd en el mundo. En ese año, los volúmenes de importación aumentaron 25% y en 1990 un 20,8% más, observándose también un aumento en los precios. En 1991, las importaciones bajaron de manera impresionante (de 2 878,4 millones de

litros a 577,3 millones de litros), lo cual tiene como explicación que se contaba en este año con amplias reservas de lpd, aprovechando la existencia de excedentes de este producto en el mercado internacional y las ayudas alimentarias que proporcionaban los países desarrollados. Hasta ahora CONASUPO tiene la función de importar y distribuir este producto. El destino de las importaciones de lpd es hacia la agroindustria de lácteos y hacia la reconstitución de leche para el abasto al consumo popular. Esta situación estrecha la relación con la economía internacional, que se ha iniciado en términos de una dependencia comercial y refuerza la dependencia tecnológica en la producción y la dependencia financiera.

La participación de las importaciones en la disponibilidad nacional (producción nacional más importaciones) es cada vez más importante. En la década de los ochenta se pasó de 11,4% a 30% en 1989, año en que cayó de manera importante la producción y con los altos volúmenes importados México alcanzó el primer lugar como importador de lpd en el mundo. En este año con amplias reservas de lpd generadas por las importaciones en los dos años anteriores.

Conviene destacar que en los últimos años, la disponibilidad de lácteos se modifica adquiriendo una mayor participación algunos productos importados, ya que se ha permitido libremente su importación. Al respecto, resulta interesante hacer notar que los precios de los productos industrializados nacionales son generalmente más altos que los de los productos importados. Así mismo, que en el caso de estos últimos en los expendios no siempre se controla la fecha de caducidad.

5. La leche, un alimento básico inalcanzable

La leche, por sus características nutritivas es un alimento básico en el desarrollo y conservación de la salud del ser humano. Como fuente de proteína animal eleva la calidad de la dieta alimenticia. La ingesta de leche tiene efectos en la salud de los consumidores; en México tiene efectos especialmente en la población infantil, en donde se presentan cuadros de desnutrición graves, principalmente por la carencia de alimentos.

Es además un bien salario, ya que constituye una parte importante del gasto en alimentos de la población. Según la Encuesta Nacional de Ingreso Gasto de los Hogares de 1989 (ENIGH), el gasto en leche y derivados va de 10,1 a 12,8% del gasto en alimentos en los diferentes grupos de población estratificados por deciles de ingreso y es también el 4,4% del gasto total por hogares. Es el segundo alimento después del huevo, mediante el cual se puede adquirir proteína animal más barata.

En México, la cantidad de leche disponible por persona al día no ha alcanzado en 20 años, a cubrir las recomendaciones de la Organización Mundial de la Salud (55ml), ni siquiera las del Instituto Nacional de la Nutrición calculada en 435 ml. Actualmente, la disponibilidad de leche debe

ser cercana a los 280 ml. Ya que en los últimos años el exceso de importaciones y la reducción obligada de las mismas no refleja el comportamiento de la disponibilidad.

Pero más allá de la disponibilidad encontramos que la leche es un alimento que mantiene una estrecha relación con el ingreso de la población y por lo tanto su consumo expresa diversos niveles de vida. El consumo de leche y lácteos es fundamentalmente urbano. Se caracteriza por la desigualdad que deviene de la desigualdad en el ingreso.

la estructura del consumo de leche refleja que del total de leches pasteurizada, no pasteurizado y en polvo, el 64% se destinó al consumo de las familias de los cuatros deciles de ingresos más altos, mientras que en las familias de los tres deciles de ingresos más bajos se consumió únicamente el 8,7%¹⁵.

Para los derivados lácteos, el 40% de la población de ingresos más altos accedió al 68,1% de esos productos y solo el 8,3% de los mismos formaron parte del consumo del 30% de la población de ingresos más bajos.¹⁶

Como podemos observar aún con el control de precios en la leche pasteurizada el impacto de la crisis ha sido tan fuerte que una gran cantidad de la población no ha estado en condiciones de consumirla, lo mismo sucede en los productos lácteos, en los que sólo por el efecto de la publicidad se llega a consumir por sectores de bajos ingresos aunque sea en mínima proporción.

CONCLUSIONES

En resumen, podemos concluir que la actividad lechera resulta muy costosa, en tanto que corresponde a las necesidades de alimentación sólo de aquellos mexicanos que tienen altos y medianos ingresos y, por otra parte, su articulación productiva con la economía nacional es débil, en tanto que mantiene una importante dependencia del exterior, situación que puede convertirse en una limitante en la expansión de la actividad misma.

¿ En esas condiciones, cuales son las expectativas ante el TLC ?

En la negociación aceptada hasta antes de las elecciones de presidente en Estados Unidos, la leche y los lácteos se consideraron dentro de un acuerdo únicamente bilateral, entre México y Estados Unidos porque Canadá no quiso correr riesgos y estos productos quedaron fuera de la negociación, durante 15 años.

En materia de subsidios internos, en la Ronda de Uruguay se llegará al Acuerdo correspondiente. La leche queda considerada como producto

15. Comisión Nacional de Alimentación. Perfil de leche 1990. Datos de la ENIGH 1988.

16. *Ibidem*

sensible a los subsidios que se otorgan a los productores de Estados Unidos por lo tanto es necesario mantener ciertos apoyos, en este caso el apoyo principal es a los precios.

En cuanto a los subsidios a la exportación, México podrá imponer impuestos compensatorios a las importaciones que contengan ese subsidio.

Respecto a las barreras no arancelarias, se eliminan para el Acuerdo entre México y Estados Unidos.

En la leche se elimina el permiso previo. Queda establecida una cuota de 40 000 toneladas que se importará con arancel o y se establece un arancel de 139% para las importaciones que excedan la cuota establecida. Se considera que el arancel es equivalente en un monto igual al diferencial existente entre los precios internacionales en el periodo base. Dicho arancel equivalente se reducirá hasta eliminarse en un plazo no mayor de 15 años que es el plazo de desgravación extralarga, que a decir de los negociadores, se fija con el fin de contar con plazos suficientes de ajuste, modernización y capitalización de las unidades productivas.

Respecto a los lácteos, los Estados Unidos otorgarán a México cuotas de acceso con arancel cero, desde la entrada en vigor del TLC. Estas cuotas irán creciendo 3% anual. Se considera que el arancel fijado es equivalente. En ambos casos se puede aplicar una salvaguarda especial durante los primeros 10 años del plazo de desgravación, a los productos considerados sensibles a la competencia de las importaciones. Se aplicará la tasa más baja, entre la tasa arancelaria vigente al momento de la entrada en vigor del Tratado y la tasa arancelaria aplicable a la nación más favorecida.

Hacia una actividad lechera nacional.

El contexto actual es de crisis alimentaria, de reducción de seguridad alimentaria nacional con incremento de la dependencia externa.

El imperativo es producir, evitar la destrucción de recursos y mantener estas fuentes de empleo. El reto fundamental parecería quedar en los productores, pero fundamental parecería quedar en los productores, pero estrictamente no es así.

Considero que la leche es un bien básico y un producto estratégico. Por su importancia puede contribuir a dinamizar la economía. La actividad lechera tiene la capacidad, y desde mi punto de vista la necesidad, de articularse más con la economía mexicana. Para ello se deberá por una parte, crear un núcleo de generación y adaptación de tecnología a las condiciones y recursos del país, al mismo tiempo en que se aprovechan las nuevas condiciones para adquirir insumos baratos en el mercado internacional, en especial en Norteamérica y en Sur y Centro América e incluso en la Comunidad Europea.

Dado que, como hemos visto, la actividad lechera cuenta con la capacidad de producir más, desarrollando las formas de producción que

emplea, se puede pensar en abatir costos mediante economías de escala. Para ello se podría generar un mercado mas amplio que permita aprovechar su capacidad de producción. ello evitaría tener que subir los precios a niveles muy superiores a los internacionales.

La ampliación del mercado debe orientarse hacia la producción de básicos, es decir leche pasteurizada, para el abasto al consumo popular.

Así se conseguiría aumentar la articulación de la actividad lechera con la economía y con la sociedad mexicana.

Anteriormente ya hubo algunos intentos por incluir la leche producida en el país al abasto al consumo popular, cuando LICONSA emprendió el Programa de Fomento a la Producción de leche, pero este fue suspendido.

Actualmente, se puede pensar en establecer un sistema de tarjeta magnética para adquirir la leche pasteurizada o reconstituída. Ambos tipos de leche se distribuirían en los lugares de venta en que se expenden normalmente. El subsidio continuaría siendo para la población objetivo ya concentrada en el padrón de LICONSA, con los requisitos establecidos para tal fin y con las cuotas que correspondan según el número de niños en el hogar. El único cambio respecto al sistema actual seria incluir a la leche pasteurizada.

En un plazo mediano se podría pensar en que las empresas rehidratadoras pudieran operar de acuerdo a la demanda del mercado de la leche reconstituída, en la medida en que se registren cambios en las preferencias de los consumidores.

Ello provocará un aumento en la proporción que no se utiliza de la capacidad instalada de las plantas rehidratadoras. Será necesario, en el mediano plazo, refuncionalizar esas instalaciones para que diversifiquen su actividad y puedan elaborar otros productos, haciéndolas rentables.

Estas medidas permitirán bajar el volumen de las importaciones de lpd. Para reforzar esta situación se tendrá que mantener vigilado el destino de las importaciones, dando prioridad de acceso a la cuota sin arancel a la rehidratación de leche para el consumo directo y después a agroindustrias que se comprometan a captar leche fresca en determinada proporción.

Estos planteamientos iniciales están dados desde un punto de vista económico social, faltan muchos aspectos por contemplar como son el político y el cultural.

Así pues la situación amerita la mayor participación de los diversos sectores para proponer nuevas utopías, delinear políticas y adquirir compromisos.

Ciudad. Universitaria, 10 de noviembre de 1992

LISTE DES "TEXTES DE RECHERCHE" IEDES

(Disponibles à la bibliothèque)

- N°1 : L'évolution de la crise financière au Sénégal : 1979-1986.
AZOULAY G. (F.A.O.-ROME).
- N°2 : Economie politique de l'ajustement structurel en Tanzanie
BIERMANN W. (University of Dar-Es-Salam)
- N°3 : L'Etat, pierre d'achoppement du paradigme néo-classique de développement.
Réflexions à partir du cas de la Corée du Sud.
LANZAROTTI M. (IEDES-PARIS I)
- N°4 : Portée et limites de la dévaluation en Afrique.
JACQUEMOT P. (Université de PARIS IX)
- N°5 : L'Etat chez les néo-classiques. Notes sur une discussion.
FONTAINE J.M. (IEDES-PARIS I)
- N°6 : Coopératives de production et développement régional en Andalousie (Espagne) : les défis actuels.
HAUBERT M. (CECOD/IEDES)
- N°7 : Structures contradictoires des marchés des produits laitiers dans les pays en voie de développement. Présentation de quelques exemples.
FRELIN Ch. (cecod/IEDES)
- N°8 : Les formes "communales" de l'entraide à Bamako. Conclusions d'une pré-enquête effectuée dans le quartier de Hamdallaye (Bamako) en septembre 1987.
VUARIN R.(ORSTOM)
- N°9 : L'économie tanzanienne entre Uhuru et l'accord F.M.I.
FONTAINE J.M. (IEDES-Paris I)
- N°10 : Expériences de privatisation dans le monde (1)
CHITOU I. (GREED-Paris I)
TIDJANI S. (Ministère Economie et Finances, Togo)
CONTAMIN B. (Université de Pau)
- N°11 : Expériences de privatisation dans le monde (2)
EL HEFNAWY G. (Université du Caire)
AOUADI S. (Université de Sousse), JACMART M.C. (IEDES)
- N°12 : Indian Macro-Economic policies (épuisé)
JOSHI V. & M.D.LITTLE I. (Oxford University)
- N°13 : Dans les maquis d'Abidjan. Analyse de discours de la presse de Côte d'Ivoire sur la restauration : identité et représentation sociales.
LEIMDORFER F. (CECOD-IEDES)
- N°14 : Políticas de ajuste y regimenes de acumulacion, enfoques y experiencias : los casos de Argentina y Corea del Sur.
HILLCOAT G., LANZAROTTI M. (CRE-IEDES)
- N°15 : Politiques alimentaires de pays en transition au socialisme : la République Socialiste du Vietnam (R.S.V.N.) après 1975.
NGUYEN TRONG N.T. (CECOD-IEDES)
- N°16 : Les années 80 en Amérique Latine : crise et restructuration économique
HILLCOAT G. (CRE-IEDES)
- N°17 : La compétitivité du Brésil et de l'Argentine sur les marchés agricoles et agro-alimentaires internationaux.
BERTRAND J.P., HILLCOAT G. (CRE-IEDES)
- N°18 : Taux de change et chocs externes : Chili, Côte d'Ivoire, Ghana.
LANZAROTTI M., NOWAK J.J., SAINT-ALARY E.(CRE-IEDES)
- N°19 : La protection dans les échanges commerciaux : Arguments, formes, mesures et applications aux pays d'Afrique subsaharienne.
DEM I., SOGODOGO A., VERRLATEN M.P. (DIAL et CRE-IEDES)
- N°20 : La politique de développement de la communauté économique-européenne : contraintes et dynamismes (1985-1990).
déc. 1992.
FRELIN C. (CECOD-IEDES)
- N°21 : Mutations Financières et Récession par les dettes
CHEVALLIER FARAT T.

BIBLIOTECA "MTR. JESUS SILVA HERZOG"

HC-133/M498

